

Le ministre français de l'Intérieur attendu à Alger

Lire l'article de El-Houari Dilmi page 4



Le Quotidien

Edition Nationale d'Information D'ORAN

**FAIBLE PARTICIPATION
AU RÉFÉRENDUM
SUR LA CONSTITUTION**

Le «Oui» l'emporte

Lire l'article de M. M. page 3

Des chiffres et des interrogations

Lire l'article de Ghania Oukazi page 2

Ph.: Rachid K.

Notre supplément
AUTOUR
DU MONDE
Avec la
collaboration de
P. 13 & 14

PROJECT
SYNDICATE
AN ASSOCIATION
OF NEWSPAPERS
AROUND THE WORLD

Le quotient chaos
de l'élection américaine



PAR NOURIEL
ROUBINI

Professeur d'économie à la Stern School
of Business de l'Université de New York

Amérique: l'incompétence
économique des
présidents républicains



PAR J. BRADFORD
DELONG

Ancien sous-secrétaire
au Trésor américain, est professeur
d'économie à l'Université
de Californie à Berkeley et
chercheur associé auprès du Bureau
national de recherche économique

**LE SOCIOLOGUE EL KENZ
EST DÉCÉDÉ DIMANCHE**
Ali, l'intellectuel vrai

Lire l'article de Belkacem
Ahcène-Djaballah page 4

ETATS-UNIS Une présidentielle dans un contexte très particulier P. 5



ENTRETIEN ÉLISABETH VALLET
(POLITOLOGUE) AU **Le Quotidien**

**«Donald Trump laissera
un souvenir amer
et un impact que
son successeur aura
du mal à renverser»**

Lire l'entretien réalisé par Amine Bouali page 7

Référendum Des chiffres et des interrogations

En comptabilisant un peu plus de trois millions de oui, le référendum pour le projet de révision de la Constitution montre que le président Abdelmadjid Tebboune a perdu près de deux millions de voix par rapport aux 4,9 millions qui l'ont fait élire le 12 décembre 2019.

Ghania Oukazi

Les chiffres officiels de la consultation référendaire du dimanche 1^{er} novembre sont éloquentes. Sur plus de 24 millions d'électeurs, seuls un peu plus de 5 millions ont voté, soit 23,7% de participation nationale contre 41,13% pour la présidentielle. Le taux de participation au référendum est sans conteste le plus faible jamais enregistré en Algérie. C'est à peine un quart du corps électoral national qui a daigné aller aux urnes. Tebboune accuse ainsi une lourde perte de voix après juste dix mois de mandat présidentiel. Les résultats donnés hier par le président de l'ANIE (Autorité nationale indépendante des élections) font voler en éclats la notion de «projet consensuel» tant vantée par tous ceux qui l'ont parrainé. Il est en effet très difficile de parler de consensus national autour d'une Constitution qui n'a pas été débattue et qui a attiré si peu d'Algériens. Il n'est même plus possible de parler de «majorité silencieuse» puisque le rejet a été largement exprimé à travers les réseaux sociaux et parfois dans la rue.

Le président de l'ANIE semble avoir anticipé dimanche soir ce manque d'engouement populaire en lui trouvant des circonstances atténuantes. «Il y a la crise sanitaire créée par la pandémie du Covid-19 et le long week-end qu'ont eu les Algériens en comptant avec le jour férié du 1^{er} novembre», a-t-il dit à l'instar d'autres responsables qui ont rajouté «l'état de santé du président de la République et son hospitalisation en Allemagne». Lors de la conférence de presse qu'il a animée hier au CIC après avoir rendu publics les résultats préliminaires officiels du référendum, Mohamed Charfi a ajouté à ces «circonstances», «l'incertitude et le retard des pays étrangers à décider des mesures pour le déplacement des Algériens vers les bureaux de vote». Ceci, pour justifier le timide 4,9% de taux de participation au référendum de la communauté nationale à travers le monde.

L'ÉCART DE VOIX QUI FAIT PEUR

Le président de l'ANIE a juré hier devant la presse qu'il n'y a eu que deux dépassements à travers le pays, un dans un des bureaux de vote à El Bayadh et le second dans un autre à Mascara. Quelque peu froissé par une question sur la faiblesse de la participation dans des wilayas du Sud, Charfi a répondu «les gens du Sud ont été à la hauteur si on compare leur participation au taux national, je vois en cela

un signe de bonne santé». Comme, dit-il, «il faut lire la question entre les lignes, je réponds entre les lignes, cette position témoigne d'un changement, qu'il soit le bienvenu !» Et au sujet de la Kabylie qui a boycotté le référendum, il a simplement dit que «nous allons donner le taux de participation par wilaya, nous sommes pour la transparence totale». Il s'abstiendra de noter que dans cette région il n'y a pas eu de changement puisqu'elle n'a pas voté non plus pour la présidentielle et avant à d'autres joutes électorales.

Les écarts entre les données officielles des deux opérations de vote (présidentielle et référendaire) sont énormes. L'explication de Charfi, «on ne peut comparer un scrutin électif à un scrutin référendaire».

Dès son intronisation, Tebboune a promis d'honorer les «54 engagements» qu'il a pris lors de sa campagne électorale relatifs à «une large révision de la Constitution, une reformulation du cadre juridique des élections, un renforcement de la bonne gouvernance à travers la séparation du monde des affaires de la politique et une mise en place de mécanismes garantissant la probité des fonctionnaires publics». Dans dix jours, le Conseil constitutionnel devra valider les résultats définitifs du référendum. Des constitutionnalistes attirent notre attention sur «les procédures transitoires» contenues en annexe de la nouvelle Constitution pour souligner que les institutions de l'Etat qui doivent désormais changer de statut à l'exemple du Conseil constitutionnel qui doit se transformer en «Cour constitutionnel», ont une année pour le faire. Le Conseil constitutionnel a donc toute latitude d'agir pour trancher toutes les questions nationales. La Nouvelle Constitution entrera en vigueur dès sa publication dans le Journal officiel.

CETTE DISPOSITION CAPITALE QUI CONCERNE L'ARMÉE

Le président de la République a fait savoir qu'il voulait tout de suite après des élections législatives et locales anticipées après bien sûr révision de la loi électorale qu'il a déjà enclenchée. L'importance de cette Constitution réside en évidence dans la large marge de manœuvre qu'elle lui accorde pour remanier tout le système politique national. Le président de la République a prévu par là de réorganiser tous les domaines d'activité au niveau politique, économique, social, éducatif, culturel, de politique étrangère et de défense nationale. De toutes les «nouvelautés» qu'elle introduit dans la gouvernance, cette Constitution en apporte une qui fait



Ph.: Rachid K.

ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

Repères perdus

Ya-t-il un dérapage du Conseil de sécurité de l'ONU sur le dossier du

Sahara occidental ? La résolution 2548 (2020) du Conseil de sécurité de l'ONU, qui a décidé la prolongation d'une année du mandat de la Mission des Nations unies pour l'organisation du référendum au Sahara occidental (MINURSO), a tourné autour du sujet jusqu'à faire perdre les repères au conflit réel et ses principaux antagonistes. A travers cette résolution, on demande au Maroc et au Front Polisario, ainsi qu'à l'Algérie et à la Mauritanie de coopérer plus intensément les uns avec les autres, notamment en renforçant davantage la confiance, et avec l'Organisation des Nations unies, ainsi que de participer davantage au processus politique et de progresser sur la voie d'une solution politique.

Ainsi, la solution politique est clairement privilégiée aux dépens de la légalité internationale. Chose qui n'a pas été admise par l'Afrique du Sud, considérant qu'une telle résolution saperait le fondement du système international. Dans une explication sans détour, l'Afrique du Sud estime que la résolution en question, qui s'est permis de critiquer en termes à peines voilés la situation des droits de l'homme au Sahara occidental et dans les camps des réfugiés, ne reflète pas les réalités actuelles sur le terrain concernant notamment la situation humanitaire, sécuritaire et politique au Sahara occidental occupé. L'Algérie, de son côté, a relevé avec regret que la résolution 2548 (2020), à l'instar de la résolution 2494 (2019), ne préconise aucune mesure concrète de nature à relan-

cer le processus politique et favoriser la mise en œuvre complète et sans entrave du mandat de la MINURSO.

Rejetant dans le fond et la forme les termes de cette résolution, l'Algérie plaide pour des négociations directes, sans conditions préalables et de bonne foi, entre le Royaume du Maroc et le Front Polisario. Soulignant que l'avènement d'une solution politique juste, définitive et durable conformément à la légalité internationale, à la doctrine et à la pratique des Nations unies en matière de décolonisation ne passe pas par une coopération de quatre parties (Maroc, au Front Polisario, à l'Algérie et à la Mauritanie), comme le préconise le Conseil de sécurité à travers cette résolution, mais par des négociations directes entre les principaux antagonistes du conflit, en l'occurrence le Maroc et le Front Polisario.

Il est clair que cette propension à vouloir impliquer l'Algérie et la Mauritanie est une vision du Maroc, qui veut que l'Algérie, surtout, soit partie prenante dans les négociations et non comme pays observateur officiel du processus de paix. D'où la déduction que le lobbying marocain a fait son plein effet auprès des membres du Conseil de sécurité, qui ont adopté par 13 voix pour et deux abstentions (La Russie et l'Afrique du Sud) la résolution 2548 (2020), dont les termes n'ont, d'ailleurs, pas tari d'éloges à l'égard du Maroc, se félicitant de ses efforts sérieux et crédibles pour aller de l'avant vers un règlement du conflit. Certainement que cette résolution va attiser les tensions dans la région, puisqu'elle ne semble trouver qu'un seul pays, le Maroc, pour applaudir son contenu.

peur et d'importance capitale pour le pays, l'Etat, ses institutions et ses hommes. Elle permet désormais à l'armée algérienne d'intervenir en dehors des frontières «pour le maintien de la paix dans la région». Elle ne précise pas pour autant si cette intervention se fera en cas de guerres conventionnelles ou non conventionnelles comme le terrorisme. Au passage, on relève que parmi les gouvernants étrangers qui ont adressé au président leurs vœux de prompt rétablissement, un communiqué de la présidence inclut le commandant en chef de l'Africom (les forces militaires américaines pour l'Afrique), le général d'armée, Stephen Townsend. «(...) si je suis ici c'est que nous sommes convaincus que l'Algérie peut jouer un rôle très important pour assurer la sécurité et la paix dans toute la région», a-t-il déclaré le 23 septembre dernier lors de sa visite d'une journée à Alger. Visite qui a précédé celle du secrétaire d'Etat américain à la défense d'à peine une semaine. Il semble que la nouvelle feuille de route élaborée par les grandes puissances a déjà déterminé les rôles pour chacun des pays de la région. Si le Maroc et la Tunisie ont été choisis pour abriter des rounds de dialogue politique entre les belligérants

libyens, l'Algérie sera certainement appelée pour y maintenir militairement la paix et la sécurité.

Encore une fois, le président de la République devra revoir ses priorités dont la première serait son choix des hommes. Longtemps décrié sous Bouteflika, ce choix continue d'ignorer la compétence, le charisme et la crédibilité.

LE DEVOIR ÉTHIQUE DE L'ÉTAT

Plongée actuellement dans une crise politique sans précédent avec le transfert de Tebboune vers l'Allemagne pour des soins intensifs, l'Algérie cafouille et tente de manipuler pour cacher une réalité qu'elle a pourtant l'obligation de dévoiler à la Nation. Les hommes d'Etat choisis par le président de la République se comptent sur les doigts d'une seule main. Encore faut-il qu'ils puissent intervenir pour sauver la face d'une institution comme la présidence de la République qui semble vidée de ses responsables. La gestion de la communication sur son état de santé laisse perplexe. Le plus grave est que l'absence de Tebboune intervient dans un contexte national et international complexe et inquié-

tant. Il est possible qu'il puisse être «empêché» par sa maladie de reprendre ses fonctions dans peu de temps. Les responsables civils et militaires devraient alors s'entendre pour que le Conseil constitutionnel se réunisse pour faire constater «l'empêchement» par le Parlement. Une telle situation n'a rien à voir avec la vacance du poste présidentiel qui, elle, ne peut être constatée que 45 jours après. L'Etat se doit dans ce sens d'avoir une éthique qui lui est obligatoire contrairement à la politique qui n'accorde pas de place à la morale.

Le plus dur est que l'Algérie, fortement secouée par cette absence pour raison de santé du président de la République, devra combiner une sortie de ses crises avec un baril de pétrole qui a dégringolé à 36 dollars, une économie qui courbe l'échine devant les conséquences de la pandémie du Covid-19, des réserves de change au ras des caisses, un dinar au plus bas niveau de sa valeur, un personnel politique arriviste et intrigant, une justice plongée dans les pires affaires de corruption où les règlements de comptes foisonnent, des frontières en feu et une opposition qui végète et manque terriblement d'alternatives.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20
Imp.: Oran: imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger: imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine: S.I.E. Quargla; S.I.A.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Rédaction Algéroise
Tél.: 021.64.96.39 - Fax: 021.61.71.57
Pub Tél.: 021.64.96.44

Rédaction Constantinoise
Tél.: 031.92.12.11
Fax: 031.92.12.22

Diffusion: Ouest et Centre: SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

Faible participation au référendum sur la Constitution

Le «Oui» l'emporte

Le taux final de la participation au référendum constitutionnel du 1^{er} novembre 2020 confirme la tendance observée dès le début du scrutin.

M. M.

La fermeture des bureaux de vote seuls 23,7% du corps électoral ont pris le chemin des urnes, ce qui correspond à 5.636.172 votants sur un total de 24.475.310 d'inscrits, selon les chiffres confirmés hier par le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi, au cours de la conférence de presse organisée au CIC.

Le nombre de vote exprimés 5.023.385 contre de 633.885 bulletins nuls, ajoute M. Charfi annonçant que le «Oui» l'a emporté avec 3.355.518 voix soit 66,8% des suffrages exprimés, contre 1.667.867 votes en faveur du «Non», soit un taux de rejet de 33,2%.

Au début de sa conférence de presse, organisée deux heures avant l'heure prévue, Mohamed Charfi a donné des chiffres sur la «campagne référendaire» pendant laquelle ont été organisés, selon lui, «965 meetings de la société civile», «222 rassemblements partisans» et «57 meetings organisés par des membres du gouvernement».

Lors de la partie questions-réponses, et concernant le déroulement du référendum, le président de l'ANIE a évoqué «deux cas de dépassements individuels dans les wilayas d'El Bayadh et de Mascara», «dénoncés par les coordinateurs» locaux de l'Autorité.

Interrogé sur l'impact de la faiblesse du taux de participation sur le résultat du référendum, Mohamed Charfi a affirmé

que ces «résultats provisoires», annoncés par l'ANIE, devraient être «proclamés officiellement par le Conseil constitutionnel dans un délai de dix jours», précise M. Charfi. «Le texte sera publié au Journal officiel par le président de la République, et il commencera par produire ses effets», a-t-il ajouté.

Interrogé également sur l'attitude de la ministre de la Solidarité qui a été filmée prendre uniquement le bulletin du «Oui», malgré l'insistance d'un encadreur qui l'invitait à prendre également le bulletin du «Non» avant de se diriger vers l'isoloir, le président de l'ANIE a qualifié l'incident de «comportement individuel» qui «n'a pas eu de conséquences sur les autres votes».

A une question sur le «vote numérique» en Algérie, le président de l'ANIE a exprimé ses doutes sur la garantie d'inviolabilité de ce mode de suffrage. «Je ne suis pas convaincu qu'il est garanti à 100%», a affirmé Mohamed Charfi, précisant que l'Autorité «a les moyens» (techniques) d'organiser un scrutin numérique, «mais nous n'allons pas nous aventurer, jusqu'à ce qu'on soit sûrs qu'il sera sans risques pour l'Algérie», a-t-il ajouté.

A propos d'une polémique sur l'absence du président de l'ANIE au CIC le jour du référendum, Mohamed Charfi a précisé qu'il n'a «annoncé aucun RDV à la presse», affirmant, par ailleurs, qu'il était «désolé pour le dérangement» causé pour les journalistes qui s'étaient déplacés.

Le taux de participation «ne pose pas de problème sur le plan juridique»

Le taux de participation au référendum sur le projet d'amendement de la Constitution, qui a atteint 23,72% au niveau national, "ne pose pas de problème, ni sur le plan juridique ni sur le plan constitutionnel", a affirmé le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi.

"Dans la législation algérienne, il n'y a pas un seuil qui valide ou annule un scrutin", a expliqué M. Charfi qui s'exprimait lors d'une conférence de presse consacrée à l'annonce des résultats préliminaires du vote dans le cadre du référendum sur la révision de la Constitution.

Concernant le faible taux de participation à l'étranger qui a atteint 4,9%, M. Charfi a expliqué ce résultat, notamment par "les restrictions de déplacements imposées par les pays hôtes à cause de la pandémie du coronavirus".

"Notre émigration a voté par

tout dans le monde, mais le taux de participation a été en deçà de ce qu'elle nous a habitués. Ce taux de participation de 4,9% est honorable pour notre émigration", a-t-il souligné.

Le taux de participation dans les wilayas du Sud "était, de façon globale, le même que celui des scrutins passés si on prend en compte le taux national de participation qui a atteint 23,72%. Au contraire, c'est un signe de bonne santé pour la démocratie. Le changement se concrétise sur le terrain", a-t-il affirmé, ajoutant que l'ANIE rend publics tous les taux de participation, même "les plus faibles".

"Nous publions les résultats par wilaya, quel que soit le taux de participation. Nous sommes avec la transparence totale. Nous ne faisons aucune différence entre une région et une autre. Le citoyen a exprimé son opinion en toute liberté", a soutenu M. Charfi.

Amine Bouali

Le taux national de participation au référendum sur la révision de la Constitution a atteint, dimanche, à la clôture des opérations de vote, 23,7%, ce qui représente 5.586.259 électeurs, a annoncé, officiellement, le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi. Les opposants et les partisans des gouvernants en place se sont empressés d'analyser ce chiffre - le plus bas de l'histoire des élections en Algérie-, les premiers pour délégitimer ce scrutin référendaire et tirer, à boulets rouges, sur le régime, les seconds, au contraire, pour sou-

23,7 %

tenir que ce taux de participation n'était pas aussi catastrophique qu'il ne paraissait à première vue, et cela à cause des conditions exceptionnelles sanitaires et sociétales dans lesquelles ce vote a été organisé.

Aux premiers, on peut légitimement rétorquer qu'en dépit de tous les maux dont ils accusent volontiers les responsables actuels, ils doivent leur reconnaître le fait qu'ils n'ont pas essayé de tripoter ce chiffre assez faible (à moins qu'il ne l'était encore plus dans la réalité, mais dans ce cas, pourquoi ne l'ont-ils pas « gonflé » davantage pour tirer gloire d'une réussite électorale bienvenue ?) et que cela augurait peut-être d'une volonté de

transparence dans l'exercice de la gouvernance démocratique, dans notre pays.

La seconde modeste remarque s'adresse, cette fois-ci, aux laudateurs inconditionnels du régime. On ne peut pas considérer que 23,7 % de participation à un scrutin électoral est un signe d'adhésion d'une population à une entreprise politique donnée. Est-il déraisonnable alors d'affirmer qu'une bonne partie du peuple algérien est au minimum désillusionnée, vis-à-vis du personnel et de la chose politique et que l'Algérie nouvelle doit encore faire ses preuves pour gagner les suffrages du plus grand nombre?

Raïna Raïkoun
El-Houari Dilmi

Les snipers des réseaux sociaux

Comme un cri d'orfraie, deux «coups sous la ceinture» ont été portés au moral de la nouvelle Algérie, selon certains, de «graves dérapages» selon d'autres. Au moment où le Premier ministre annonçait, depuis la capitale des Aurès, la généralisation des tablettes dans les écoles, la rentrée scolaire a tourné au «cauchemar» pour le wali d'Oran. C'est que le premier responsable d'Oran a été accusé, «sans coup férir», de porter une «grave atteinte au moral» de l'Algérie nouvelle, en se comportant d'une manière pour le moins «peu galante» avec une institutrice. Pourtant, le wali a simplement fait montre de sa désapprobation après avoir entendu parler de la vétusté du mobilier scolaire qui daterait de «l'ère coloniale». «L'onde de choc» se propage à la vitesse de l'éclair et les réseaux sociaux s'enflamment dans un élan de solidarité spontanée avec l'institutrice «humiliée». Accusé de crise de «lèse-enseignant», le wali d'Oran, pour dissiper le «regrettable malentendu», a reçu l'institutrice dans son bureau. Mais pour beaucoup, celui qui s'excuse s'accuse ! Le MJS, aussi, a passé un «mauvais quart d'heure» quand sa langue a fourché pour prononcer une «phrase» qui a carrément provoqué un tollé et indigné la Toile-DZ. Parce que les Algériens sont devenus si rétifs à tout ce qui vient «d'en haut», l'onde d'indignation a traversé tout le pays. Le «cinquième pouvoir» que sont devenus les réseaux sociaux, ou le «journalisme citoyen» comme l'appellent certains, se transforme en une véritable arme à

double tranchant pour ceux en charge de la gestion des affaires publiques, ou exposés au verdict populaire. Des responsables, nombreux, l'ont déjà vécu à leurs dépens. La caméra, cette «nouvelle dictature de l'image» et le microphone, des pages et sites inconnus qui infestent la blogosphère, aux mains de personnes pas toujours «connues» ni bien intentionnées, sont utilisés comme une «arme de dissuasion massive» contre tout responsable qui ne rentrerait pas dans le «moule» voulu par ses contempteurs «virtuels». Le wali d'Oran et le MJS, et sans doute d'autres après eux, risquent de tomber dans les rets de ce «journalisme spontané» aux effets collatéraux pas toujours prévisibles ni maîtrisables. La célébration de la Journée nationale de la presse a, d'ailleurs, permis de prendre la mesure de ces nuées de caméras aux aguets et de microphones en alerte, présents lors des collations, données par les responsables locaux des wilayas. Les journalistes dits «traditionnels» sont comme laissés sur le carreau par cette vague de «journalisme-citoyen» où tout le monde «informe» tout le monde, une sorte de «snipers» qui dégagent caméras et microphones pour tirer sur tout ce qui bouge, faisant planer une menace constante sur les gestionnaires de la chose publique, mais aussi et surtout s'imposent, il faut bien l'admettre, contre une véritable sentinelle contre toute forme de dépassement, ou d'atteinte aux intérêts «bien compris» du peuple algérien. A voir !

Coronavirus

302 nouveaux cas et 7 décès

Trois cent deux (302) nouveaux cas confirmés de Coronavirus, 182 guérisons et 7 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a annoncé, hier à Alger, le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 58.574 dont 302 nouveaux cas, soit 0,7 cas pour 100.000 habitants lors des dernières 24 heures, celui des décès à 1980 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 40 557, a précisé Dr Fourar lors du point de presse quotidien consacré à

l'évolution de la pandémie de Covid-19. En outre, 11 wilayas ont recensé durant les dernières 24 heures moins de 9 cas, 26 n'ayant enregistré aucun cas, alors que 11 autres ont enregistré plus de 10 cas. Par ailleurs, 46 patients sont actuellement en soins intensifs, a-t-il également fait savoir.

Cour d'Alger

Poursuite du procès en appel de Tahkout

Le procès en appel de l'homme d'affaires Mahieddine Tahkout poursuivi pour corruption avec des membres de sa famille et les anciens Premiers ministres Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal s'est poursuivi hier à la Cour d'Alger par l'audition d'anciens responsables. Interrogé par le juge de siège, l'ancien directeur général de l'Office national des œuvres universitaires (ONOU), Bouklikha Farouk, a nié toutes les accusations portées contre lui, dont l'octroi d'avantages à l'entreprise de Tahkout, précisant qu'un cahier des charges liait déjà l'ONOU et ladite entreprise avant

son installation. L'ancien directeur général de l'Etablissement de transport urbain et suburbain d'Alger (ETUSA), Abdelkader Benmiloud, a, lui aussi, nié les accusations dirigées contre lui. Il s'est défendu d'avoir convenu avec l'ancien wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, d'accorder des avantages à l'opérateur Tahkout, assurant avoir laissé des "garanties bancaires" à l'ETUSA avant son départ.

L'actuel directeur général de l'ETUSA, Karim Yacine, a, quant à lui, précisé que le marché conclu entre l'ETUSA et l'entreprise de Tahkout visait à "assurer le transport

à travers les différents quartiers de la capitale, surtout les nouveaux". N'ayant pas pu faire l'acquisition de nouveaux bus auprès de l'Entreprise nationale des véhicules industriels (Groupe SNVI), l'ETUSA a dû recourir à la location de bus auprès de l'entreprise de Tahkout, a-t-il expliqué. Les accusées Talha Rabah et Maouche Ahmed (cadres à la Direction des impôts) se sont, eux aussi, défendus d'avoir accordé des avantages fiscaux à l'entreprise de Tahkout, précisant avoir "appliqué les décisions de l'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI)".

Lutte contre le terrorisme Le ministre français de l'Intérieur attendu à Alger

El-Houari Dilmî

Le ministre français de l'Intérieur, Gérard Darmanin, est annoncé à Alger et Tunis, en fin de semaine, pour «aborder la question de lutte contre le terrorisme et du renvoi d'étrangers radicalisés». «Je pars en fin de semaine», a indiqué sur la chaîne BFMTV, le ministre de l'Intérieur français, interrogé après l'attaque de la Basilique dans la ville française de Nice jeudi qui a fait trois morts et dont l'auteur présumé est un Tunisien de 21 ans, arrivé peu avant en France.

L'objectif de ce déplacement est de «discuter avec mes homologues du ministère de l'Intérieur et échanger avec les Services de renseignement pour avoir davantage d'informations», a ajouté M. Darmanin.

«Le président de la République a eu ses homologues pour pouvoir nous mettre d'accord sur le renvoi d'un certain nombre de personnes qui ont la nationalité de ces pays et qui sont confondues de radicalisation dans notre pays», a-t-il ajouté. L'Elysée avait annoncé dimanche soir que le Président Emmanuel Macron avait demandé à M. Dar-

manin de se rendre en Tunisie. «Nous avons expulsé 16 personnes confondues de radicalisations» depuis un mois, a-t-il précisé, évoquant également un déplacement en Russie «dans les prochains jours» pour évoquer ces questions.

Darmanin a, par ailleurs, indiqué avoir demandé aux préfets de «mettre l'intégralité des étrangers en situation irrégulière (une centaine selon le ministre) confondus de radicalisation dans les CRA», les centres de rétention administrative. Arrivé à Alger le 15 octobre dernier, le chef de la diplomatie française, Jean-Yves Le Drian, a dû écourter sa visite et rentrer à Paris, soulevant nombre de questions. Les questions régionales et internationales, notamment celles de la Libye, du Mali ou encore le Sahara occidental, étaient au menu de la visite de Le Drian.

Outre les divergences de points de vue sur le borbier libyen, l'autre pomme de discorde entre la France et son voisin de la rive sud de la Méditerranée est l'épineux dossier malien, Alger voyant ses efforts, en vertu des Accords d'Alger de 2016, systématiquement sabordés pour

une solution politique négociée dans ce pays stratégique pour la sécurité de l'Algérie. Un différend si profond que même l'armée algérienne n'a pas caché son courroux pour dénoncer un «deal» entre Paris et Bamako pour la libération de 200 terroristes contre la remise en liberté de 3 otages européens, dont l'humanitaire franco-suisse Sophie Pétronin.

C'est justement l'arrestation, à Tlemcen, du terroriste Mustapha Derrar qui venait d'être relâché au Mali qui a courroucé les responsables militaires algériens qui accusent des «parties étrangères» d'avoir payé une rançon conséquente» contre la libération des otages européens.

Le 12 octobre, le Premier ministre français, Jean Castex, avait nié tout paiement de rançon, contredit par plusieurs médias hexagonaux qui font état d'une rançon de 6 millions d'euros versée aux groupes terroristes. Il est à noter, enfin, qu'Alger est l'initiatrice de la proposition incriminant le versement de rançons à des ravisseurs, en contrepartie de la libération des otages, adoptée par l'ONU, en 2014.

Fret maritime Vers une mise à l'amende des conteneurs dont la rétention dépasse 30 jours

Les conteneurs retenus au niveau des infrastructures portuaires du pays feront l'objet d'amendes graduelles au-delà de trente jours afin de réduire la facture de devises liée à l'activité logistique des opérations d'importation, a indiqué lundi à Alger le ministre des Transports, Lazhar Hani.

Lors d'un point de presse en marge de la tenue de la première édition du Forum du transport, dédié au transport maritime des marchandises, le ministre a fait savoir qu'une amende devra être mise en œuvre à l'encontre des opérateurs économiques ayant leur conteneurs retenus au niveau des infrastructures portuaires du pays, ce qui engendre des frais supplémentaires en devises sur l'opération d'importation. Pour M. Hani, «les surestaries», les frais de rétention de conteneurs, représentent un réel fléau.

«Il y a des frais normaux liés à l'opération commerciale à travers les différentes procédures permettant la réception de la marchandise par l'opérateur mais il faut que cela soit dans un cadre acceptable», a-t-il jugé, regrettant que certains conteneurs restent en rétention jusqu'à un an. Il a ainsi révélé qu'en 2019, le coût des frais supplémentaires dus aux «surestaries» a représenté près de 9,7 milliards de dinars «alors que les importations étaient faibles».

«Avec la contribution de tous, notamment des opérateurs économiques, nous devons réduire cette facture», a plaidé le ministre. Lors de son allocution à l'occasion de cette rencontre, M. Hani a expliqué que les frais d'immobilisation des conteneurs née des lenteurs observées lors du passage portuaire et de leur restitution tardive par les importateurs alourdi la facture du transport.

«Il est vrai que ces pratiques sont essentiellement dues au retard de modernisation de notre infrastruc-



ture portuaire existante, auquel s'ajoute des équipements d'exploitation inadaptés expliquant la faiblesse des rendements et les longs séjours des navires à quai», a-t-il concédé.

Selon lui, les faiblesses dans la chaîne logistique font du transport de marchandise vers l'Algérie le plus coûteux du bassin méditerranéen. «Ajouter à cela, les opérateurs nationaux du commerce extérieur ont la fâcheuse habitude de ne pas restituer les conteneurs dans des délais raisonnables», a-t-il constaté tout en relevant «les lenteurs observées lors de l'accomplissement des formalités administratives du contrôle transfrontalier».

«Toutes ces contraintes conduisent à des immobilisations exagérées des conteneurs qui donnent lieu à d'importants transferts de devise à l'étranger», a expliqué M. Hani.

«CRÉER UN CONSEIL NATIONAL DE FACILITATION DES ÉCHANGES ÉCONOMIQUES»

Pour leur part, les différents acteurs de la chaîne logistique et du fret maritime ont mis en exergue lors de cette rencontre un manque de synergie entre les acteurs du commer-

ce extérieur. Pour parer à cette difficulté, il a notamment été proposé de créer un conseil national de facilitation des échanges économiques «muni de mécanismes formels et contraignants».

Pour le P-dg du port de Bejaia, Halim Kasmi, il s'agit d'encourager le dépotage des conteneurs au niveau de zones logistiques ou de ports secs voire même le dépotage direct au niveau des usines avec un contrôle à postériori.

«Au niveau du port de Béjaia, nous avons expérimenté la réservation de fenêtres d'accostage dédiées aux conteneur, nous permettant de réduire le séjour en rade des porte-conteneurs», a-t-il fait observer.

Pour sa part, le président de l'Association nationale des exportateurs algériens (ANEXAL), Ali Bey-Nasri a relevé la nécessité de mieux contrôler les frais de manutention portuaire à travers les ports nationaux.

D'autres participants ont fait savoir que certains opérateurs économiques activant dans le secteur de l'importation ne maîtrisent pas les différentes procédures liées à l'activité, rallongeant les délais pour apporter la documentation nécessaire. Selon eux, les établissements bancaires doivent également contribuer à réduire les délais administratifs du commerce extérieur.

Le sociologue El Kenz est décédé dimanche Ali, l'intellectuel vrai

Par Belkacem
Ahcène-Djaballah

Après Malek Chebel, Nabil Farès, Abdelmadjid Bouzidi, Hamra Krouha Mouloud, Mohamed Salah Dembri, c'est au tour d'Ali El Kenz, «Aliouet» (un prénom bien «de chez nous»), de nous quitter. Skikda et sa région (jusqu'à Collo, Azzaba et El Harrouch) le pleure ainsi que beaucoup d'autres villes dont Annaba, lui qui avait si bien «étudié» durant de longs mois la naissance de la SNS et ses travailleurs. Alors, une première en matière de recherche universitaire «sur le terrain».

S'il y a un aspect de la vie de l'auteur qui n'est pas très connu, c'est qu'il a été, dans sa jeunesse, du temps où il était lycéen, recordman d'Algérie du 100 m ou du 60 m plat, je ne m'en souviens plus. Il sera donc toujours un sprinter, spécialiste des petites distances. Il y a excellé. Sociologue mais aussi politologue, philosophe. Sur tous les fronts de la pensée et de l'action. Il est vrai que la formation normalienne de base (celle de l'époque, pas celle d'aujourd'hui) doit être pour quelque chose dans cette maîtrise de toutes les questions. Ajoutez-y de l'engagement et on comprendra mieux l'érudition du bonhomme qui s'est frotté «aux connaissances de tous les horizons», exil (forcé) oblige.

On le comprend encore bien mieux lorsqu'on lit les 112 premières pages d'«Ecrits d'exil», son recueil de textes, édité par Casbah Editions, en 2009. Elles sont consacrées à son itinéraire l'ayant mené de Skikda, sa ville natale, à Nantes en passant par Constantine, Alger, Le Caire et Tunis. Un ouvrage à lui tout seul et qui, revu et augmenté, pourrait être un «bijou» mémoriel merveilleux.

Le reste de l'ouvrage est consacré à l'essentiel de sa production, en commençant, bien sûr (peut-on y échapper?) par une présentation de la pensée de Gramsci «rencontrée tardivement... par les Arabes». Une pensée qui a énormément marqué nos intellectuels, ceux des années 60 et 70 pour la plupart septuagénaires ou plus de nos jours mais toujours dominant les débats. Une deuxième partie est consacrée à des analyses assez fines (et qui, en leur temps, avaient «fait fureur») issues d'une étude sur «l'industrie et la société» à travers la SNS. Puis, vient une partie consacrée à «l'état de la liberté intellectuelle en Afrique»

(et dans les pays arabes). Plusieurs sujets, une démarche rigoureuse avec, militantisme et engagement obligent, un objectif : «penser avec nos têtes, en fonction de nos réalités» pour «construire sur des bases et avec des matériaux durables». Pas facile ! Surtout lorsqu'on se retrouve face à des pouvoirs d'Etat «atypiques», au point qu'ils échappent à l'observation et donc à l'analyse.

Les théories classiques volent en éclats, comme celle des «Deux corps du Roi» définie par l'historien Ernst Kantorowicz, qui distinguait avec cohérence «le corps physique du Roi» visible à souhait avec sa cour et ses rites qui changent et meurent avec le temps, du «corps instituant» invisible et durable dans le temps long de la structure. «Certes, il y a de cela en Algérie, sauf qu'ici, l'institué et l'instituant interfèrent sans cesse sans que l'on comprenne les règles déterminant les positions, les rôles et les mécanismes des différents acteurs en présence». L'étude consacrée à l'Algérie : «De l'espérance du développement à la violence identitaire» (p. 275) est à lire et à relire absolument. Peut-être comprendrions-nous mieux «l'énigme algérienne» et prévenir ainsi les futures dérives. Bien sûr, il est trop tard, le mal est fait mais, on ne sait jamais, car les bêtes immondes et les éléments nihilistes sont encore là, tapis, attendant la moindre conjoncture favorable, attendant leur heure.

Mon avis d'alors : une œuvre à lire absolument. Mais allez-y tout doucement pour déguster. Et, un livre à conserver durablement. Et, quelques extraits à méditer : «L'histoire sociale d'un pays est inscrite dans sa langue, ou plus précisément dans ses langages» (p. 58), «Dans les temps de malheurs, contrairement à ce que croyait naïvement le président Boumediene, ce sont les «hommes» qui restent, pas les «institutions» (p. 81), «Le nihilisme de la société est la réaction malheureuse, au déni de justice du politique» (p. 106), «Amener le petit comme le gros, le faible comme le puissant, l'homme comme la femme (...) à accepter les mêmes règles, cela s'appelle «Etat de droit» et les règles de cette axiomatique, des lois. Dont la première, sa loi fondamentale est l'égalité de tous devant la loi, y compris l'axiomatique elle-même» (p. 112). «Ce n'est pas la sortie qui est difficile, mais la marche, nécessairement scientifique, qui conduit vers cette sortie» (p. 478).

Mostaganem 25 harraga interceptés

Deux tentatives d'émigration clandestine ont été déjouées dans les 24 dernières heures au large des côtes de Mostaganem et 25 personnes ont été arrêtées, a-t-on appris hier auprès des services de la Sûreté de wilaya. Les individus arrêtés sont âgés entre 23 et 42 ans et issus des wilayas de Mostaganem, Skikda, Bejaia, Tizi Ouzou, Blida et Alger. Ils s'apprêtaient à quitter le territoire national via la mer avant d'être interceptés par les unités de plongées des garde-côtes. Le premier groupe

de 14 individus, dont trois mineurs, étaient à bord d'une embarcation dotée d'un moteur au nord du port. Ils ont pris le départ de la plage de Sonacter dans la commune de Mostaganem, a-t-on fait savoir.

Les unités des garde-côtes ont intercepté, au même endroit, un second groupe de 11 individus à bord d'un bateau de pêche doté d'un moteur de 40 chevaux (CV), alors qu'il s'apprêtait à quitter la terre ferme depuis la plage de Sidi El Mejdoub dans la commune éponyme.

Etats-Unis

Une présidentielle dans un contexte très particulier

Les Américains s'apprêtent à élire ce mardi leur président lors d'un scrutin opposant le président sortant, le républicain Donald Trump et son rival démocrate Joe Biden dans un contexte de pandémie de coronavirus. Les élections présidentielle, législatives, sénatoriales américaines se déroulent traditionnellement le mardi suivant le premier lundi du mois de novembre.

La présidentielle devrait se jouer dans 10 Etats clés, susceptibles de basculer en faveur d'un parti ou d'un autre. Pennsylvanie, Wisconsin, Michigan, Floride, Iowa et Ohio ont été essentiels dans la victoire de Donald Trump en 2016 face à Hillary Clinton. Et en Géorgie, Arizona, Caroline du Nord et au Texas, les sondages montrent cette année le candidat démocrate Joe Biden, l'ancien vice-président des Etats-Unis, en mesure de disputer la victoire au milliardaire républicain. Dans une Amérique à fleur de peau, et dans le contexte d'une épidémie de coronavirus en pleine recrudescence, M. Trump, ancien homme d'affaires de 74 ans continue à prédire une "vague" républicaine malgré des vents défavorables. "Nous allons gagner quatre ans de plus dans notre magnifique Maison Blanche!", a-t-il lancé dimanche, même si les sondages qui placent son rival démocrate Joe Biden en position de favori.

Au programme de son dernier jour de campagne: cinq meetings, dans quatre Etats - Caroline du Nord, Pennsylvanie, Michigan, Wisconsin - avec un dernier acte

à Grand Rapids (Michigan), comme en 2016 où il avait, dans la dernière ligne droite, créé une surprise qui avait sidéré le monde. Joe Biden, 77 ans, se concentre lui sur la Pennsylvanie, qu'il espère faire basculer pour s'ouvrir enfin - à sa troisième tentative - les portes de la Maison Blanche. En plus de désigner un président, les millions d'électeurs américains voteront sur le renouvellement du Congrès. Les sièges de 35 sénateurs et 435 élus de la Chambre des représentants sont en jeu. Les démocrates sont aujourd'hui majoritaires à la Chambre des représentants et un changement de majorité est peu probable, selon les prévisions des experts. Si Joe Biden était élu président et que les démocrates reprenaient aussi le contrôle du Sénat, le parti détiendrait tous les grands leviers du pouvoir fédéral à Washington pour la première fois depuis les débuts de la présidence de Barack Obama.

Le scrutin américain se déroule au suffrage universel indirect et se joue selon un mécanisme particulier. Les Américains votent pour 538 grands électeurs, qui désignent le président. Pour emporter l'élection, un candidat doit décrocher la majorité absolue, soit le nombre magique de 270 grands électeurs. Dans chaque Etat, le nombre de grands électeurs est calculé en additionnant celui des élus à la Chambre des représentants (qui varie en fonction de la population de l'Etat) au nombre de sénateurs (deux pour chaque Etat). Au total, 230 millions d'Américains sont invités à voter



pour la présidentielle, scrutin souvent marqué par une importante abstention. Mais l'élection de cette année pourrait enregistrer une forte participation.

Le vote anticipé a déjà battu des records, de nombreux électeurs préférant glisser leur bulletin en avance dans l'urne pour éviter les foules le jour de l'élection, en pleine pandémie de coronavirus. Quelque 138 millions d'Améri-

cains avaient voté en 2016. Les sommes levées et dépensées par les équipes de campagne ont pulvérisé des records lors de cette élection. Au total, 6,6 milliards de dollars ont été déboursés par les candidats à la présidentielle, soit 2 milliards de plus que lors du duel Clinton-Trump, selon une étude du Center for responsive politics. L'équipe de campagne de Joe Biden, qui a inondé les Etats-

clés d'annonces publicitaires, est en tête des dépenses. Au total, plus de 14 milliards de dollars ont été dépensés pour l'ensemble des scrutins du 3 novembre, dont plus de 7 milliards de dollars pour des sièges au Congrès. Le 6 janvier 2021, à l'issue du décompte officiel des votes, le Congrès annoncera solennellement le nom du président élu. Mais le résultat devrait être connu bien avant.

Gagner malgré des millions de voix en moins Le curieux collège électoral américain



Donald Trump avait salué une victoire "belle et importante" après avoir battu Hillary Clinton à la présidentielle américaine de 2016, en ayant pourtant reçu près de trois millions de voix de moins que son adversaire démocrate. Mais en faisant basculer plusieurs Etats-clés de son côté, parfois d'un fil, le milliardaire républicain avait largement dépassé les 270 votes de grands électeurs nécessaires pour ouvrir les portes de la Maison Blanche. Dans un contexte tendu à la veille du scrutin du 3 novembre qui opposera Donald Trump à Joe Biden, retour sur les règles du collège électoral américain.

POURQUOI UN COLLEGE ELECTORAL ?

Le système date de la Constitution de 1787, qui fixe les règles de l'élection présidentielle selon un suffrage universel indirect à un tour. Les pères fondateurs y voyaient un compromis entre une élection du président au suffrage universel direct et une élection par le Congrès, considérée comme trop peu démocratique. Des centaines de propositions d'amendements visant à modifier ou à supprimer le collège électoral ont été soumises

au Congrès au fil des décennies, mais aucune n'a abouti. Le débat a été ravivé avec la victoire de Donald Trump.

QUI SONT CES GRANDS ELECTEURS ?

Ils sont 538 au total. Pour la plupart élus et responsables locaux de leurs partis, leurs noms n'apparaissent pas sur les bulletins de vote et ils sont dans leur écrasante majorité inconnus du grand public. Chaque Etat a autant de grands électeurs que d'élus à la Chambre des représentants (un nombre qui dépend de leur population) et au Sénat (deux, nombre fixe dans tous les Etats). La Californie en a par exemple 55 et le Texas 38. Le Vermont, l'Alaska, le Wyoming et le Delaware n'en ont que trois. La Constitution laisse les Etats fédérés libres de décider comment sont désignés les grands électeurs. Dans tous les Etats sauf deux (Nebraska et Maine départagent à la proportionnelle), le candidat à la présidentielle qui remporte la majorité des voix rafle tous les grands électeurs.

INSTITUTION CONTROVERSEE

En novembre 2016, Donald Trump avait emporté 306 grands électeurs. Indignés, des millions d'Américains avaient signé une pétition appelant les grands électeurs républicains à lui faire barrage. En vain, ou presque. Seuls deux grands électeurs du Texas avaient fait défection, lui donnant 304 votes au final. Le camp républicain avait dénoncé une tentative désespérée de militants refusant d'accepter la défaite. Cette situation n'était pas inédite. Cinq présidents américains, en tout, ont perdu le vote populaire, mais remporté l'élection.

John Quincy Adams le premier, en 1824 contre Andrew Jackson. Plus récemment, l'élection de 2000 avait donné lieu à un imbroglio épique en Floride entre George W. Bush et le démocrate Al Gore. Ce dernier avait remporté au final près de 500.000 voix en plus dans le pays, mais le républicain avait engrangé 271 votes au collège électoral.

VRAI VOTE OU SIMPLE FORMALITE ?

Rien dans la Constitution n'oblige les grands électeurs à voter d'une manière ou d'une autre. Si certains Etats les obligent à respecter le vote populaire, les "électeurs infidèles" ne s'exposaient la plupart du temps, jusqu'à cet été, qu'à une simple amende. Mais en juillet 2020, la Cour suprême a jugé que ces grands électeurs "déloyaux" pouvaient être sanctionnés s'ils s'affranchissaient du choix des citoyens. Entre 1796 et 2016, il y a eu 180 votes contraires aux attentes lors des élections présidentielles. Ils n'ont jamais altéré le résultat final sur l'identité du locataire de la Maison Blanche.

QUAND AURA LIEU LE VOTE ?

Les grands électeurs se retrouveront le 14 décembre dans leurs Etats. Dans un article délicieusement nébuleux, la loi américaine dispose qu'ils se "rencontrent et expriment leur vote au premier lundi après le deuxième mercredi de décembre" pour élire le président et son vice-président. Le 6 janvier 2021, à l'issue du décompte officiel des votes, le Congrès annoncera solennellement le nom du président élu. Mais le résultat devrait être connu bien avant.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'HABITAT DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
OFFICE DE PROMOTION ET DE GESTION IMMOBILIERE DE TLEMCCEN

Avis d'Adjudication (Soumission Cachetée)
pour l'Accès à la Location des Locaux Commerciaux

• L'Office de Promotion et de Gestion Immobilière de la wilaya de Tlemccen Lance Un Appel à la Concurrence par Voie d'Adjudication (Soumission Cachetées) Aux Plus Offrants pour l'Accès à la Location des Locaux Commerciaux cités ci-dessous :

CITE 760/1000 LOGTS BOUDJLIDA

N° d'Ordre	BT	Local N°	Superficie	Prix de Loyer Mensuel EN H.T	Mise à Prix
001	16	04	25,32	3 094,67	506 400,00
002		08	16,66	2 036,22	333 200,00
003		09	19,40	2 371,11	388 000,00
004		10	37,93	4 635,89	758 600,00
005		11	18,27	2 233,00	365 400,00
006		12	19,70	2 407,78	394 000,00
007		13	18,23	2 228,11	364 600,00
008		15	19,70	2 407,78	394 000,00
009		16	18,19	2 223,22	363 800,00
010		17	21,82	2 666,89	436 400,00
011		18	26,52	3 241,33	530 400,00
012		23	39,63	4 843,67	792 600,00
013		27	48,45	5 921,67	969 000,00

CITE 400/2000 LOGTS OUDJLIDA

N° d'Ordre	BT	Local N°	Superficie	Prix de Loyer Mensuel EN H.T	Mise à Prix
014	25	01	14,11	3 421,15	559 824,83
015		02	14,11	3 421,15	559 824,83

CITE 540 LOGTS HAI CHOUHADA MAGHNIA

N° d'Ordre	BT	Local N°	Superficie	Prix de Loyer Mensuel EN H.T	Mise à Prix
016	10	01	31,15	4 759,03	778 750,00
017		02	42,64	6 514,44	1 066 000,00
018		03	42,64	6 514,44	1 066 000,00
019		04	31,15	4 759,03	778 750,00
020		05	30,06	4 592,50	751 500,00
021		06	42,99	6 567,92	1 074 750,00
022		07	42,99	5 254,33	859 800,00
023		08	30,06	3 674,00	601 200,00
024		09	31,15	3 807,22	623 000,00
025		10	42,64	5 211,56	852 800,00
026		11	42,64	5 211,56	852 800,00
027		12	31,15	3 807,22	623 000,00
028		13	31,15	3 807,22	623 000,00
029		14	42,64	5 211,56	852 800,00
030		15	42,64	5 211,56	852 800,00
031	10	16	31,15	3 807,22	623 000,00
032		17	30,06	3 674,00	601 200,00
033		18	42,99	5 254,33	859 800,00
034		19	42,99	5 254,33	859 800,00
035		20	30,06	3 674,00	601 200,00

CITE 500/3000 LOGTS R.H.P 06 HAI OMAR MAGHNIA

N° d'Ordre	BT	Local N°	Superficie	Prix de Loyer Mensuel EN H.T	Mise à Prix
036	03	01	78,28	20 095,63	3 288 376,06
037		04	45,85	11 770,37	1 926 060,84
038		05	29,70	7 624,43	1 247 633,74
039	04	01	49,93	12 817,77	2 097 452,95
040		02	25,88	6 643,78	1 087 163,68
041		03	50,62	12 994,90	2 126 438,38
042		04	26,34	6 761,87	1 106 487,30
043		05	30,95	7 945,32	1 300 143,58
044		06	45,85	11 770,37	1 926 060,84
045		07	45,40	11 654,85	1 907 157,30
046		08	30,95	7 945,32	1 300 143,58

CITE 500/3000 LOGTS R.H.P 06 HAI OMAR MAGHNIA

N° d'Ordre	BT	Local N°	Superficie	Prix de Loyer Mensuel EN H.T	Mise à Prix
047	04	09	77,16	19 808,11	3 241 327,25
048		10	45,40	11 654,85	1 907 157,30
049		11	29,70	7 624,43	1 247 633,74
050	14	01	27,23	6 990,34	1 143 874,30
051		02	37,12	9 529,25	1 559 332,13
052		03	20,06	5 149,70	842 677,87
053		04	61,62	15 818,76	2 588 524,95
054		05	61,62	15 818,76	2 588 524,95
055		07	61,62	15 818,76	2 588 524,95
056		08	24,27	6 230,47	1 019 531,00
057		09	65,23	16 745,50	2 740 173,36
058		10	46,84	12 024,52	1 967 648,63
059		11	24,27	6 230,47	1 019 531,00

CITE 300 LOGTS OULED MAIDER MAGHNIA

N° d'Ordre	BT	Local N°	Superficie	Prix de Loyer Mensuel EN H.T	Mise à Prix
060	07	03	43,93	11 123,23	1 820 164,43

CITE 700 LOGTS OULED MIMOUNE

N° d'Ordre	BT	Local N°	Superficie	Prix de Loyer Mensuel EN H.T	Mise à Prix
061	06	01	26,06	3 185,11	521 200,00
062		02	20,40	2 493,33	408 000,00
063		03	26,00	3 177,78	520 000,00
064		04	26,00	3 177,78	520 000,00
065		05	20,40	2 493,33	408 000,00
066		06	26,06	3 185,11	521 200,00
067		07	26,85	3 281,67	537 000,00
068		08	44,90	5 487,78	898 000,00
069		09	44,90	5 487,78	898 000,00
070		10	26,85	3 281,67	537 000,00
071		11	26,06	3 185,11	521 200,00
072		12	20,40	2 493,33	408 000,00

CITE 700 LOGTS OULED MIMOUNE

N° d'Ordre	BT	Local N°	Superficie	Prix de Loyer Mensuel EN H.T	Mise à Prix
073	06	13	26,00	3 177,78	520 000,00
074		14	26,00	3 177,78	520 000,00
075		15	20,40	2 493,33	408 000,00
076		16	26,06	3 185,11	521 200,00

*Les personnes intéressées sont priées de se rapprocher auprès de la direction générale de l'O P G I de Tlemccen, sis à - HAI NASSIM IMAMA, Département finances et comptabilité pour retirer le cahier des charges, moyennant la somme de 1 500,00 DA.

*Les Adjudications sont adressées, à Monsieur le Directeur Général de l'OPGI, sous enveloppe, portant mention -Avis d'adjudication droit Au Bail locaux commerciaux 'A NE PAS OUVRIR'.

*le délais des soumissions est fixé à 30 jours à compter de la 1^{ère} parution du présent Avis dans les quotidiens nationaux.

LE DIRECTEUR GENERAL

ENTRETIEN

Élisabeth Vallet (politologue) au **Le Quotidien**

«Donald Trump laissera un souvenir amer et un impact que son successeur aura du mal à renverser»



Élisabeth Vallet est titulaire d'un doctorat décerné par l'université Pierre Mendès France de Grenoble (France). Elle a poursuivi par la suite des études de post-doctorat à l'université de Montréal (Canada) puis effectué un séjour postdoctoral à l'université Duke (en Caroline du Nord, USA). Elle est actuellement professeure associée au département de géographie de l'UQAM (Université du Québec à Montréal) ainsi que professeure en études internationales au Collège militaire royal de Saint-Jean (Canada). Elle est par ailleurs directrice de l'Observatoire canadien de géopolitique et membre de l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand (UQAM) et directrice de recherches pour l'antenne québécoise du groupe «Borders in Globalization». Elisabeth Vallet a publié une quinzaine d'ouvrages dont «Comprendre les élections américaines» (Éditions Septentrion, Montréal, Septembre 2020) et «Comment Trump a changé notre monde», en collaboration avec Charles-Philippe David (Éditions du CNRS, Octobre 2020). Elle a bien voulu répondre aux questions du Quotidien d'Oran au sujet des élections américaines du 3 novembre.

Entretien réalisé par Amine Bouali

Le Quotidien d'Oran : Les derniers sondages donnent un avantage relativement important en faveur du candidat démocrate Joe Biden alors que le président sortant Donald Trump paraissait, il y a moins d'une année, largement favori pour être réélu à la tête de la Maison Blanche. Quels sont selon-vous les raisons de ce retournement de situation ?

Élisabeth Vallet : La pandémie. C'est indéniablement la clé de cette élection. Fin 2019, le président Trump surfe sur une économie qui roule bien, et on sait qu'un président dont le bilan économique est positif a toutes les chances d'être réélu. Les Américains disent why break something that ain't broken - pourquoi irait-on casser quelque chose (en l'occurrence l'économie) qui fonctionne bien. Mais la pandémie survient, et le président, conscient de la centralité d'une bonne économie dans sa réélection et qui a fait du « socialisme » du parti démocrate son cheval de bataille, voit le virus comme un empêchement de tourner en rond. Bien qu'il soit averti (et conscient si l'on en croit Woodward (Bob Woodward, célèbre journaliste du quotidien américain Washington Post. NDLR) de la létalité du virus très tôt, il pense qu'il peut contourner cette question, la balayer sous le tapis, le temps d'une année électorale. Cette vision à très court terme pourrait donc lui coûter cher. Et c'est d'ailleurs sur la pandémie que le parti démocrate et Joe Biden axent leurs attaques et c'est là où ils performant le mieux. Il faut ajouter à cela que la fragilité du socle républicain est ébranlée par le premier débat (face-à-face télévisé entre Trump et Biden, le 29 septembre dernier. NDLR), alors que nombre de femmes quittent le camp Trump et que s'accroît le « gender gap » (inégalités homme-femme dans certains domaines, notamment juridiques et sociaux. NDLR). Car Trump a besoin de ce bloc électoral.

Q. O. : Pour contredire la nouvelle donne qui le met en grande difficulté quant

à sa réélection, Donald Trump mise depuis plusieurs mois sur la stratégie de « la loi et l'ordre ». Est-ce suffisant, d'après vous, pour lui permettre de démentir les sondages et coiffer au poteau son concurrent démocrate ?

É. V. : Ça avait réussi à Nixon, le jeu en vaut donc la chandelle - du point de vue trumpien. Et ce discours résonne certainement dans certains coins du pays. Il a dans sa ligne de mire les banlieues qui ont pu être séduites par ce discours. La prévalence d'images de violence dans les médias au cours du printemps, dans le contexte des manifestations Black Lives Matter (mouvement politique qui milite contre le racisme systémique envers les Noirs. NDLR), particulièrement diffusées par les chaînes câblées d'information continue ont pu donner le sentiment que l'Amérique était à feu et à sang. Ce n'est pas un hasard que des forces policières non identifiées aient été déployées par le fédéral, alors même que par exemple à Portland, le maire expliquait que les choses étaient en voie de se calmer et que ces déploiements mettaient de l'huile sur le feu. Alors que le coronavirus gagne en vigueur, particulièrement dans le midwest, ce discours de la Loi et l'Ordre a moins de chance de résonner : les enjeux de santé prévalent sur ceux en lien avec la sécurité.

Q. O. : Est-ce que vous pensez que le candidat démocrate Joe Biden pourra rassembler le camp démocrate derrière sa candidature et quels sont selon vous les autres défis qu'il devra relever pour espérer être élu le 3 novembre ?

É. V. : Le camp démocrate s'est rallié derrière lui. Même si la gauche militante du parti (Bernie Sanders, AOC (La membre Latina progressiste du Congrès, Alexandria Ocasio-Cortez. NDLR) a clairement annoncé qu'ils s'assuraient de son imputabilité une fois élu. (L'imputabilité exprime la possibilité d'attribuer la responsabilité d'un fait à une personne. NDLR). La coalition est là, mais les problèmes sont autres. Un gros problème est le processus de votation lui-même. Est-ce que tous ceux qui vont vouloir voter vont pouvoir le faire ? Combien de temps faudra-t-il attendre pour voter le jour de l'élection ? Les bulletins par correspondance seront validés de manière adéquate. Il faut comprendre qu'il y a plus de 13.000 administrations électorales, et potentiellement autant de normes possibles. Certains États autorisent le vote par correspondance et le vote par anticipation sans motif spécifique, d'autres pas. Certains États commencent à certifier (vérifier la conformité des signatures par exemple et l'identité de l'électeur) avant le jour de l'élection, d'autres pas. Certains États permettent de comptabiliser les bulletins reçus après l'élection - cachet de la poste faisant foi - d'autres pas. Certains États imposent un recomptage automatique si l'écart de voix est inférieur à x% (variable selon les États), d'autres non. Certains États utilisent des machines électroniques, d'autres des scanners optiques, d'autres donnent un reçu à l'électeur et certains pas, etc. Ajoutons à cela que les équipes des candidats ont déjà prévu de mener un certain nombre de batailles sur le terrain juridique. Les défis sont multiples. Et pour beaucoup peu prévisibles. Si l'un des deux candidats l'emporte par un raz de marée, les choses seront différentes que si l'élection est serrée. Dans cette dernière hypothèse, s'ouvre une grande période d'instabilité. Dernier défi, de taille, l'ingérence étrangère. Les services de renseignement soulignent d'ailleurs la probabilité d'une campagne russe derrière les nouvelles récentes concernant le fils de Joe Biden (Hunter Biden). Ils ne cessent d'ailleurs

de souligner le risque que ces stratégies massives de désinformation font peser sur le pays. L'inculpation de six hommes impliqués dans l'équipe de cyberguerre russe Sandworm, cette semaine, montre l'acuité de cette dimension dans l'élection.

Q. O. : À cause de la pandémie du Covid-19 qui a déjà causé la mort de plus de 200.000 personnes aux États-Unis, la majorité des électeurs démocrates ont l'intention de voter par correspondance lors de ces élections américaines contre seulement 20% des électeurs républicains. Le président Trump est hostile à ce vote par correspondance et soupçonne les démocrates de chercher à « truquer le scrutin ». Peut-on craindre une contestation des résultats par le camp Trump en cas de défaite ?

É. V. : Il va y avoir des contestations des deux bords, les équipes sont prêtes pour ce faire. L'argument sur le vote par correspondance va être difficilement tenable sur le plan juridique, car les études (comme celle du Brennan Center) montrent qu'il n'y a pas plus de fraudes avec le vote par correspondance, et l'histoire montre que les fraudes (qui pour beaucoup sont des erreurs de bonne foi, ou de l'incompétence) n'ont jamais eu un impact sur les résultats de l'élection. Mais la question est moins juridique que politique : jeter un doute sur la légitimité de l'élection est une stratégie adoptée par le camp Trump dès avant l'élection de 2016. Alors que les sondages ne sont pas favorables au président en poste, évidemment, le brouhaha autour de la légitimité du futur président devient plus audible.

Q. O. : Alors que s'approche l'heure des bilans et dans le cas, bien sûr, de sa non-réélection, quel « souvenir » laissera Donald Trump dans l'histoire contemporaine, lui qui a si souvent désarçonné les analystes par sa façon de gouverner la première puissance de la planète ?

É. V. : Un souvenir amer sans doute. Mais surtout un impact significatif que son successeur (en 2020 ou en 2024) aura bien du mal à renverser. Alors que les États-Unis avaient déjà amorcé un virage dans la foulée de l'intervention en Irak en 2003, Trump a en fait décuplé, accéléré bien des tendances. Les reculs sont multiples, sécuritaires, diplomatiques, démocratiques, normatifs. Le système international a vacillé lorsque la pandémie, loin de générer une coopération accrue, a généré un repli derrière les frontières et une compétition pour le matériel, les masques, les vaccins : la gestion d'Ébola par Obama montrait pourtant une autre avenue, et souligne le poids du leadership américain lorsqu'il se met en branle. L'accélération de la course aux armements, le dédain pour les traités, la prolifération des murs, sont des éléments que l'administration Trump a attisés, favorisés. Avec le déclin du multilatéralisme, dans l'application du droit international, les chances de répondre à des enjeux globaux et qui ne peuvent être réglés qu'au niveau planétaire (changements climatiques) diminuent tout autant. Alors qu'il ne cesse d'encenser les dictateurs et les régimes autoritaires, Freedom House a déposé un rapport qui est sans ambiguïté : le nombre de démocraties dans le monde décline et la qualité des démocraties s'érode. Parmi lesquelles les États-Unis, qui glissent dans le classement mondial, loin derrière les premiers. Tout cela ne s'effacera pas le 20 janvier à midi lorsque le nouveau président (s'il y a lieu) entrera en fonctions. Le travail sera considérable. Voire insurmontable en un seul mandat. Il y aura probablement des tendances qui ne pourront jamais être inversées.

Présidentielle américaine : la fin d'une époque pour les États-Unis ?

Par Medjdoub Hamed*

Pour comprendre les enjeux qui se jouent dans la présidentielle américaine prévue le 3 novembre 2020, il est important de s'imprégner des données historiques politiques, économiques, stratégiques, géographiques qui se jouent dans le monde. La conjoncture mondiale aujourd'hui n'est pas du tout favorable à la première puissance du monde. La cacophonie qui règne dans la campagne électorale de ces derniers mois entre les deux prétendants, le président sortant Donald Trump et Joe Biden, l'ancien vice-président de Barack Obama en témoigne et montre l'impasse à laquelle fait face la première puissance mondiale.

Aussi faisons le point pourquoi l'Amérique se trouve à la croisée des chemins ? Et c'est une vérité, ce n'est pas seulement l'Amérique, mais tout l'Occident. L'Europe, par exemple, subit encore la crise multiforme générée par la crise immobilière et financière de 2007-2008, et celle-ci n'est toujours pas dépassée. La pandémie, le Covid-19, qui s'est abattue sur le monde est encore un autre problème auquel il faudrait lui donner un sens et donc s'interroger pourquoi. Bien que clairesse dans sa propagation dans le monde, la pandémie affecte en particulier les pays riches. L'Europe se confine aujourd'hui jusqu'en décembre 2020 et concerne pratiquement tous les pays européens du moins les plus puissants d'Europe. Les États-Unis sont aussi fortement touchés, et la maladie très contagieuse ne donne toujours pas de signe d'essoufflement. Rien ne dit qu'en 2021, la deuxième vague ne cessera. Rien n'exclue une troisième vague, le monde se trouve réellement à la croisée des chemins, et pas seulement l'Occident. Et un événement majeur a lieu aujourd'hui aux États-Unis, événement qui aura des répercussions mondiales. C'est la présidentielle américaine que le monde entier suit et qui a une portée planétaire.

Il est intéressant pour comprendre l'extrême complexité de la situation du monde, en plein désarroi face au coronavirus, de faire un point de la situation depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale ? Dans le sens d'appréhender comment l'évolution de l'humanité s'est opérée pour arriver à ce qu'elle est aujourd'hui.

Très succinctement, faisons le point. On peut dire que le premier stade de l'histoire du XX^e siècle s'est opéré assez rapidement. Par les deux Guerres mondiales, il était urgent de panser les blessures de la guerre qui se sont traduites par la reconstruction de l'Europe, du Japon, de l'Union soviétique, de la Chine. Bref, tous les pays qui ont souffert des destructions de la guerre, et ceux qui ont été colonisés durant des siècles ont trouvé solution à leurs souffrances.

Certes, des guerres sporadiques, certaines longues comme au Vietnam, en Algérie, le conflit israélo-palestinien, ont continué en Asie, en Afrique, dans le monde arabe et dans d'autres lieux du monde. Mais les faits sont là, il s'est produit une véritable régénération du monde.

Pour résumer le XX^e siècle, on parlera de stades historiques et de triptyques d'événements majeurs dont chaque stade s'est vu porté et lui ont permis le passage d'un stade à un autre, par conséquent, de dépassements successifs dans l'organisation du monde toujours plus évoluée, plus développée et en progrès.

Le premier stade historique s'est opéré à la première moitié du XX^e siècle. Il a été marqué par un triptyque historique majeur dont l'avènement des événements qui ont marqué ce stade ont été la Première Guerre mondiale et la révolution russe de 1917, suivies de la crise financière de

1929 qui a provoqué la Grande dépression économique des années 1930, a permis à Hitler de prendre le pouvoir en Allemagne et l'éclatement de la 2^e Guerre mondiale. Le 3^e événement a été la décolonisation du monde.

Les années qui ont suivi la fin de la Deuxième Guerre mondiale vont rendre le monde méconnaissable. L'organisation de l'humanité change de fond en comble, un nouveau visage de l'état du monde est apparu.

Quelle a été la cause de ce changement radical du monde ? C'est bien ce triptyque d'événements majeurs, la 1^{ère} Guerre mondiale et l'avènement de l'URSS suivis d'une crise financière et une dépression économique et d'une 2^e Guerre mondiale pour aboutir à la décolonisation du monde. Un processus qui s'est déroulé inexorablement marquant une transformation complètement nouvelle du monde. De nouveau, après la guerre, la reconstruction de ce nouveau monde qui n'a plus rien à voir avec celui du début du XX^e, une période que l'on appelle les « Trente Glorieuses » pour l'Occident et qui, en réalité, l'ont été pour l'ensemble des pays du monde, malgré les guerres et les crises qui ont touché un grand nombre de pays. Un tribut à payer pour leur libération. D'autant plus que le 2^e stade historique va s'opérer en pleine guerre froide. Le monde était bipolarisé, divisé en deux camps, le camp occidental et le camp socialiste. Et c'est précisément cette bipolarisation et la crainte du « péril rouge » qui ont amené les États-Unis à apporter un soutien économique et financier massif au Japon, à la Corée du Sud, à Taiwan, à la Malaisie, à l'Indonésie et à d'autres pays du Sud-Est asiatique pour endiguer le communisme en Asie. C'était non seulement une question pour leur suprématie en Asie mais vitale pour la survie même du monde occidental libéral. L'Asie devenue communiste, c'est l'Europe et les États-Unis qui auraient pâti par le communisme.

Et ces pays, par cette aide occidentale, se sont transformés tour à tour en miracles asiatiques. Mais aussi en compétiteurs redoutés pour l'Occident dans le commerce mondial. Dès lors, ne voit-on pas que, depuis 1945, le monde se trouvait à s'agencer méthodiquement, rationnellement par les forces mêmes qui se trouvaient « innées » en son sein. Que tous les événements s'opéraient avec une logique implacable tel un puzzle historique que l'on monte pièce par pièce. Une marche en quelque sorte forcée par l'histoire. On constate bien que la guerre froide et le péril rouge ont rimé avec la résurgence du Japon jusqu'à devenir la deuxième puissance économique mondiale alors que tout ne la prédestinait pas à ce rang en tant que pays nucléarisé deux fois par la puissance occupante. Le Japon, en tant que puissance ennemie, devait être annihilé à tout prix eu égard à l'extrême ténacité qu'il a montrée dans les années de guerre (1941-1945) contre les États-Unis.

De même, la montée en puissance des pays asiatiques comme des pays d'Afrique et d'Asie sortis de la décolonisation n'a pu s'opérer que parce que la guerre froide faisait rage entre les deux Grands, l'Union soviétique et les États-Unis. Sans l'avènement de l'URSS, les pays d'Afrique et d'Asie seraient-ils sortis de la colonisation ?

La Chine serait-elle devenue la République populaire de Chine ? Il est certain que, sans l'embryon historique que fut l'Union soviétique, à partir de 1922, non seulement il n'y aurait pas eu une Allemagne nazie qui devait être soutenue par les différents plans américains (Dawes, Young) pour faire rempart à l'endoctrinement communiste de l'Europe, de l'Asie et des autres continents du monde, ni des événements majeurs qui se sont



produits ensuite. Force est de dire que toute la mutation du monde a pris son envol avec l'avènement de la Russie communiste. Sans l'URSS, le monde serait resté ce qu'il était après la 1^{ère} Guerre mondiale. Sans l'URSS, ni plan Dawes ni plan Young pour l'Allemagne qui serait simplement arimée aux grandes puissances occidentales impérialistes, les États-Unis jouant le rôle dominant dans l'architecture mondiale telle qu'elle était établie par l'Occident à la fin de la 1^{ère} Guerre mondiale.

Aussi, on est en droit de dire que ce sont les forces historiques qui ont présidé, qui ont ordonné la mutation du monde. L'URSS était un maillon essentiel dans cette dynamique nouvelle, commençant de l'histoire. Mais l'avènement du Japon et des nouvelles puissances industrielles asiatiques (NPI) va aussi progressivement remettre en question l'ordre occidental. Cependant, si l'Occident a perdu ses colonies, il demeure néanmoins le principal financier du monde. En effet, au départ, après la fin de la 2^{ème} Guerre mondiale, une seule monnaie internationale avait cours dans le commerce mondial, c'était le dollar américain depuis les accords de Bretton Woods de 1944. Mais la convertibilité en or des principales monnaies européennes est venue concurrencer le dollar US dans le libellé monétaire des échanges internationaux.

C'est ainsi qu'un 2^e stade historique va apparaître avec un nouveau triptyque qui rebattra l'ordre de puissance mondiale. En effet, après le retour de la convertibilité des monnaies européennes en 1958, et la prise de parts de marchés toujours en hausse dans le commerce mondial, les pays d'Europe vont s'opposer à l'Amérique sur le plan monétaire. Ils exigeront le remboursement des dollars US en or, que les États-Unis qui ont perdu une grande partie de leur stock d'or ne pouvaient satisfaire. Les crises monétaires au début des années 1970, l'abandon de la convertibilité du dollar en or, le 15 août 1971, et le passage au change flottant imposé par les pays d'Europe pour se protéger de l'invasion de dollar non adossé à l'or ont été les événements mar-

quants de cette période. La hausse des prix du pétrole (krachs pétroliers de 1973 et 1979) via le libellé en dollars des transactions pétrolières des pays arabes a permis de dépasser les crises monétaires.

Tous ces événements constitueront le premier temps du triptyque du 2^e stade historique du XX^e siècle. Compte tenu des divergences monétaires entre les puissances européennes et les États-Unis, ces derniers favorisés par le dollar en tant que monnaie de facturation du pétrole arabe alors que les pays d'Europe ne le sont pas, la réponse aura été une poussée inflationniste dans le monde. Les pays d'Europe n'avaient pas d'alternative que de monétiser leurs déficits courants par la création monétaire, même processus pour les États-Unis.

Que peut-on dire de la forte inflation dans le monde ? L'excès de liquidités monétaires dans les années 1970, qui s'est soldé par une forte inflation dans le monde, signifie que même les pays occidentaux, détenteurs des principales internationales, ne sont pas à l'abri des crises économiques, financières et monétaires mondiales.

Le 2^e temps du triptyque s'est opéré dans les années 1980. La Réserve fédérale américaine (Fed), pour lutter contre l'inflation qui mettait en danger le système financier et monétaire international dont il était pour ainsi dire le garant par leur monnaie-centre, le dollar US, augmenta brusquement le taux d'intérêt court directeur. Il doubla passant de 10% à 20%. Les conséquences ont été immédiates. Le monde entier s'est trouvé du jour au lendemain endetté. Les économies des pays du reste du monde, par l'endettement, se sont trouvées asphyxiées financièrement. Le contrechoc pétrolier de 1986 a terminé le reste.

Le 3^e temps du triptyque du 2^e stade historique a été un aboutissement des deux temps précédents du triptyque, un processus historique qui était pour ainsi dire inéluctable, naturel que ne pouvait commander l'homme. De nouveau, comme dans le 1^{er} stade historique, l'état du monde devait de nouveau se transformer. C'est ainsi que le bloc socialiste frappé par la crise de l'endettement mondial, les ré-

gimes politiques socialistes autoritaires ne pouvaient apporter une réponse viable à la survie économique de leurs peuples. Conséquence : le mur de Berlin tomba en 1989, libérant les pays d'Europe de l'Est du giron soviétique, et l'URSS elle-même disparut de la scène de l'histoire en décembre 1991. S'ensuivit, en 1992, l'éclatement de la Fédération de Yougoslavie. Que peut-on dire de ce processus historique qui est inexorable, inéluctable ? Ce séisme architectural politique qui concernait une partie du monde devait simplement se produire. Il n'avait pas d'échappatoire, le monde devait avancer, le bloc socialiste dominé par l'Union soviétique devait se rompre, son rôle historique était terminé. Ainsi, on comprend que dans les deux stades historiques, il existe les mêmes constantes, les peuples et leurs gouvernants font certes l'histoire, mais l'histoire fait aussi l'histoire selon ce qu'elle a en elle en puissance. Et c'est là le dilemme pour les peuples et surtout leurs régimes politiques qui font tout pour perdurer, mais ces régimes ne le pourront que s'ils s'inscrivent dans la marche de cette histoire en marche. Et on le constate même dans le 3^e stade historique avec le même triptyque agencé par les forces historiques. En effet, l'Union soviétique disparue, remplacée par la Russie qui a hérité l'arsenal nucléaire, la voie est libre pour les États-Unis de construire leur monde unipolaire. Le pourront-ils ? Prendront-ils les stratégies américains conscience que le monde unipolaire ne pourrait être construit que s'il a l'onction de l'histoire. Et l'histoire tout compte fait que signifie-t-elle tant elle questionne les historiens, les politiques, les économistes, les universitaires et même le commun des mortels ? Qui la fait réellement ? N'est-ce pas les hommes ? Mais l'histoire surprend toujours, et c'est là le dilemme pour les puissances qui sont inconscientes des formidables forces qui se jouent en son sein. Et la pandémie en est un exemple, le Covid-19 fait aussi partie de l'histoire, la maladie qui touche l'humanité entière a aussi un sens, elle ne relève pas du hasard.

Suite en page 9

*Auteur et chercheur indépendant
en Economie mondiale,
Relations internationales et Prospective

Présidentielle américaine : la fin d'une époque pour les États-Unis ?

Suite de la page 8

Le hasard n'existe pas, si on parle de hasard, c'est simplement que l'on n'arrive pas à situer les causes qui ont généré tel événement incompressible dans son essence. Et pourtant, les causes existent, le sens causal est dans tout événement qui arrive aux humains comme à la terre. Sinon, il n'y a pas de sens dans l'humain. Lui-même ne saurait pas ce qu'il est.

Aussi, regardons ce qu'a produit le 3^e stade historique en cette fin de XX^e et début du XX^e siècle ? Nous constatons de nouveau le même triptyque, certes agencé par notre pensée parce qu'il traduit assez fidèlement les forces dans les événements historiques. Il est évident que le triptyque peut être remplacé par un quadriptyque, ou un pentaptyque, l'essentiel est qu'il répond à la compréhension du processus historique du monde. Que font-ils les États-Unis après la disparition de l'URSS ? La première mesure a été d'attaquer les puissances régionales du Moyen-Orient qui ont refusé leur diktat, les États-Unis ne pouvant le faire tant que l'URSS était puissante. Mais dès 1989, avec la déliquescence du bloc de l'Est, le moment leur était propice pour remettre l'ordre dans un Moyen-Orient devenu instable et dangereux pour leur hégémonie. L'Irak et l'Iran devaient être neutralisés. Et cette lutte pour la pérennité de l'hégémonie américaine sera une constante durant tout le 3^e stade historique. C'est le premier temps du triptyque en ce tournant du XX^e siècle. Le 2^e temps porte sur les conséquences de l'endettement mondial. Une situation qui va être très mal vécue aussi pour l'Occident, puisque l'endettement mondial entraîne un retour de manivelle sur leurs économies. Si le reste du monde est endetté et donc asphyxié financièrement par l'Occident, puisque ces pays doivent passer par des plans drastiques de restructuration de leurs économies (plans d'ajustement structurel ou PAS) en échange de quoi des prêts leur seront accordés, il demeure que la demande mondiale est affectée. Une moindre demande mondiale affecte forcément les économies des pays riches. C'est ainsi que des pays comme le Japon, les NPI asiatiques vont chercher auprès des autres pays d'Asie, en particulier de la Chine, de trouver des débouchés, et donc des marchés pour leur production. Et le coût de la main-d'œuvre étant très bas, les délocalisations d'entreprises à l'arrêt ou non compétitives eu égard au retournement de l'économie mondiale dans les pays d'Asie vont être très rentables pour le Japon et les NPI. Les pays d'Europe et les États-Unis affectés par la concurrence asiatique et l'invasion de leurs produits industriels et manufacturés à faible coût n'auront pas d'autre alternative que de suivre le processus de délocalisation. D'autant plus qu'une grande partie de l'industrie occidentale est menacée. Les joint-ventures avec la Chine, l'Inde, le Bangladesh, et d'autres pays seront une nécessité impossible à éviter. Cette situation va avoir des conséquences incalculables dans le changement de l'état du monde. C'est ainsi que naissent les pays émergents à la suite de ce que furent les miracles asiatiques des années 1960 débutant avec le Japon, les années 1970 et 1980 avec les pays de l'ASEAN (Corée du Sud, Singapour, Hong-Kong, Malaisie...). Dans les années 1990 et 2000, ce sont les pays du BRICS, c'est-à-dire le Brésil, la Russie, la Chine, l'Inde et l'Afrique du Sud. Et ce qu'on appelle les « jaguars » le Mexique, Chili, Argentine. La Turquie figure aussi en bonne place parmi les nouveaux pays industrialisés. Ces deux temps du triptyque entre les délocalisations massives d'entreprises occidentales vers les pays émergents des pays du reste du monde et les guerres menées par les États-Unis au Moyen-Orient pour imposer leur hégémonie sur le monde sont paradoxalement complémentaires. Il est évident que les délocalisations seules ne pouvaient suffire si la demande mondiale restait atone. Il fallait donc booster la demande mondiale. Précisément, les guerres menées par les États-Unis et les dépenses militaires entre 1990 et 2008 et

la forte consommation occidentale en Europe mais surtout aux États-Unis compte tenu de l'euphorie américaine sous l'administration Clinton et Bush due à l'emprise qu'ils ont sur le Moyen-Orient vont jouer très positivement dans la hausse de la demande mondiale. L'Occident constituera le premier moteur dans la croissance mondiale. Les États-Unis, restés seule superpuissance du monde, et donc le monde leur est soumis, les dépenses nationales ont fusé tous azimuts. Avec l'occupation de l'Irak en 2003 après moins d'un mois et demi de guerre, les dépenses militaires et la consommation interne ont été dopées au sommet. Le système des subprimes qui a fait monter les titres immobiliers, et tous les ménages américains solvables et insolubles étaient de la partie pour accompagner cette période d'euphorie, s'opérait sous le signe d'un monde unipolaire américain.

Le réveil a été brutal, tout le système financier et économique monté en toutes pièces entre 2007 et 2008 est tombé en lambeaux. C'est le troisième temps du triptyque du 3^e stade historique. L'Occident fait face désormais à de grandes puissances économiques, les BRICS, les anciens et les nouveaux NPI qui concurrencent, voire remettent en question l'ordre de puissance mondiale. Le G20 est né, le G7 reste un club des riches où ne se décide que des stratégies pour tenter d'unifier l'Occident et d'avoir une réponse à ce paradigme nouveau de l'humanité. Surtout que l'Occident, dans ce stade fatidique, est sorti fortement « endetté ». Alors que le reste du monde est sorti enrichi, en particulier les pays émergents et les pays exportateurs de pétrole qui ont amassé des réserves de change considérables en dollars, euros, livres sterling et yens.

Les réserves de change de la Chine passent de 161,414 milliards de dollars, en 1999, à 1966 milliards de dollars, en 2008, soit 12 fois le niveau de 1999. Les autres pays émergents et exportateurs de pétrole ne sont pas en reste.

Que peut-on dire du 3^e stade historique ? Le triptyque guerre pour le pétrole, et celui-ci a un rapport au pouvoir exorbitant du dollar, les formidables dépenses militaires et de consommation interne montées au sommet par les subprimes conjuguées aux délocalisations d'entreprises économiques massives vers les pays émergents ne pouvaient que contribuer au rattrapage économique des nouveaux pays industrialisés qui totalisent plus de la moitié de la production mondiale. Et le problème est qu'ils sont compétitifs dans le commerce mondial amenant l'Occident à dépendre de ces pays, par les importations qui sont à moindre coût. Le troisième temps du triptyque qui est l'endettement devient un poids lourd à supporter puisque les pays du reste du monde, par les placements de leurs excédents commerciaux, deviennent leurs créanciers. Par conséquent, l'Occident doit faire face à la dette extérieure, et le paradoxe est qu'elle est libellée en leurs monnaies.

Que constate-t-on dans ce 3^e stade historique ? Que tout a joué contre l'Occident, croyant dominer, en fait il a tout fait pour accélérer le processus d'affaiblissement de son économie. A la fois par les délocalisations et par les fortes dépenses intérieures et des guerres menées vainement pour reconquérir ce Moyen-Orient qui continuait à se cabrer à sa domination. Plus grave encore, les deux grandes puissances adverses, la Russie et la Chine, sont montées au créneau montrant désormais leur puissance.

Évidemment si le 3^e stade se termine, un nouveau stade s'ouvre, et cette fois-ci, l'Occident cherche à corriger les erreurs. C'est la nouvelle administration de Barack Obama qui essaiera de changer la trajectoire. Mais la situation historique ne plaide pas pour une correction de la trajectoire de déclin, et il faut parler de déclin, il n'y a pas d'autres qualificatifs sinon de constater le début de la fin d'une époque. Un Occident rayonnant, au début des années 1990, l'URSS défaits, l'Occident ne cesse d'enregistrer des échecs partout où il se projette. La guerre contre l'Irak entre 2003 et 2011,

un désastre, en Afghanistan aussi. La guerre en Syrie, à partir de 2014, un autre désastre provoqué par l'entrée de la Russie en guerre au côté du régime loyaliste de Damas. Partout, l'Occident est en recul. L'administration d'Obama ne pouvait renverser la situation, les forces historiques contraires ne cessaient d'aller à l'encontre de la première puissance du monde. Pourquoi ? Pour la simple raison que les stratégies américaines ne pouvaient comprendre que le monde a changé et qu'ils doivent non seulement s'adapter à la nouvelle configuration géostratégique mondiale mais surtout doivent s'adapter, se concerter, s'accorder et composer avec leurs alliés. C'est ce qu'a fait globalement l'administration d'Obama.

Et un 4^e stade historique va naître sous sa présidence à partir de 2008, et c'est la crise financière qui va donner le tempo du triptyque, les stratégies américains commencent à prendre conscience des forces contraires. Ils auront certes une opportunité pour peser sur le devenir du monde, mais seront contrecarrés par de nouvelles forces cette fois qui ne dépendent plus des hommes, bien sûr bien plus tard avec l'avènement du Covid-19 en 2020.

Aussi le premier temps du triptyque du 4^e stade historique a été l'utilisation par les Banques centrales occidentales des politiques monétaires non conventionnelles ou en anglais « quantitative easing ». La Banque centrale américaine a lancé trois QE et une opération Twist, entre 2008 et 2014. Les QE sont destinés à la fois pour procéder au sauvetage des banques (crise bancaire en 2008) et relancer l'économie américaine. Les QE ont donc été un passage obligé tant pour les États-Unis que pour les autres pays occidentaux, tous touchés par la crise financière. Financées par la création monétaire, ces politiques ont encore gonflé les dettes publiques occidentales. Pour les États-Unis, la dette publique passe de moins de 30% du PIB, en 2000 à 40% du PIB en 2008. Elle passe à 75% en 2014 et en 2020 à 98%. Pour 2030, les prévisions la tablent à 109% du PIB. (Source : Congressional Budget Office). La stratégie dans les QE a été pour les Banques centrales de racheter des créances hypothécaires douteuses et des dettes souveraines. Pour les créances hypothécaires à risque, dès que le marché immobilier se reprenait, les Banques centrales pourraient les remettre sur le marché. Revendues, elles pourraient même faire des bénéfices puisque les titres immobiliers ont été achetés à des prix bas. Des bénéfices qu'elles pourraient verser à leurs Trésors. Quant aux rachats des dettes souveraines, le premier objectif des Banques centrales a été de faire baisser les rendements. Le deuxième objectif de rachats des dettes souveraines (bons de Trésor, Obligations souveraines...) a visé surtout celles détenues par les investisseurs étrangers.

Évidemment, le marché pétrolier a été haussier jusqu'en 2014. La hausse du pétrole servant de contreparties physiques à la création monétaire ex nihilo par la Fed américaine. Mais, à partir de 2014, les émissions monétaires dans le cadre des programmes des QE s'étant arrêtées, les prix du pétrole ont fortement chuté.

La décélération économique mondiale qui a suivi à partir de 2014 a affecté fortement les pays émergents et les pays exportateurs de pétrole. Une situation de baisse des cours qui a duré et dure encore, bientôt sept années. Aujourd'hui, avec le Covid-19, la baisse des cours pétroliers s'est encore accentuée. Le prix du pétrole évolue autour de 40 dollars le baril. Le deuxième temps du triptyque du 4^e stade historique est précisément l'irruption de la pandémie du Covid-19 en décembre 2019 en Chine. En 2020, la pandémie s'est étendue à l'ensemble du monde. Confinement, reconfinement, première vague, deuxième vague de la pandémie, le monde en plein bouleversement, après près de 10 mois de mesures drastiques, n'arrive toujours pas à sortir de cette grippe très contagieuse avec de graves infections respiratoires. Elle frappe partout dans le monde, mais c'est l'Occident qui a payé le lourd tribut. Il est capital de comprendre

l'irruption du Covid-19 dans son impact tant sur le plan sanitaire et donc sur la santé des populations mais aussi sur le plan économique. Pour cela, il faut se référer à la nouvelle administration qui a pris la relève de celle d'Obama. Et c'est cela qui est intéressant et que l'on doit saisir les nuances de l'histoire. Il faut se rappeler que tous les médias avaient, à l'époque, donné Hilary Clinton gagnante, lors des élections présidentielles de novembre 2016. A la surprise de tous, c'est Donald Trump, le candidat antisystème qui l'a emporté, devenant le 45^e président des États-Unis.

On peut se poser à juste raison pour quoi l'histoire a retenu Donald Trump président des États-Unis et non Hilary Clinton. Il faut se rappeler les slogans de Donald Trump, comme il l'a annoncé, il va changer le système de gouvernance américaine, avec son slogan « Make America Great Again », « rendre sa grandeur à l'Amérique », etc. Certes, si ces slogans font partie de la campagne présidentielle, il demeure que l'histoire ne suit pas des slogans mais suit un cours historique déjà en marche. Et quand bien même un candidat chercherait à innover, à corriger les forces, il faudrait d'abord qu'il s'inscrive dans la marche de l'histoire. Ce qui n'est pas donné.

Aussi, faut-il dire que son impétuosité, son combat direct ont joué pour lui pour devenir président des États-Unis, ce qui a fait fausser les pronostics. Et globalement, le président américain a réussi son pari, celui de remonter la pente à l'économie américaine. Il a pu aussi mettre la Corée du Nord à la raison, face à ses responsabilités dans un conflit qui l'opposerait à la 1^{ère} puissance du monde, conflit qui serait plus qu'un désastre, fatal, inimaginable pour la Corée du Nord si elle poussait à la guerre. Il a remis aussi en cause les relations commerciales avec la Chine, qui a accumulé pendant des années des excédents commerciaux. Il a imposé des taxes douanières pour essayer d'équilibrer la balance commerciale avec l'Europe, le Canada, le Mexique et surtout avec la Chine. Il a réussi tant bien que mal. Et tout n'est pas acquis, en particulier avec la Chine qui est réellement une puissance mondiale. Et comptée déjà première puissance économique du monde par le PIB en parité de pouvoir d'achat (PPA). Son réservoir massif, le savoir-faire et la discipline de la population chinoise ne laissent aucun doute sur son ascension dans le monde. Aussi, peut-on dire que l'administration de Barack Obama a essayé de limiter le déclin américain, Donald Trump avec ses slogans de « rendre la grandeur à l'Amérique » a joué un temps durant son mandat, mais aujourd'hui, parler de « rendre la grandeur à l'Amérique », c'est se boucher les yeux, ne pas vouloir entendre ou plus simplement se « bercer d'illusions ». L'Amérique fait face aujourd'hui à une situation unique dans l'histoire et l'Europe aussi. Le Covid-19 n'est pas venu ex nihilo, il a un sens certain et la seule façon est d'essayer de comprendre ce qui se passe dans le monde. Et surtout de comprendre la situation économique mondiale avant même l'apparition de la pandémie.

Et c'est cela qui est important. La situation économique mondiale était déjà en pré-récession, et les États-Unis ont cherché à étouffer la Chine directement et indirectement. Directement, cela va de soi par les taxes douanières, indirectement, par la paupérisation d'une grande partie de l'humanité. Les Banques centrales et la Fed américaine en tête ne cessent de renflouer par la « création monétaire » et les « dépenses publiques » leurs entreprises économiques, leurs banques, maintenir les prix à leur niveau par des subventions tous azimuts, et tout en interne. Et par « interne », on entend les rachats des actifs souverains émis par leurs Trésors respectifs, et peu importe le marché primaire ou secondaire. Ce qui fait gonfler les bilans des Banques centrales, mais leur évitent de répercuter une grande partie de ces liquidités au reste du monde. Ce qui explique pourquoi le marché des matières premières et énergétiques (pétrole et gaz) évolue à des cours bas. Et cela permet aux pays du reste du monde exporta-

teurs de pétrole et de matières premières d'avoir moins de pouvoir d'achat et donc moins importer de biens et services de Chine. Et c'est ce que visent les pays occidentaux, par une baisse des prix des matières de base, dans les conflits commerciaux qui les opposent à la Chine.

Depuis sept ans, beaucoup de pays d'Afrique, du Moyen-Orient, en Asie et en Amérique du Sud vivent des crises financières ou n'en sont pas loin de les vivre avec toutes les conséquences sur le plan économique, politique et social. Il est clair que ça ne peut que nuire au monde pris en étau dans la guerre économique et financière que se livrent les États-Unis et la Chine, l'Europe comme le Japon et le Royaume-Uni sont parties prenantes dans ce conflit financier mondial mais le meneur de jeu reste les États-Unis, ce sont les banquiers centraux américains qui dictent la marche à suivre.

Dès lors, un président américain, avec son staff, a un rôle stratégique à jouer dans cette partie qui se joue à trois Occident-Chine-reste du monde. Si la situation demeure en l'état et les cours mondiaux du pétrole et des matières premières demeurent ce qu'ils sont aujourd'hui, l'Afrique, l'Amérique du Sud et une partie de l'Asie retourneraient à la période des années 1980, à l'endettement mondial qui a fait la part belle aux institutions financières internationales, et donc à l'Occident.

Donc, l'Amérique a besoin d'un président qui doit comprendre que paupériser l'Afrique, et les autres continents dépendants financièrement de l'Occident n'est pas rentable. Cela ne fera que plonger l'économie mondiale dans la dépression, et la Chine a toujours des atouts pour rebondir. Aussi, peut-on dire que le Covid-19 est déjà là, et il n'est pas là par hasard, lui aussi a à jouer un rôle dans l'histoire. Se rappeler que deux guerres mondiales ont été nécessaires pour libérer plus de la moitié de l'humanité qui vivait sans droits humains. Par conséquent, tout laisse apparaître qu'il faut un président américain qui soit très conscient des enjeux et non de s'illusionner d'une retournelle d'une grandeur passée. Pour les États-Unis, c'est la fin d'une époque. Bien au contraire, elle devrait se réajuster dans ce nouveau repli qui est dicté, il ne faut pas l'oublier, par les forces de l'histoire.

La Chine n'aurait jamais eu ses Trente Glorieuses si l'économie mondiale ne s'est pas retournée dès les années 1980 à son profit. Aussi, peut-on dire que sans l'ombre d'un doute et au-delà, les pronostics et les sondages que Joe Biden sera le 46^e président des États-Unis. Ici, l'auteur ne fait pas ce pronostic par conviction, il n'a pas le droit de croire à sa conviction qui peut facilement le tromper, mais croire à la trajectoire de l'histoire telle qu'elle se développe. Ce sont les forces historiques qui parlent, et non l'être humain dont le rôle se limite à décrypter ces forces.

Bien sûr, l'auteur peut se tromper, et même se tromper au cas où Donald Trump est réel, l'auteur n'y voit pas une erreur d'appréciation de la marche de l'histoire de l'humanité mais simplement y voit un nouveau flux historique en marche et peut-être une nouvelle souffrance à venir pour l'humanité. Pourquoi ? Pour la simple raison que la situation économique mondiale va empirer. Le monde restera toujours dans une guerre économique entre les deux grandes puissances et le reste du monde sera ballotté par la misère, la détresse, l'infortune.

Mais, à voir la trajectoire de la pandémie, il faut dire qu'il y a de l'espoir à attendre des grands événements à venir. Ce sera le troisième temps du triptyque du 4^e stade historique qui n'a pas été abordé parce qu'il n'est pas encore, il est attendu. Qu'en sera-t-il ? Une chose qu'il faut dire, c'est qu'à l'instar des stades historiques passés, le troisième temps du triptyque du 4^e stade historique sera l'aboutissement des deux temps passés, à savoir les programmes de quantitative easing et le Covid-19. Quel sens alors aura le Covid-19 dans la marche de l'histoire ? L'avenir de l'humanité nous le dira.

Medjdoub Hamed

TÉBESSA

Campagne de sensibilisation sur les dangers du gaz naturel

Ali Chabana

En dépit du climat exceptionnel et délétère engendré par la pandémie du Covid-19, les services de la concession de distribution de l'électricité et du gaz de Tébessa, relevant de la Société algérienne de distribution de l'électricité et du gaz n'ont pas omis de marquer de leur présence, l'une de leurs nombreuses missions, à savoir la sensibilisation des citoyens sur les risques et dangers de l'utilisation de l'énergie gazière et les accidents domestiques dus aux émanations de monoxyde de carbone et autres explosions. Pour ce faire et la saison hivernale est à nos portes, une caravane de sen-

sibilisation vient de se lancer sur les routes, avec l'apport inestimable de la Protection civile, pour sillonner certaines communes de la wilaya. Le départ a été donné à partir de la nouvelle cité des 1000 logements, sise au pôle urbain 'Dokane', au chef-lieu, un nouvel ensemble d'habitations collectives, récemment raccordé au gaz naturel.

Puis d'autres localités seront sur l'itinéraire du convoi, Hammamet, El Aouinet, Morsott, Chéria, Ouenza, Elma Labiod, Bir El Ater ou encore, Bekkaria, El Kouif, El Ogla et Negrine.

L'opération consiste à toucher le plus de quartiers résidentiels et lieux publics. L'objectif de la campagne, inculquer aux gens

les règles de prévention et de sécurité, lorsqu'il s'agit de l'usage du gaz. Mais aussi, concernant un côté pédagogique à l'adresse des intervenants publics et privés, sur les agressions subies par les réseaux d'électricité et de gaz, lors de travaux effectués par des entreprises, sans tenir compte des mesures de sécurité, près des canalisations et câbles électriques, propriétés de la concession de distribution. Selon les services de celle-ci, pas moins de 374 actes d'agression ont été enregistrés, durant les 10 premiers mois de l'année 2020. Causant du coup, des pertes financières et des désagréments aux usagers particuliers et autres administrations et organismes publics.

DRÉAN

Une école sans gaz

A. Ouélal

C'est un cas, pour le moins catypique, vécu par certaines écoles, ou malgré les efforts des uns et des autres, plusieurs sont dépourvues du strict minimum permettant aux élèves et au personnel enseignant d'effectuer leurs cours dans des conditions idoines. Donc, on aura beau clai-ronner que tout baigne, les insuffisances sont encore là, dans certains établissements et écoles de la wilaya d'El Tarf. C'est le cas, justement de l'école 'Zébiri Ta-

har', de la cité éponyme (ex Coopémad), située à environ deux kilomètres du chef-lieu de commune Dréan. Sur place, des parents d'élèves, nous ont déclaré que cette école, inaugurée l'année passée ne dispose pas encore de gaz de ville, sachant que la conduite passe à proximité de cette enceinte éducative.

Ce qui suppose, que les élèves reçoivent des repas froids surtout que la cuisine n'est pas encore équipée pour la préparation des repas chauds pas de chauffage et le risque de voir les élèves de

cette école de passer un hiver dans le froid n'est pas écarter. Autre casse-tête aussi, c'est l'absence de l'Internet en ces temps de numérisation, alors que le câble d'Algérie télécom pend à côté de l'école. Dans les classes, « les armoires font défaut avec des livres scolaires posés à même le sol », diront nos interlocuteurs. Même les enseignants n'ont pas où mettre leurs affaires.

Approché le maire de la commune de Dréan dira que le gaz comme l'Internet seront réglés dans peu de temps.

ECHATT

Saisie de 135 cartouches de fusil, 2 mandats de dépôt

La gendarmerie de la Brigade d'Echatt, agissant sur information, dans la wilaya d'El Tarf, est parvenue à arrêter deux personnes dont le domicile leur servait à fabriquer des cartouches pour fusil de chasse. La fouille de cet appartement a permis de

récupérer 135 cartouches de différents calibres et tout le matériel servant à fabriquer les cartouches. Les mis en cause ont été déferés, samedi dernier, devant le Tribunal de Dréan et furent tous les deux placés sous mandat de dépôt. **A. O.**

JIJEL

Un nouveau laboratoire de dépistage de la Covid-19



Un laboratoire de dépistage par tests PCR de la Covid-19 a été ouvert, dimanche, dans la wilaya de Jijel, lors d'une cérémonie présidée par le wali, Abdelkader Kelkal, organisée à l'occasion du 66^{ème} anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1^{er} novembre 1954. Le nouvel établissement commencera, dès cette semaine, à recevoir les prélèvements des cas suspects de Covid-19, pour effectuer les analyses nécessaires au lieu de les transférer à l'annexe de l'Institut Pasteur de Constantine. Selon

les explications fournies sur place, le laboratoire, situé au centre-ville de Jijel, est en mesure de procéder à l'analyse de 100 prélèvements par jour et de délivrer les résultats en quelques heures. Dans le cas où le laboratoire devait accueillir plus de 200 prélèvements, le surplus sera transféré vers l'annexe de l'Institut Pasteur de Constantine, a-t-on ajouté.

A l'occasion, le chef de l'Exécutif local a estimé que l'ouverture de ce laboratoire constitue un « acquis pour la wilaya de Jijel et les wilayas voisines, au

regard des services qu'il fournira aux malades atteints de la Covid-19 ». Le responsable a rappelé, par ailleurs, que les informations faisant état d'un manque d'oxygène dans les hôpitaux publics de Jijel sont « infondées », soulignant qu'il est disponible en quantité suffisante dans les 3 établissements de santé publique de Jijel, Taher et El Milia.

Pour rappel, la wilaya de Jijel enregistre, depuis quelques jours, une hausse du nombre de personnes contaminées par le nouveau coronavirus.

BLIDA

ADE : un programme pour réparer des pannes de forages

L'unité de l'Algérienne des eaux (ADE) de Blida a tracé un programme d'urgence pour réparer les pannes techniques enregistrées dans une trentaine de forages et puits artésiens, dans l'objectif d'améliorer le service public a-t-on appris, dimanche, auprès de cette entreprise.

L'ADE de Blida a recensé de nombreuses pannes dans une trentaine de forages et puits artésiens dans différentes communes, à l'origine d'une perturbation dans l'alimentation en eau potable, dans plusieurs cités et localités éparses, a ajouté la même source. Dans le but de mettre un terme à ces perturbations et d'insuffler une nouvelle dynamique au travail de l'entreprise, l'ADE s'attèlera à réparer toutes ces pannes, a-t-on ajouté de même source, soulignant la mobilisation de tous les moyens humains et matériels de l'entreprise pour concrétiser ce programme « dans les plus brefs délais », a-t-on rassuré. La mise au

point de ce programme a été précédée d'une évaluation de la situation des forages d'eau à l'arrêt, et leur contribution à l'amélioration de l'AEP, au même titre que l'examen des pannes techniques enregistrées.

A noter que plusieurs communes de Blida, notamment celles de la partie-est de la wilaya, enregistrent des perturbations dans l'alimentation en eau potable, en dépit du renforcement du système d'alimentation par la mise en service, en juin dernier, de nouvelles structures dont pas moins de 35 forages et plus de 30 puits artésiens. Toutefois ces nouveaux projets mis en service se sont avérés insuffisants pour couvrir les besoins, en eau potable, sans cesse croissants de la wilaya, suite notamment à la création de grands centres urbains, à l'image du pôle urbain de Safsaf, sur les hauteurs de Meftah, comptant 15.000 logements, en cours de construction et de la nouvelle-ville de Bouinane.

MÉDÉA

La Protection civile se renforce

Le réseau d'intervention de la Protection civile de la wilaya de Médéa a été renforcé d'une nouvelle unité légère, entrée en service, samedi, à Meudjbeur, alors qu'une structure similaire, localisée à Draâ-Smar, sera opérationnelle « bientôt », a-t-on appris auprès de la direction locale de la Protection civile. Ainsi, une unité d'intervention légère de la Protection civile est entrée en fonction dans la commune de Meudjbeur, à 52km au sud de Médéa, pour venir en appui aux unités d'intervention de Berrouaghia et Ksar-el-Boukhari qui couvraient, auparavant, les communes respectives de Seghouane, Meudjbeur et Zoubiria, a indiqué la même source. Le personnel affecté à cette nouvelle structure sera appelé, désormais, à intervenir dans les localités de Meudjbeur et Seghouane, traversée par la RN.1, principale voie d'accès entre le nord et le sud du pays, a-t-on fait savoir, précisant que l'unité légère de Meudjbeur

facilitera le déploiement et l'intervention des secouristes, en cas d'accidents, le long de ce réseau routier d'où transitent, quotidiennement des centaines de véhicules légers et de camions poids lourds.

Une structure similaire sera ouverte « avant la fin de l'année en cours » dans la commune de Draâ-Smar, à 4 km à l'ouest de Médéa, selon la même source qui souligne que des travaux d'aménagement seront entamés, incessamment, dans un ancien local d'une entreprise économique, qui était à l'abandon, pour l'adapter à sa nouvelle vocation.

Ladite structure assurera des interventions sur le territoire de cette commune qui abrite une importante zone d'activités et le site immobilier de Aïn Djerda, avec pas moins de 20 mille résidents, outre la sécurisation du trafic routier sur l'axe Médéa-Oued Harbil (RN 18), qui fait la jonction entre la partie ouest et le chef-lieu de wilaya.

M'SILA

15.000 livres distribués aux bibliothèques municipales

Un lot de 15.000 livres a été distribué, dimanche, à des annexes de bibliothèques municipales de la wilaya de M'sila, à l'occasion de la célébration du 66^{ème} anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1^{er} novembre 1954, a indiqué le directeur de la Bibliothèque centrale de la wilaya.

Près de 50 bibliothèques municipi-

pales relevant de la Bibliothèque centrale de M'sila ont profité de l'opération, a précisé M. EL Hadj Tyaiba. L'initiative vise à encourager la lecture, notamment en milieu rural, renforcer le lien entre la bibliothèque et le lecteur et animer la scène culturelle dans les communes de la wilaya, a expliqué le même responsable.

ALGER

L'ancien journaliste de l'APS Benamar Bouzghoud n'est plus

L'ancien journaliste de l'Agence Algérie Presse Service (APS) Benamar Bouzghoud est décédé, dimanche soir à l'hôpital de Kouba (Alger), à l'âge de 82 ans des suites d'une longue maladie, a-t-on appris auprès de sa famille. Le défunt a

consacré toute sa carrière professionnelle à l'APS qu'il a rejoint en 1963 et a occupé le poste de rédacteur en chef du 'Desk International'. Il a été également rédacteur en chef au Bureau régional d'Oran, puis correspondant de l'APS à Paris en 1969.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

17 rabie el aouel 1442

El Fedjr
05h46

Dohr
12h32

Assar
15h26

Maghreb
17h52

Icha
19h12



Un sit-in prévu aujourd'hui Des travailleurs du primaire haussent le ton



Mokhtaria Bensaâd

Un sit-in sera organisé, aujourd'hui, par des travailleurs de l'Education du cycle primaire, devant le siège de la wilaya d'Oran, en signe de protestation contre les conditions socioprofessionnelles, qualifiées de «catastrophiques», dans lesquelles travaille le personnel du premier palier.

Une situation aggravée par la pandémie du Covid-19 et le non respect du protocole sanitaire mis en place par le gouvernement, regrette le même interlocuteur.

Selon le représentant régional de l'Union nationale du personnel de l'Education et de la Formation (UNPEF), contacté, hier, cette action de protestation, prévue à 14h, a été décidée par le conseil de wilaya de l'Union, réuni le 24 octo-

bre dernier, pour débattre de la nouvelle rentrée scolaire qui s'est déroulée, cette année, dans des conditions exceptionnelles. Lors de cette réunion, les participants ont insisté pour le retrait de la gestion des écoles primaires des APC et les placer sous la tutelle du ministère de l'Education.

Cette revendication a été fortement exprimée après l'incident qui a eu lieu lors de la visite du wali à l'école primaire 'Benzerdjeb' et sa réaction, très critiquée, après qu'une enseignante se soit exprimée sur le manque de moyens dans les établissements scolaires.

L'UNPEF Oran estime que les établissements du premier palier seront mieux gérés et mieux pris en charge par le ministère de l'Education. L'autre point évoqué lors de cette réunion est la nécessité de mettre

en place un dispositif pénal destiné à protéger le personnel de l'Education contre les agressions, tout comme cela a été fait pour le personnel de la Santé. Concernant le non respect du protocole sanitaire mis en place, dans les établissements scolaires, l'UNPEF a interpellé le ministère de l'Education pour remédier à cette situation afin d'éviter les contaminations par le Covid-19, dans les écoles du primaire. La dispense des cours durant la journée du samedi a été également à l'ordre du jour de cette réunion. L'UNPEF a demandé de réexaminer cette question vu que les enseignants se plaignent déjà d'un volume horaire chargé, selon ces derniers. Enfin, le syndicat a demandé d'arrêter une journée fixe pour le virement des salaires du personnel de l'Education.

Action sociale Des trousseaux scolaires pour les élèves défavorisés

J.Boukraa

Afin de permettre aux enfants Aissus de familles défavorisées de l'ensemble de la wilaya une rentrée dans les meilleures conditions, la direction de l'action sociale (DAS) a lancé une opération de distribution de 15.000 trousseaux scolaires, a indiqué le chef de service des activités de solidarité auprès de cette direction. Cette opération concerne la majorité des établissements scolaires des cycles primaire et moyen des localités

défavorisées et des zones d'ombre. Un premier quota de 7.500 cartables a déjà été distribué aux écoliers. Une deuxième opération de distribution de 7.500 trousseaux sera lancée en fin de semaine en direction des collégiens.

Cette action a été menée en collaboration avec les cellules de proximité de l'agence de développement social et la direction de l'éducation. Elle touchera également les enfants des familles victimes du terrorisme, les orphelins et les enfants dont les parents perçoivent un salaire inférieur au SNMG.

Un autre quota de 1.000 cartables a été réservé aux enfants aux besoins spécifiques scolarisés au niveau des établissements spécialisés relevant de la direction de la solidarité. D'autres opérations de solidarité ont été aussi lancées, comme la distribution de la prime de scolarité, d'un montant de 5.000 dinars, dont 100.000 élèves nécessitent inscrits dans les différents établissements scolaires de la wilaya d'Oran en bénéficieront cette année.

Délégation communale El Emir Haro sur le squat de l'espace public

Houari Barti

La délégation communale «El Emir» prévoit de lancer, dès la semaine prochaine, une nouvelle opération de démantèlement de toutes sortes d'obstacles et autres dispositifs d'empêchement de stationnement, installés illégalement et de manière sauvage sur la chaussée. Il s'agira, cette fois-ci, de cibler tout le périmètre relevant de la juridiction de la 16^{ème} sûreté urbaine, à savoir le Bd de l'ALN, la rue Mohamed Khe-misti, une partie de la rue Larbi Ben M'hidi, la place du 1^{er} Novembre et l'ensemble des ruelles adjacentes.

Encouragée par le succès d'une première opération ayant ciblé, le 21 octobre dernier, le quartier de Miramar au centre-ville, avec le concours des éléments de la 8^{ème} sûreté urbaine, la délégation communale «El Emir» veut ainsi assainir graduellement la voie publique du centre-ville de tous types d'obstacles anarchiques qui entravent, dans certaines artères, le stationnement libre et la circulation automobile. Il s'agit surtout, selon une source de la délégation communale, de «mettre fin à un phénomène qui commence à prendre des proportions alarmantes, à travers lequel

certaines citoyens indécents se sont donné le droit de s'accaparer des espaces publics, soit pour les réserver au stationnement de leurs propres véhicules, soit pour empêcher les autres automobilistes d'y stationner sous prétexte qu'ils sont mitoyens à leurs habitations».

Des dispositifs d'empêchement de stationnement, explique la même source, qui «sont souvent fabriqués de manière artisanale, en métal ou sous forme de tubes en béton, coulés à même le sol, qui ne répondent à aucune norme de sécurité».

Des dispositifs qui en plus de leur caractère illégal, car n'ayant fait l'objet d'aucune procédure de demande administrative auprès des autorités compétentes, représentent, en outre, souligne la même source, «une entrave à la circulation automobile et même, dans certains cas, un danger avéré pour la sécurité des piétons».

L'opération de la semaine prochaine prévoit également le démantèlement des clôtures métalliques entourant certains chantiers qui non seulement enlaidissent le centre-ville mais en plus débordent outrageusement sur les trottoirs empêchant les piétons d'y circuler en sécurité.

Plus de 31.000 unités de produits pyrotechniques saisis



K. Assia

Une quantité globale de 31.216 unités de produits pyrotechniques de différentes marques et calibres a été saisie par les services de la voie publique relevant de la sûreté d'Oran en collaboration avec les éléments de la 16^{ème}, 2^{ème} et 1^{ère} sûretés urbaines dans deux opérations distinctes, a-t-on appris, hier, auprès de la cellule de communication de la sûreté de la wilaya d'Oran.

Cette action lancée dans le cadre de la lutte contre la commercialisation des produits pyrotechniques a permis de saisir un premier lot de 19.948 unités de pétards et de feux d'artifice dans les quartiers de la Ville Nouvelle, Sidi El Bachir (rue des frères Niati) et au quartier El

Amir (rue Larbi Ben M'hidi) alors que la seconde opération a été menée au niveau de la rue des Aurès (ex-rue de la Bastille) et a permis de saisir un lot de 11.768 pétards ce qui porte la quantité globale saisie à 31.216 unités.

Ces saisies, a indiqué la même source, ont été effectuées en application d'un plan d'action et d'un dispositif de prévention mis en place par la sûreté d'Oran qui précise que cette campagne d'assainissement va se poursuivre afin de lutter contre la commercialisation de ces produits dangereux et prohibés. Notons que plusieurs cas d'accidents notamment des brûlures, parfois graves et même des incendies ont été occasionnés par l'utilisation de ces produits pyrotechniques.

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

Abid Youner, 1 an, El Hassi
Nadir Mohamed, 82 ans, Oran
Rachdi Djena, 1 an, Bousfer
Bouchar Baroudi, 78 ans, USTO

Horaires des prières pour Oran et ses environs

17 rabie el aouel 1442

El Fedjr 06h01	Dohr 12h47	Assar 15h44	Maghreb 18h09	Icha 19h28
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



TLEMCEM

Les pharmaciens
dans l'expectative

Khaled Boumediene

Le décret exécutif 19-379 du 31 décembre 2019 fixant les modalités de contrôle administratif, technique et de sécurité des substances et médicaments ayant des propriétés psychotropes sera-t-il mis en application à partir d'aujourd'hui ? C'est la question qui taraude les esprits de tous les pharmaciens d'officines de la wilaya de Tlemcen qui sont destinataires de deux communiqués «contradictaires» émanant à la fois de la direction de la Santé et de la Population (DSP) et du Conseil de l'ordre des pharmaciens de la région de Tlemcen. Le premier communiqué invite ces pharmaciens à se rapprocher des services concernés pour parapher leurs registres d'entrées et ordonnanciers des médicaments psychotropes à partir de ce 03 novembre et le second qui informe de ne pas se présenter pour cette opération auprès de la DSP de Tlemcen.

Le président du Conseil de l'ordre des pharmaciens de la région de Tlemcen, Mettioui Noureddine, demande dans son communiqué publié sur les réseaux sociaux il y a trois jours, le report d'une année au moins de l'application de ce décret «afin de procéder et d'étudier

certaines modifications pouvant être apportées par la corporation en adéquation avec la conjoncture professionnelle et l'exercice des pharmaciens qui subissent actuellement des pressions d'ordre réglementaire et juridique et ce, en attendant l'élaboration du nouveau décret.

Le Conseil de l'ordre des pharmaciens d'officines s'engage pleinement dans cette opération de révision du décret en apportant des modifications qui répondent à l'attente de nos confrères. Nous sommes persuadés que nous bénéficierons de pleins acquis positifs avec notre ministre de l'Industrie pharmaceutique après la promulgation du prochain décret et ce, pour l'intérêt de la pharmacie et la protection de la santé publique ».

Selon nos informations, des contacts établis au cours de la semaine dernière entre les représentants des pharmaciens d'officines et le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, ont abouti à une procédure de report de l'application du décret exécutif 19-379. Mais le report ne peut être officiel qu'après une publication au journal officiel du dit décret. Il est à rappeler que le 03 mai dernier, le décret 20-106 portant report pour une durée de six mois du décret 19-379 a été publié au jour-

nal officiel n° 26. Selon le Syndicat national algérien des pharmaciens d'officines (SNAPO), un décret exécutif ne peut être officiellement promulgué qu'après la tenue d'un Conseil des ministres ou un Conseil du gouvernement pour son adoption. En attendant la publication au journal officiel de la mesure de report, les dispositions du décret 19-379 entrent en application à partir de ce 03 novembre 2020, selon le Snafo. Ces dispositions concernent, selon la même source, les 10 DCI suivantes : bromazépam (Lexomil, kietyl), buprenorphine (Temgesic, buprinal), chlórdiazépoxide (Librium, librax), clonazépam (Rivotril, clona), clorazépate (Tranxene, cloraxene), diazépam (Valium, vaizepam, xavel), lorazépam (Temesta, orzepam), phénobarbital (Gardenal, phenoxal), prazepam (Lysanxia, preziva) et zolpidem (Stilnox, zolidrate). Il faut le souligner, la délivrance des médicaments ayant des propriétés psychotropes est devenue une problématique inquiétante. De nombreux pharmaciens en danger et sans protection sont quotidiennement harcelés par des délinquants et drogués qui veulent coûte que coûte consommer leurs médicaments de troubles mentaux, déprimeurs, anxiolytiques, hypnotiques et neuroleptiques.

hai «Djawhara» disposant de six (6) classes, un bloc d'internat de 100 lits et un réfectoire pour 300 talebs, selon les explications fournies par les responsables du secteur des affaires religieuses et wakfs de la wilaya.

Le secteur de l'éducation s'est doté, pour sa part, d'un nouveau lycée à la cité «AADL» d'Aïn Témoüchent mis en service dimanche à la faveur des festivités célébrant l'anniversaire du déclenchement de la glorieuse Guerre de libération nationale.

AÏN TÉMOUCHENT

Une centaine d'aides à l'habitat rural

Une opération de distribution d'affectations de 100 aides à l'habitat rural a été organisée dimanche à Aïn Témoüchent pour les bénéficiaires de plusieurs communes de la wilaya, dans le cadre des festivités de célébration du 66e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Guerre de libération nationale. L'opération a été présidée par le wali M'hamed Moumene à la salle des réunions de la wilaya où il a souligné que cette opération intervient dans le cadre des

efforts de l'Etat en matière d'amélioration du cadre de vie des populations, notamment pour ce qui est de l'habitat.

Plusieurs bienfaiteurs ont été honorés à cette occasion parmi ceux qui ont contribué à l'élan de solidarité enregistré dans la wilaya pour lutter contre la pandémie du coronavirus et ses effets.

Les festivités de célébration du déclenchement de la Guerre de libération nationale ont été marquées par la mise en service d'une école coranique pilote à

TIARET

Les salles de cinéma
«Sersou» et «Rex»
récupérées

El-Houari Dilmi

À l'abandon et livrées à toutes les déprédations, les salles obscures de la ville de Tiaret «seront récupérées pour revenir dans le giron du secteur de la Culture». C'est qu'a annoncé le wali de la wilaya de Tiaret, M. Mohamed Amine Dramchi, lors d'une tournée qui l'a menée la semaine dernière dans plusieurs points relevant de différents secteurs. En effet, interpellé par les tenants du mouvement culturel local qui ont fait de la récupération des salles de cinéma «Sersou» (ex-Casino) et le cinéma «Rex» leur cheval de bataille, le chef de l'exécutif de

wilaya a cédé favorablement à leurs doléances en décidant de dégager de l'argent pour la réhabilitation de ces salles de cinéma et leur retour dans le giron de la direction de la Culture. A l'origine d'une polémique qui ne désenfile pas depuis des mois, le théâtre communal «Hassan El Hassani» qui a été démoli pour être légué à un promoteur immobilier. L'onde de choc provoquée par le détournement de sa vocation de ce bien culturel semble avoir eu un écho chez le premier responsable de la wilaya qui a promis de «réexaminer le dossier» à la plus grande satisfaction des tenants de la chose culturelle locale.

Un jeune tué d'un coup
de couteau

E.H.D.

Le quartier populaire de «Oued Tolba» a été le théâtre dimanche d'un crime dont a été victime un jeune de 28 ans.

En effet, le populeux quartier a connu une après-midi des plus mouvementées après une rixe qui a mal tourné entre des jeunes de la cité. Le jeune a reçu

un coup de couteau mortel au niveau du cœur. Sa dépouille a été évacuée vers la morgue de l'hôpital «Youcef Damardji» de Tiaret et une véritable chasse à l'homme lancée pour mettre la main sur l'auteur du crime.

Une enquête a également été ouverte par les services de la sûreté pour élucider les circonstances de ce drame.

MASCARA

Plus de 3.000
logements
et des équipements

Belkecir Mohamed

Les autorités de la wilaya ont marqué le 66^{ème} anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1er Novembre par un programme de festivités. Une occasion également d'annoncer des opérations de développement local désenclavant des zones d'ombre, mettant à niveau aussi des cités urbaines déshéritées et distribuer 3.111 logements dont des habitations rurales. Au douar Bouhalima, il a été question de la mise en service d'une salle de soins. Au douar Ouled Cheikh c'est une route qui a été ouverte reliant la localité à la route nationale. A Selatna, une demi-pension scolaire, une salle de soins et une route ont été inaugurées. Khessibia pour sa part a bénéficié d'une salle de soins et d'un stade de proximité pour

le centre équestre. Une cantine scolaire a été ouverte au quartier de Sidi-Saïd au chef-lieu.

La cérémonie de remise de clés de 2.951 logements AADL et 160 aides à l'habitat rural s'est déroulée en présence du secrétaire général du ministère de l'Habitat qui a présidé cette séance avec le wali, le P/APW et le directeur général de l'AA-DL. Les logements sont répartis entre plusieurs sites situés à Mascara aux faubourgs Meddeber, la Gare, deux sites à Sidi Abdeldjebbar, et la ville de Tighennif. Quant à l'habitat rural, il a été un peu insuffisant par rapport à la demande mais a pu satisfaire des citoyens dans le besoin ciblés au niveau de quatorze sites, comme Aïn Farrah, Gharrous, Sehailia, Nesmoth, Chorfa, Zahana, Keurt, Benian, Gaâda entres autres.

Des renforts contre
les feux de forêts

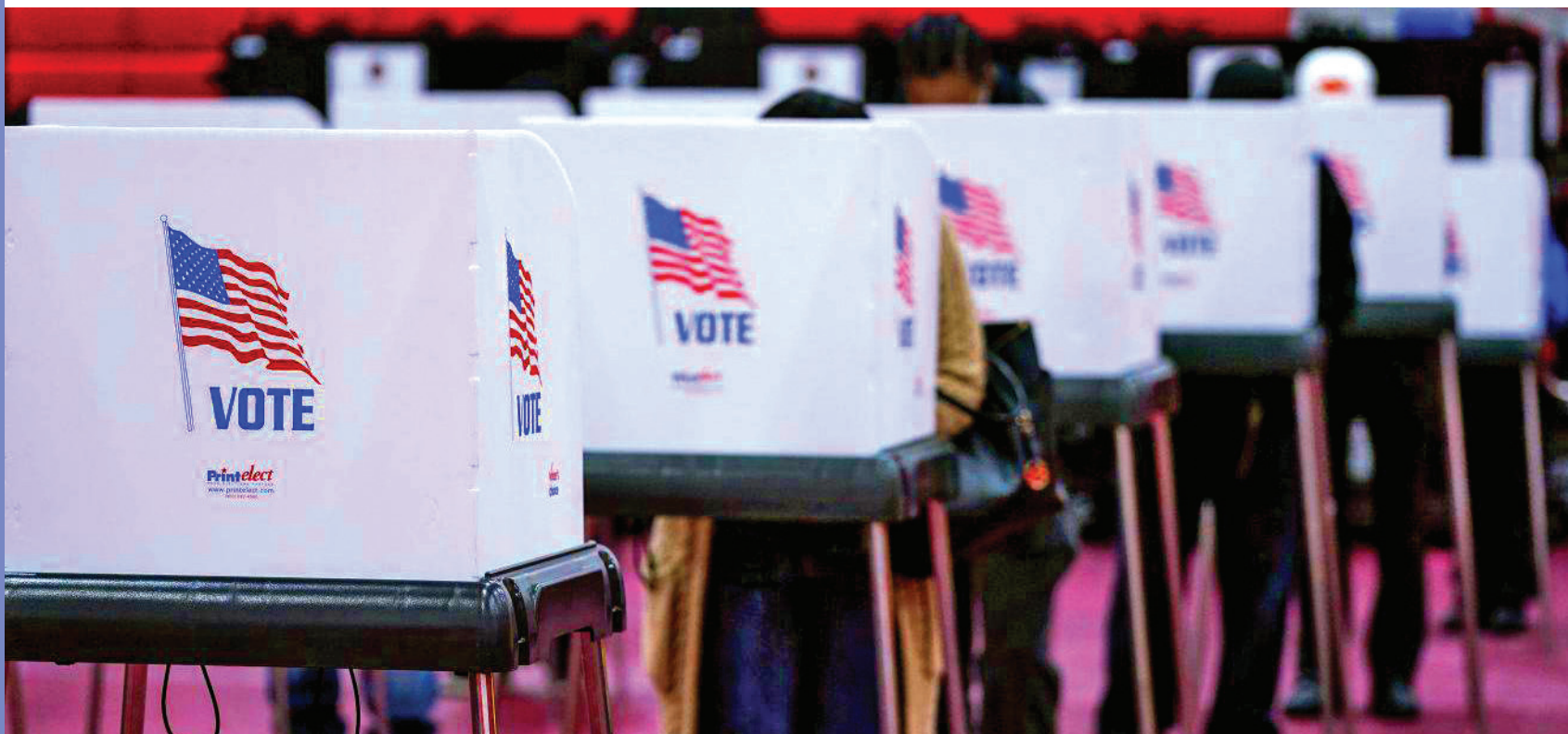
Belkecir Mohamed

En inspectant les modules d'intervention pour lutter et prévenir les incendies dans les grands massifs forestiers comme Timixi, Oussilas, la «mare d'eau», Stamboul, Saf-Saf, Nesmoth, Fergoug, Menaouer, pour ne citer que ceux là, le chef de l'exécutif a jugé que les dégâts occasionnés particulièrement dans certaines parcelles de montagnes qui ont brûlé sont importants, soulignant que l'implantation des services concernés ne répond pas toujours aux demandes d'intervention de secours dans des zones où les risques sont omniprésents. Le wali a fait une remarque concernant le schéma

actuel du dispositif quant à l'implantation de la brigade mobile de la direction de la conservation des forêts dont le siège se trouve actuellement dans le district de Tighennif alors qu'il devrait se situer à proximité de la forêt de Nesmoth exposée aux sinistres qui peuvent se déclarer à n'importe quel moment. Des instructions ont été données afin de rapprocher cette unité dans les environs immédiats de la forêt de Nesmoth où la vigilance doit être de mise au moment d'un départ de feu. La présence dans ces lieux-mêmes de ces services permettrait de sauver une bonne partie du patrimoine boisé qui a été consommé par les flammes.

Le quotient chaos de l'élection américaine

NEW YORK – Les sondages d'opinion aux États-Unis soulignent depuis de nombreux mois la forte possibilité d'un raz-de-marée du Parti démocrate lors de l'élection du 3 novembre, à l'issue de laquelle Joe Biden occuperait la Maison-Blanche, et les Démocrates gagneraient le contrôle du sénat, tout en conservant leur poids à la Chambre des représentants, ce qui mettrait fin à une situation de gouvernement divisé.



PAR NOURIEL ROUBINI

Professeur d'économie à la Stern School of Business de l'Université de New York.
Rendez-vous sur son site Web NourielToday.com.

En revanche, si l'élection venait à se transformer en référendum pour ou contre le président américain Donald Trump, les Démocrates pourraient ne remporter que la Maison-Blanche, et échouer à reprendre le sénat. De même, la possibilité ne peut être totalement exclue de voir Trump arpenter un chemin étroit jusqu'à la victoire devant le collège électoral, auquel cas les Républicains conserveraient le sénat, prolongeant ainsi le statu quo.

Intervient également la perspective plus inquiétante d'un résultat contesté pendant une longue période, au cours de laquelle les deux camps refuseraient la moindre concession dans le cadre de batailles juridiques et politiques féroces devant les cours, au sein des médias, et dans la rue. À l'issue de l'élection contestée de 2020, il avait fallu attendre jusqu'au 12 décembre pour que la question soit tranchée : la Cour suprême s'était prononcée en faveur de George W. Bush, et son opposant démocrate Al Gore avait renoncé avec dignité. Agité par l'incertitude politique, le marché boursier avait pendant cette période chuté de plus de 7 %. Cette fois, l'incertitude pourrait durer beaucoup plus longtemps – peut-être plusieurs mois – et par conséquent signifier de sérieux risques pour les marchés.

Ce scénario cauchemardesque doit être pris au sérieux, même s'il semble actuellement peu probable. Car si Biden figure régulièrement en tête dans les sondages, c'était également le cas d'Hillary Clinton à la veille de l'élection de 2016. Nous ignorons par ailleurs s'il adviendra ou non une légère poussée d'électeurs « discrets » favorables à Trump dans les États pivots, qui peut-être ne souhaitent pas faire part de leur choix à ceux qui procèdent aux sondages.

De même, comme en 2016, plusieurs campagnes massives de désinformation (étrangères et intérieures) sont actuellement en cours. Les autorités américaines ont mis en garde sur le fait que la Russie, la Chine, l'Iran et d'autres puissances étrangères hostiles s'efforçaient activement d'in-

fluencer l'élection, et de jeter le doute sur la légitimité du processus de scrutin. Trolls et bots inondent les réseaux sociaux de théories conspirationnistes, de fake news, de deep fakes, et d'informations inexactes. Trump et certains acteurs politiques républicains adhèrent eux-mêmes à des théories du complot comme celle du mouvement QAnon, et apportent leur soutien tacite à des groupes suprémacistes blancs. Dans de nombreux États contrôlés par les Républicains, gouverneurs et autres responsables publics usent ouvertement de mauvais tours pour entraver le vote de catégories au penchant démocrate.

S'ajoutent à tout cela les déclarations répétées – et infondées – de Trump, selon lesquelles le vote par courrier ne serait pas fiable, le président craignant que le choix démocrate représente une part disproportionnée de ceux qui ne votent pas en personne (par précaution en période de pandémie). Trump se refuse par ailleurs à déclarer qu'il transfèrera le pouvoir en cas de défaite, préférant adresser un clin d'œil à des milices d'extrême droite (« restez en retrait, et tenez-vous prêts ») qui ont d'ores et déjà semé le chaos dans les rues, et planifié des actes de terrorisme intérieur. Si Trump perd l'élection et décide de contester sa validité, la violence et le conflit civil pourraient devenir hautement probables.

En effet, si les premières estimations le soir de l'élection n'indiquent pas immédiatement un raz-de-marée démocrate, Trump déclarera certainement la victoire dans les États les plus disputés, avant même l'achèvement du décompte des bulletins de vote. Plusieurs agents républicains ont d'ores et déjà pour plan de suspendre le décompte dans les États clés, en contestant la validité du scrutin. Ils prévoient de mener ces batailles juridiques au sein des capitales, cours locales et fédérales des États républicains, toutes saturées de juges désignés par Trump, au sein d'une Cour suprême à majorité conservatrice de 6 contre 3, ainsi que d'une Chambre des représentants dans laquelle, en cas de victoire devant le collège électoral, les Républicains détiendraient une majorité de délégations d'États.

Pendant ce temps, toutes ces milices blanches armées qui actuellement se « tiennent prêtes » pourraient envahir les rues pour y fomenter violences et chaos. L'objectif consisterait alors à provoquer des contre-violences de gauche, ce qui servirait de prétexte à Trump pour invoquer l'Insurrection Act et déployer une police fédérale, voire l'armée américaine, afin de rétablir « la loi et l'ordre » (comme il a déjà menacé de le faire). Cette stratégie à l'esprit, l'administration Trump

a d'ores et déjà désignée plusieurs grandes villes démocrates en tant que « pôles anarchistes » susceptibles de devoir être maîtrisés. Autrement dit, Trump et ses acolytes font clairement savoir qu'ils useront de tous les moyens nécessaires pour voler cette élection ; et compte tenu de l'arsenal d'outils à la disposition du pouvoir exécutif, ils pourraient bien y parvenir en cas de résultat serré, qui ne révélerait pas une victoire écrasante de Biden.

Bien entendu, si les premières estimations le soir de l'élection révèlent une forte avance de Biden au sein même d'États traditionnellement républicains tels que la Caroline du Nord, la Floride ou le Texas, Trump aura beaucoup plus de difficultés à contester le résultat pendant plus de quelques jours, et acceptera sans doute plus rapidement sa défaite. Le problème, c'est que le moindre dénouement autre qu'une victoire très claire de Biden laissera à Trump (et aux gouvernements étrangers qui le soutiennent) une opportunité de semer la confusion, le chaos et la désinformation, dans une manœuvre de renvoi de la décision finale devant des institutions plus favorables, telles que les cours.

Ce degré d'instabilité politique pourrait engendrer un épisode majeur d'aversion au risque sur les marchés financiers, à l'heure où l'économie ralentit déjà, et où les perspectives à court terme de relance supplémentaire demeurent limitées. Si un désaccord sur l'issue de l'élection venait à se prolonger – jusqu'à l'an prochain par exemple – les cours des actions pourraient chuter jusqu'à 10 %, les rendements des obligations d'État décliner (bien qu'ils soient déjà relativement faibles), et la fuite planétaire vers des actifs sûrs pousser les cours de l'or à la hausse. Dans ce type de scénario, en général le dollar américain se renforce ; seulement voilà, cet épisode particulier découlant d'un chaos politique en provenance des États-Unis, les capitaux pourraient préférer fuir le dollar, ce qui l'affaiblirait.

Une chose est sûre : une contestation acharnée de l'issue électorale ne pourra qu'accentuer la détérioration de l'image mondiale de l'Amérique en tant qu'exemple de démocratie et de primauté du droit, érodant ainsi son soft power. Ces quatre dernières années en particulier, le pays est devenu de plus en plus considéré comme fou furieux sur le plan politique. Tout en espérant que l'issue chaotique ici évoquée n'ait finalement pas lieu – les sondages indiquant encore une solide avance de Biden – les investisseurs feraient bien de se préparer au pire, pas seulement le jour de l'élection, mais également dans les semaines et les mois à venir.

Traduit de l'anglais par Martin Morel



Amérique: l'incompétence économique des présidents républicains

BERKELEY – On entend beaucoup de choses étranges de nos jours, notamment parce qu'ils (un terme ambigu) nous inondent de fausses nouvelles. Sans un ensemble de faits reconnus par tous sur lesquels fonder les débats éthiques et politiques, la démocratie ne peut que s'effondrer. Sa vertu réside dans sa capacité unique à prendre en considération un large éventail d'idées émanant de la société. Dans l'idéal, après un échange d'arguments de bonne foi et une évaluation des différentes options, les électeurs choisissent la meilleure.



PAR J. BRADFORD DELONG

Ancien sous-secrétaire au Trésor américain, est professeur d'économie à l'université de Californie à Berkeley et chercheur associé auprès du Bureau national de recherche économique

Or nous avons perdu l'une des conditions les plus fondamentales pour que ce processus fonctionne correctement : une débat public basé sur les faits. Dans le passé, il y avait toujours des désaccords profonds, voire insolubles, mais tout le monde parlait de la même chose. On pouvait écouter les débats entre Abraham Lincoln et Stephen Douglas pour choisir entre eux sans être ballotté par une vague de manipulations et de distorsions de l'information.

À l'approche de l'élection, des rumeurs circulent de plus en plus. D'un côté on nous répète que si le candidat démocrate est élu, l'Amérique sera débarrassée d'un gouvernement qui enlève des enfants et brise définitivement des familles, simplement parce qu'il en a la possibilité ; de l'autre, on nous serine que le parti républicain est le parti le plus compétent en matière d'économie et que de ce point de vue, mettre les démocrates au pouvoir serait dangereux.

La chroniqueuse du Wall Street Journal, Peggy Noonan, a récemment présenté l'élection de cette manière, avant d'écrire qu'il ne fallait pas asseoir Joe Biden «dans une belle chaise en attendant d'être couronné ou de sortir chercher une glace à man-

ger avec un masque comme John Dillinger lorsqu'il était en cavale [John Dillinger était un célèbre gangster américain]». Après avoir vu Kamala Harris (la candidate démocrate à la vice-présidence) danser sur scène lors d'un meeting de campagne, l'éditorialiste conclut : «C'était embarrassant ... Si vous ne pouvez pas faire semblant d'avoir un minimum de gravité, pourriez-vous au moins essayer de donner une impression de sérieux ?»

Mais personne n'a été plus embarrassant pour les USA que le président Trump, et le parti républicain n'a aucune prétention en matière de gestion économique saine. Comme l'ont montré les économistes Alan S. Blinder et Mark W. Watson dans un article de 2015 : «De manière quasi systématique, l'économie se porte mieux sous les démocrates que sous les républicains, et ce pratiquement quels que soient les critères utilisés. À bien des égards, l'écart de résultats économiques est étonnamment important - si important qu'il met à rude épreuve la crédulité».

Par exemple, en termes de croissance du PIB réel (ajusté en fonction de l'inflation), Blinder et Watson concluent d'après les données d'après-guerre couvrant 16 mandats présidentiels complets, que de la présidence de Truman à celle d'Obama, les démocrates surpassent les républicains de 1,8 point de pourcentage. Si cette analyse était étendue aux mandats de Hoover et de Franklin D. Roosevelt, l'écart s'élèverait à environ 3 points de pourcentage par an. Mais il convient également de noter qu'avant la crise COVID-19, Trump a présidé à une croissance exceptionnellement forte pour un gouvernement républicain pendant ses trois premières années au pouvoir, lorsque l'économie américaine voisinait avec le taux de croissance annuel

moyen de 2,4 % atteint pendant le second mandat d'Obama.

Blinder et Watson s'interrogent sur l'origine de cet écart de résultats économiques entre les deux partis. Ils considèrent les rôles d'un investissement fixe important, d'une plus grande confiance des consommateurs (et par conséquent plus d'achats de biens durables), de la diminution des crises pétrolières et d'une croissance plus rapide à l'étranger. Mais ces facteurs expliquent moins de la moitié de l'écart. L'explication ne tient pas à ce que, contrairement aux républicains, les démocrates ont tendance à mener une politique très inflationniste qui mord sur la croissance des générations futures.

Lorsque j'ai lu l'article de Blinder et Watson, j'ai pensé que le facteur pétrolier était le problème essentiel. Les gouvernements républicains de Nixon et de Ford (avec Henry Kissinger comme secrétaire d'État), de George H.W. Bush puis de George W. Bush se demandaient s'il valait mieux pour la croissance des revenus réels aux USA que le prix du pétrole soit bas ou élevé. Par contre, d'autres gouvernements avaient choisi de le maintenir à un niveau faible.

À considérer l'Histoire américaine au cours du siècle dernier, il semble que les républicains ne savent absolument pas quelle politique économique choisir à un moment donné. Ainsi dans les années 2000, Bush et ses conseillers n'avaient sans doute pas imaginé un seul instant que la déréglementation pouvait engendrer une crise financière catastrophique.

En outre dans les années 1980, Ronald Reagan et ses conseillers n'ont probablement pas réalisé que la création d'un déficit budgétaire fédéral massif conduirait à une augmentation équivalente des em-

prunts extérieurs ou à l'effondrement des investissements. C'était une période où les USA commençaient à importer des volumes beaucoup plus importants de produits manufacturés, transformant ainsi la base industrielle du Midwest en une «ceinture rouillée» (Rust Belt). Enfin, il semble que Nixon et ses conseillers n'aient jamais pensé que la combinaison de taux d'intérêt bas et du contrôle des salaires et des prix pourrait contenir l'inflation et maintenir un faible taux de chômage.

Tump a continué sur cette lancée. Après avoir qualifié l'Accord de libre-échange nord-américain (NAFTA) et le Partenariat transpacifique (TPP) de pires accords commerciaux de toute l'Histoire américaine, son gouvernement s'est contenté d'intégrer diverses dispositions du TPP au NAFTA en lui donnant un nouveau nom et en proclamant que l'Amérique a retrouvé sa grandeur. Trump a également lancé une guerre commerciale de grande envergure contre la Chine, en promettant qu'elle serait «bonne et facile à gagner».

Quel est le résultat de cette politique? L'emploi dans le secteur manufacturier ne s'est pas amélioré, le déficit commercial de ce secteur s'est creusé et le revenu réel des consommateurs américains a baissé en raison de l'augmentation des taxes appliquées aux produits importés. Clairement, Trump et ses conseillers commerciaux n'ont pas la moindre idée sur la manière de mener une guerre commerciale.

Cela n'a rien de surprenant. La politique économique des gouvernements républicains échoue depuis au moins les années 1920. Lors de l'élection, il faudra choisir entre le maintien de personnes totalement incompétentes au pouvoir et le retour à une gestion économique saine.

Traduit de l'anglais par Patrice Horovitz

CR Belouizdad Le Chabab veut confirmer

Adjal L.

C'est l'entraîneur Frank Dumas qui l'affirme : il est satisfait du recrutement en vue de la saison 2020-2021. Dès la reprise des entraînements, le technicien français avait dressé la liste des postes à combler ou à doubler en prévision des dures contraintes de la saison sportive qui se profilent à l'horizon.

Aussi, et en collaboration avec le manager général, Kourichi, les dirigeants ont tout fait pour répondre aux souhaits de leur entraîneur. C'est ainsi que huit nouveaux joueurs ont été engagés et qui sont appelés à faire oublier les huit partants, car ils sont censés être plus performants que ceux qui ont quitté le club. Frank Dumas aurait aimé effectuer un stage à l'étranger, mais la situation mondiale provoquée par le coronavirus en a décidé autrement. Aussi, les stages se sont déroulés en Algérie, et tout indique qu'ils ont été satisfaisants à tous points de vue. Et même le stage de Mostaganem, abrégé pour des cas suspects de contamination, n'a pas perturbé la préparation concoctée par le coach français.

La seule petite ombre au tableau concerne les joueurs étrangers, Ngombo et Koukpo, encore bloqués respectivement en Tunisie et en Bel-

gique, qui doivent récupérer leurs visas d'entrée en Algérie. C'est que le staff technique misera beaucoup sur ce duo, appelé à compléter l'effectif en place. En effet, les dirigeants ont réussi à préserver l'ossature de l'équipe championne d'Algérie 2019-2020. A propos de cette consécration, des voix se sont élevées, émettant des réserves sur le sacre des Belouizdads. Ces derniers aussi auraient aimé que le championnat aille à son terme, « mais à l'impossible n'est tenu », dit-on. La pandémie a bouleversé toutes les activités, et le sport n'y a pas échappé. Al'arrêt de la compétition, le CRB était bel et bien en tête du classement, ce qui prouve, chiffres à l'appui, qu'il a été le plus constant et mérité donc son sacre. Justement, et en raison de ces réserves, les coéquipiers de Nessakh redoublent d'efforts pour confirmer que ce titre n'est pas le fait du hasard. Il s'agit là d'une motivation supplémentaire pour eux. Et cette mission va démarrer déjà face à l'USMA, pour l'octroi de la Supercoupe d'Algérie.

Or, l'USMA, avec un recrutement de grande qualité, sera le « révélateur » idéal pour connaître le niveau de l'équipe du Chabab. Avec au bout un trophée appréciable, cette rencontre revêtira un caractère quasi officiel dont

personne ne se plaindra, bien au contraire. On imagine que les joueurs des deux clubs sont très désireux de reprendre la compétition et de justifier, qui pour leur maintien parmi l'effectif, qui pour leur recrutement. Tous les observateurs sont impatients de voir ces formations qui, à en croire les dirigeants et les joueurs, sont candidats au prochain sacre.

On aura une idée sur leur potentiel car, en raison du retard de la préparation, aucune équipe ne sera tout fait au point. Il est logique d'attendre le déroulement d'au moins une demi-douzaine de matches pour être fixé sur leurs potentialités. A ce propos, Frank Dumas attend les rencontres amicales pour choisir ses titulaires et ses remplaçants. Si l'on se base sur leurs déclarations, tous les joueurs sont déterminés à se battre pour convaincre leur entraîneur et arracher les places du onze type. Il faut préciser qu'en technicien avisé, Dumas a déclaré « que tous les postes sont à prendre », ce qui va provoquer une émulation que tout le monde espère qu'elle sera saine et profitable à l'équipe. Quoi qu'il en soit, les supporters belouizdads sont convaincus que leur club va jouer les premiers rôles. Pour un champion en titre, c'est la moindre des choses.

USM Alger Anthar Yahia déplore l'absence de matchs amicaux



Le directeur général sportif de l'USM Alger, Anthar Yahia, a regretté de ne pas pouvoir organiser jusque-là des matchs amicaux de préparation, en raison de la détection de cas positifs au coronavirus (Covid-19) chez certains de ses joueurs.

« Le stage effectué à Mostaganem s'est déroulé dans de bonnes conditions, où il a été question de travailler le côté athlétique. Seul bémol, c'est de ne pas pouvoir jouer jusqu'à présent des matchs amicaux. On s'est retrouvé à chaque fois contraints d'annuler des rencontres en raison de cas positifs au coronavirus (Covid-19) », a regretté Anthar Yahia, dans un entretien sur la page officielle du

club. L'USMA a annoncé jeudi dernier la détection de « plusieurs cas positifs asymptomatiques » au Covid-19, provoquant l'annulation du match amical qui devait se jouer le vendredi face au Paradou AC à Hydra. Un peu plus tôt, le club algérois a révélé la contamination de cinq joueurs, testés positifs. « Lors du stage effectué à Mostaganem, les joueurs ont été très disciplinés sur le respect du protocole sanitaire, mais malheureusement nous avons eu des cas positifs asymptomatiques. Nous avons traité ces cas avec le plus grand sérieux possible en les confinant. A la fin du stage, on voulait disputer un match amical, mais à défaut, nous avons décidé

d'organiser un autre stage qui s'étalera jusqu'au 12 novembre, ndlr à Alger pour rapprocher un peu plus le groupe et créer plus de cohésion. Nous allons certainement finir par disputer des matchs amicaux dans le respect total du protocole sanitaire », a-t-il conclu. Les « Rouge et Noir », dirigés sur le banc par le technicien français François Ciccolini, entameront la nouvelle saison, en disputant la Supercoupe d'Algérie, programmée le 21 novembre face au CR Belouizdad au stade du 5-Juillet, suivie une semaine plus tard par le début du championnat de Ligue 1, dont la première rencontre se jouera à domicile face à l'ES Sétif.

Mohamed Boukerche Un mémorial en préparation

Kadiri Mohamed

C'est à Bir El Djir, chez Mekamene Salah Ed-dine, que s'est tenue la réunion de préparation du mémorial Mohamed Boukerche, ce grand serviteur de notre pays et de sa région, intellectuel de renom qui nous a quittés il y a deux années. De concert avec son fils Fouad, des personnalités des wilayas d'Oran et de Sidi Bel-Abbes, à l'image des Kechra, Arbaoui, Sendid, Sebaa Bachir, Chaïb Haddou, Bentis, Djebbour Toumi, Kerroumi Nasri et Louafi, ont répondu présent à ce rendez-vous afin d'établir les grandes lignes du mémorial de celui qui a activé dans tous les chantiers de développement, dont ceux de sa chère ville d'Oran, ainsi que dans le noble secteur de l'enseignement. Footballeur à l'ASM dès 1947, haut cadre de l'éducation durant plusieurs décennies, Hadj Mohamed Boukerche fut le type même de self-made-man qui a gravi les échelons par son seul mérite.

Conseiller d'Otmane Abdelhak, avec Bendimerred, il a fait partie des pionniers de la presse en créant « La République - El Joumhouria » début 1963. Il a lancé la rubrique sportive en rédigeant de nombreux articles, aux côtés des Pagon, Jawad, Abbes, Brahiti, Adjal, Bensafi, Saïm, Kacem Saâdoune

Yahia et Mankour. L'histoire a retenu que cette équipe a donné une grande notoriété à la rubrique sportive de ce quotidien. Quant à ses premiers pas en football, il les a effectués à l'EMO, avant de passer en catégorie cadette de l'ASM sur insistance des inoubliables Baghdad Aboukebiri et Hadeji Hadj. Doué techniquement et très véloce, son premier match fut une grande réussite puisque, junior première année, il a été titulaire avec ses coéquipiers El-Kadiri, les frères Benatia, Belhadji, Benali, Sadou, Chalabi, Ouad-dah, Hamida Moréno, Hamia, Bizizi et Yahia. Ce jour-là, il avait inscrit un but décisif à Jorro, le grand gardien de l'AGSM et de la sélection d'Oranie.

Grâce à une remarquable longévité, Hadj Boukerche a côtoyé plusieurs générations de footballeurs avec son club de cœur, l'ASM, qu'il a servi fidèlement. A 30 ans, pourtant encore en possession de tous ses moyens physiques, préférant laisser la place aux jeunes, tout en assouvisant son amour du football au sein des équipes vétérans jusqu'à l'âge de 75 ans ! Sur le plan professionnel, ce fut une remarquable réussite. Instituteur, sa véritable vocation, il a gravi un à un les échelons de la hiérarchie de l'éducation, devenant

inspecteur de l'enseignement, respectivement avec Hirèche Mohamed, Baki Boualem, Zerhouni et Chenini.

Président de l'APW durant de nombreuses années, il a fait partie de la Délégation Spéciale avec le professeur Boudraâ, Safer Abdelkader et le docteur Djebbari, étant désigné d'office par ses pairs. Il a été également vice-président de la LOFA du temps de Hadj Abdellillah, Benzaoui Abdelkader, Benzellat Kouider et Ghalem Lahouari. Ayant parfaitement élevé ses huit enfants, tous universitaires, il est resté actif jusqu'à ses derniers jours, lisant beaucoup et surtout devenant « mouadène » d'une mosquée de son quartier, résultat d'un consensus des fidèles du lieu, séduits par son sérieux et sa sagesse. On considère que la prière du mort par un vendredi a eu lieu à la mosquée où il officiait est un émouvant signe du destin. Au cours de cette rencontre, plusieurs témoignages ont été apportés par les intervenants. Il est convenu que Boukerche Fouad et Mekamene vont peaufiner le programme en laissant ouverte la contribution à toutes les bonnes volontés au sein de ce comité décidé de concrétiser cette louable action digne de la dimension de l'intellectuel footballeur.

France Benlamri en évidence à Lille

Djamel Benlamri a effectué ses débuts officiels avec Lyon dimanche lors du déplacement à Lille et dans des circonstances particulières puisque son équipe était réduite à dix. Alors que le score était de 1-1 à la mi-temps que l'attaquant turc Burak Yilmaz a causé beaucoup de problèmes aux Lyonnais, Marcelo est expulsé à la 50e minute pour un second carton jaune. L'entraîneur français Rudi Garcia décide de lancer dans le bain Benlamri qui prend la pla-

ce de Houssein Aouar à la 52e minute. Durant près de 45 minutes, il aura réalisé une mi-temps très convaincante, dans un style « old school », il s'est montré intraitable sur les duels aériens, obtenant même des coup-francs pour les siens dans la surface. Il réalisera aussi un tackle sous forme d'interception dans l'axe et un autre pour dégager en touche. Très déterminé et motivant notamment son jeune coéquipier en défense Sinaly Diomandé (19

ans), il a réussi avec ses coéquipiers à éviter la défaite alors que Lille n'a pas arrêté d'attaquer en seconde période. Cette prestation a été saluée comme il se doit par tous les médias français. Ce gros match prouve toute la classe de l'international algérien qui a prouvé que le sacre en CAN 2019 n'était nullement le fait du hasard. En tout, il a marqué des points en prévision de la seconde année en option annoncée lors de la signature de son contrat.

Tennis Le tournoi ITF de Monastir annulé

Le tournoi international féminin de tennis auquel devait participer l'Algérienne Inès Ibbou du 9 au 15 novembre à Monastir (Tunisie) vient d'être annulé selon les organisateurs, par mesure de prévention, après la hausse enregistrée dernièrement dans les cas de contamination au COVID-19.

Ce tournoi devait être le quatrième consécutif pour

la championne d'Afrique junior de 2015, qui s'est retrouvée bloquée en Tunisie après la fermeture des frontières entre les deux pays, en raison de la pandémie. Prenant les choses du bon côté, l'Algérienne de 21 a mis à profit cette situation en participant à la quasi totalité des tournois qui ont été organisés à Monastir pendant cette période, ce qui

lui a permis de récolter de précieux points.

Une moisson ayant non seulement permis à Ibbou de se maintenir au 153e rang mondial chez la Fédération internationale de tennis (ITF), mais aussi à gravir 13 marches chez les professionnelles de la Women's Tennis Association (WTA), se positionnant désormais au 620e rang avec un total de 52 points.

Angleterre La presse très sévère envers Pogba

En Angleterre, un choc avait lieu en Premier League entre Manchester United et Arsenal. Et ce sont les Gunners qui se sont imposés (1-0) grâce à un penalty de Pierre-Emerick Aubameyang. Mais la victoire des Londoniens est éclipsée par celui qui a provoqué la faute dans la surface : Paul Pogba. Et la presse britannique n'épargne pas le Français. C'est le cas du Daily Express qui estime sur sa Une que cette faute est « tellement stupide! », « Pogba

prend la responsabilité de la défaite des Red Devils », écrit le quotidien. Une erreur évitable qui coûte cher aux Mancuniens et qui fait aussi la couverture du Daily Star. Le tabloïd fait dans le jeu de mots avec le prénom du Français pour décrire une situation « épouvantable. » Le Mirror également s'en prend ouvertement au champion du Monde 2018, qui s'amuse de cette situation avec un véhément : « malade comme un chien. » En tout cas, Pogba n'a pas fui ses responsabilités après la

rencontre et avoue avoir joué un rôle de la défaite des siens : « mon erreur stupide nous a coûté ce match. On leur a donné la victoire. Les détails font gagner les matchs. Ils ont été meilleurs que nous sur ça. Il y a une erreur de ma part, je prends mes responsabilités. Je reviens d'une course, je vois qu'il y a un appel derrière moi, je voulais juste toucher la balle et la mettre en corner. » Pogba devra montrer un autre visage contre Bafakbehir, dès demain en Ligue des Champions !

Ronaldo et Ibrahimovic font de la résistance

En Italie, les papys font de la résistance et s'affichent en Une de tous les journaux sportifs de la Botte.

Le Corriere dello Sport rend un hommage appuyé aux « Infinis », Zlatan Ibrahimovic (39 ans), auteur d'un but sensationnel avec Milan et évidemment à Cristiano Ronaldo (35 ans) ? qui a inscrit un doublé dès son entrée

en jeu après 19 jours d'absence. Pour le quotidien : « Ibra et Cristiano sont éternels : le Milan en fuite, la Juve court à nouveau. » En effet, les deux cadors ont permis à leur équipe de l'emporter dimanche, respectivement face à l'Udinese (2-1) et contre le Spezia (4-1). La Gazzetta dello Sport s'enflamme aussi pour les deux joueurs et indique

qu'avec « Ibra et Cristiano, c'est un dimanche phénoménal. » C'est le Suédois avec son retourné acrobatique et le journal au papier rose qui évoque le « retour du Martien » pour le Portugais. Enfin, pour Tuttosport, Cristiano prévient tout le monde : « je suis de retour » et parle là de « show CR7 » sur la pelouse du promu hier.

Le Real Madrid face à son destin

En Espagne, la Ligue des Champions s'affiche en couverture de Marca.

En effet, le Real Madrid est face à son destin dans la plus belle des compétitions européennes. Et ce mardi face à l'Inter, l'équipe de Zidane jouera gros. Pour le quotidien

madrilène, c'est « le pire rival du groupe au meilleur moment. » Forts de leur victoire face au Barça en Liga et leur folle remontée contre Mönchengladbach, les Merengues sont en plein essor et c'est « le meilleur moment pour affronter l'In-

ter », juge le quotidien, qui indique également que « le retour en forme d'Eden Hazard invite à l'optimisme ». Le faux pas est interdit face aux Nerazzurri, sinon c'est leur avenir européen qui risque d'être rapidement compromis.

Arsenal

Fin de la longue et mauvaise série

Arsenal a mis fin dimanche à une très vilaine série. Celle de ses matches sans victoire à l'extérieur contre le « Big Six », qui durait depuis plus de 2.000 jours.

Arsenal s'est imposé dimanche sur la pelouse de Manchester United (0-1), et c'est plus qu'une simple victoire pour le club londonien. Les Gunners ont mis fin à l'une des séries les plus embarrassantes du football anglais, celles de leurs matches sans victoire à l'extérieur face au « Big Six ». Il fallait remonter à janvier 2015, il y a 2114 jours, pour voir Arsenal s'imposer chez un gros, à Manchester City en l'occurrence. A Old Trafford, c'est la première fois depuis 2006. On était très loin, dimanche, du niveau de jeu des grandes batailles offertes par les MU-Arsenal des années 2000, du temps de la grande rivalité entre Sir Alex Ferguson et Arsène Wenger. Et le « Big Six » évoqué plus

haut est en ce moment plus un « Big Six » économique que sportif, car Man Utd pointe ce lundi matin à la 15e place de la Premier League, tandis qu'Arsenal est 9e. Il n'empêche que les signaux sont positifs pour Mikel Arteta. Le technicien espagnol a pris la succession d'Unai Emery juste avant Noël dernier, et c'était tout sauf un cadeau. Il a mis du temps à imposer sa patte, et il reste encore clairement du travail, mais Arsenal semble sur la bonne voie. Les Gunners ont remporté deux trophées cet été (FA Cup puis Community Shield), ce qui fait toujours du bien à un club. Surtout, ils semblent avoir réussi leur recrutement.

Après avoir trouvé en Pierre-Emerick Aubameyang le joueur capable de porter leur attaque, les dirigeants londoniens ont renforcé les autres secteurs du jeu, qui en avaient bien besoin. L'ex-Lillois Gabriel Magalhães s'est

rapidement imposé comme un titulaire, et il est désormais incontournable dans la défense à trois d'Arteta. Surtout, le milieu de terrain Thomas Partey ressemble d'ores et déjà une très bonne pioche. C'est d'ailleurs un ancien Mancunien qui le dit. « Il a été exceptionnel », s'est ainsi emballé Roy Keane sur Sky Sports. De toute évidence, il n'est pas peur de jouer les grands matches. Quand vous regardez un joueur en direct, c'est à ce moment-là que vous pouvez juger un joueur et plus je le regarde, plus je souhaite qu'il soit au milieu de terrain de United. Il est grand, fort, agressif, et il peut jouer vers l'avant. J'ai livré quelques batailles avec Vieira et je pense que ce gamin a une chance de correspondre à ce que Patrick avait l'habitude de faire. » On y revient aux MU-Arsenal des années 2000. Ce ne peut qu'être qu'un signal positif, dans ce cas précis.

Keane allume Cavani

56, c'est le nombre de minutes qu'a joué Edinson Cavani depuis son arrivée à Manchester United. L'Uruguayen, arrivé libre cet été du Paris St-Germain, n'a pas vraiment eu l'occasion de convaincre. Et pourtant, les observateurs n'ont pas hésité à le critiquer. Et Roy Keane, habitué des phrases for-

tes, n'a pas fait exception.

La légende des Red Devils, consultant sur Sky Sports, a ainsi allumé l'ancien Parisien : « je suis intrigué quand je regarde les échauffements. Cavani n'a même pas levé une jambe. Est-ce qu'il s'est vraiment échauffé. Ensuite il entre sur le terrain dans la peau d'un remplaçant et doit

remettre son équipe dans le match. Ole Gunnar Solskjær parle de remettre Edinson Cavani en jambes mais parfois c'est aussi au joueur de faire quelque chose ». L'Irlandais dénonce donc un manque d'implication de la part de l'Uruguayen, à voir si le Matador trouvera la motivation...

AS Saint-Étienne C'est la crise



La nouvelle défaite (0-1) concédée par Saint-Étienne face à Montpellier noircit un peu plus le bilan de Claude Puel à la tête de Saint-Étienne. Nouvelle désillusion pour Saint-Étienne. Opposée à Montpellier à Geoffroy-Guichard, l'ASSE s'est en effet inclinée 0-1, concédant là sa cinquième défaite de rang. Les trois victoires pour démarrer la saison paraissent désormais bien loin même si elles permettent aux Stéphanois de rester éloignés de la zone de relégation. Ce nouveau revers vaut également à Claude Puel d'afficher 51,7% de défaites après un peu plus d'un an passé sur le banc stépha-

nois. Il s'agit du pire bilan d'un entraîneur des Verts dans l'histoire du club. Il surpasse les 50% de défaites d'Alain Perrin ou les 48,5% de Jean Djorkaeff. Interrogé à l'issue de la rencontre, l'ancien milieu de terrain regrettait notamment les débuts de match ratés de ses troupes. « Le scénario et la physiologie de nos matches se répètent. On concède une première occasion et par là même un premier but et ensuite on peine à refaire surface. Après discussion et réorientation à la mi-temps, on revient dans le match en termes de jeu car nous avons le ballon avec trois ou quatre situations que l'on se doit de conver-

tir. On ne peut pas s'en satisfaire », a-t-il ainsi analysé. Et la situation est d'autant plus critique pour l'ASSE que se profile le derby chez le voisin lyonnais. « On va remettre du cœur à l'ouvrage pour être dans les meilleures dispositions pour le derby (contre Lyon) qui reste particulier et à part. C'est vrai qu'on ne l'a pas très bien préparé avec une défaite à la clé, a-t-il poursuivi. Il faut que tout le monde reste bien concentré et solidaire en donnant le meilleur. Car on peut donner plus, on le voit sur la seconde période. Il faut maintenant trouver des parades et avancer. »

Allemagne

Gerd Müller serait en fin de vie

Le légendaire attaquant international allemand Gerd Müller « glisse vers sa fin » alors qu'il est atteint par la maladie d'Alzheimer, a confié son épouse, Uschi Müller, hier au Bild à la veille du 75e anniversaire du meilleur buteur de l'histoire du football allemand. Müller vit dans une maison de retraite et reçoit quotidiennement la visite de sa femme, qui lui a dit qu'elle essaierait de lui parler « avec des mots lents et clairs » et regarder la télé-

vision avec lui le jour de son anniversaire comme n'importe quel autre jour. « Il a toujours été un combattant, toujours courageux, tout au long de sa vie. Gerd glisse vers sa fin », a déclaré Uschi Müller. « Il est calme et paisible, et je ne pense pas qu'il ait à souffrir... J'ai l'espoir qu'il ne puisse pas penser à son sort, à une maladie qui prive une personne de sa dernière dignité ». Le Bayern Munich, club de longue date de Mueller, a rendu sa maladie publique à l'occa-

sion de son 70e anniversaire en 2015. Le « Bombardier » a marqué 365 buts et 427 matches de Bundesliga, remportant tous les titres possibles avec le Bayern.

Ses 40 buts en une saison de championnat sont un record qui n'a toujours pas été battu. Il a également remporté l'Euro 1972 et la Coupe du monde 1974 pour l'Allemagne de l'Ouest, en marquant le but vainqueur en finale. Il a marqué 68 buts en 62 sélections avec la Mannschaft.

L'AC Milan veut conserver Zlatan Ibrahimovic

Revenu à l'AC Milan cet hiver, Zlatan Ibrahimovic impressionne. Grand artisan de la série de 24 matches sans défaite des Lombards, le Suédois est toujours un serial buteur. Du haut de ses 39 ans, il trône au sommet du classement des buteurs, avec 7 réalisations en seulement 4 matches. Il est donc toujours indispensable. Du moins aux yeux des dirigeants milanais qui auraient fait de sa prolongation de contrat une priorité selon CalcioMercato. En fin de contrat à la fin de la saison, l'ancienne star du PSG serait plutôt ouverte à l'idée de prolonger encore l'aventure avec les Rossoneri, avec notamment la perspective de retrouver la Ligue des Champions. La retraite ne semble donc pas être d'actualité.



Ligue des champions d'Europe Madrid et Bergame, pôles d'attraction



Adjal Lahouari

Avec les blessures et les effets du coronavirus, les entraîneurs ont du souci à se faire. Car, la situation inédite due à la pandémie oblige l'UEFA à accélérer le déroulement de la phase de poules qui s'achèvera le 9 décembre. Parallèlement, les championnats européens doivent également suivre leur cours. Au sein de chaque club, lorsqu'un crack est touché, c'est la panique. On citera le cas de Neymar sorti après 26 minutes à cause de douleurs aux adducteurs. On a vu aussi des joueurs laissant leurs coéquipiers en raison de problèmes musculaires. Gageons que les staffs médicaux et les préparateurs seront plus sollicités que jamais. Ceci dit, les deux précédentes journées n'ont pas engendré l'ennui, avec des buts et du spectacle. Il n'y a pas de raison que cela change pour le compte de la troisième journée avec des affiches très attendues. Traditionnellement, cette étape détermine en partie les favoris. Des 32 formations, seulement trois, le Bayern, le Barça et Manchester United, ont fait le plein, et tout indique qu'ils vont continuer sur leur lancée. Les coéquipiers de Neuer, vigilants champions en titre, rendront visite au RB Salzbourg, dernier du groupe A qui s'est incliné mardi passé face à l'Atlético Madrid, ce dernier grâce à son meneur de jeu portugais Joao Félix. Encore une fois, la « machine » bavaroise est appelée à imposer sa loi étant, de loin, supérieure sur tous les plans. Il ne reste qu'à connaître l'ampleur du sco-

re. A Moscou, les hommes de Diego Siemone sont appelés à faire preuve de solidité, car le Lokomotiv est une bonne équipe qui a donné du fil à retordre au Bayern. Avec ses trois points, l'Atlético possède un avantage appréciable sur son adversaire.

Aussi, les Moscovites abattront une carte importante dans la course à la seconde place de ce groupe. Incontestablement, le groupe B est bel et bien « celui de la mort » selon l'expression consacrée. Sur le papier, le Real et l'Inter Milan étaient annoncés comme les favoris logiques. Mais le revers des Madrilènes à domicile face aux Ukrainiens et le nul concédé par l'Inter chez lui au cours de la première journée ont donné une toute autre physionomie à ce groupe. Si Chakhtar est nanti d'un capital de quatre points, les trois autres formations sont réunies dans un mouchoir de poche, d'où l'importance des résultats de ce soir. Les hommes de Zidane, auteurs d'un nul miraculeux en Allemagne, sont tenus de battre les Milanais. C'est simple, un nul les mettrait dans une situation inconfortable.

Avec le retour du Belge Hazard, auteur d'une prometteuse prestation samedi en Liga, le Real aura un atout très appréciable pour parvenir à ses fins. Une inconnue demeure cependant, à savoir le comportement de la défense face au duo des buteurs Lukaku-Lautaro. L'autre match de ce groupe s'annonce également incertain.

Les coéquipiers de Bensebaini auront à bien gérer leur sortie face aux Ukrainiens qui se contenteraient bien d'un résultat nul pour conserver

leur première place. Dans le groupe C, Manchester City a les faveurs du pronostic face à Olympiakos et paraît en mesure d'effectuer un grand pas vers la qualification avec neuf points. Les partenaires de Mahrez, rassurés en défense avec l'arrivée du Portugais Ruben Dias, sont appelés à dérouler face à une formation grecque limitée.

Il en sera de même dans le second match de ce groupe. On imagine mal en effet que l'O. Marseille, après sa piètre prestation face à Man City, puisse ramener un bon résultat de cette périlleuse expédition. Favori sur ses terres, Porto est appelé à accompagner Man City en huitièmes de finale.

Ceci ne fait que confirmer le faible niveau des clubs français, exception faite du Paris SG et de Lille, qui brille en Europe League. Atalanta-Liverpool est un authentique choc, plus équilibré qu'on ne croit. Les raisons sont simples : d'un côté, l'équipe de Jürgen Klopp est diminuée par les blessures et n'affiche pas la même autorité en raison de l'absence de trois titulaires. Il est heureux que Liverpool soit nanti de six points avant le coup d'envoi du match de ce soir. D'un autre côté, Atalanta est capable du meilleur comme du pire. Si c'est le premier cas, les Anglais vont souffrir. Dans le cas contraire, ils pourraient rafler la mise.

En tout cas, avec la pléiade d'excellents footballeurs sur le terrain, on devrait assister à un spectacle haut de gamme sur fond de bataille tactique entre deux des meilleurs entraîneurs du temps présent. Enfin, les Hollandais d'Ajax sont appelés à battre la faible équipe danoise de Midtjylland, dernière du groupe et dont l'attaque n'a pas encore trouvé le chemin des filets.

Les champions des Pays-Bas viennent de battre un record en championnat en atomisant leur dernier adversaire par le score de 13 à 0 !

TV: Mediapro propose une renégociation à la Ligue 1

Le patron de Mediapro a récemment indiqué qu'il était prêt à discuter avec la LFP pour éviter le fiasco total de Téléfoot. James Roures a donc mis deux offres sur la table. Le conciliateur nommé par le Tribunal de commerce de Nanterre veut, selon certaines indiscretions, boucler un éventuel accord entre Mediapro et la Ligue de Football Professionnel début décembre. Mais pour l'instant, rien ne filtre de ces possibles négociations entre Jaume Roures et Vincent Labrune concernant le paiement des droits TV de la Ligue 1 et de la Ligue 2.

Si le groupe sino-espagnol n'a pas payé l'échéance de 172ME début octobre, il en sera probablement de même le 5 décembre. Les dettes s'accumulent pour Mediapro, mais pourtant son patron

ne jette pas l'éponge et croit toujours pouvoir sauver Téléfoot et les droits qu'il a achetés il y a deux ans à la grande joie des présidents de Ligue 1 et de Ligue 2 à un prix qui s'avère totalement impossible à assumer en 2020.

Ce lundi, le site spécialisé MediaSportif affirme que Mediapro a deux idées pour tenter de sauver ce qui peut encore l'être. « Pour passer cette mauvaise période, Jaume Roures souhaite officiellement renégocier l'année de contrat en cours, sans remettre en cause les engagements pris sur les 3 années suivantes.

Deux options ont été avancées. La première verrait le calendrier des paiements être réaménagé, avec une plus grande partie des près de 830ME annuels dus versés au printemps 2021. Dans les faits,

ce décalage est déjà en cours. Mediapro pourrait cependant obtenir un abandon des pénalités de retard prévues au contrat, à condition de payer d'ici juin 2021 l'ensemble de la somme initialement promise », explique, dans un premier temps, Mediasportif, qui indique que l'autre option pour éviter le naufrage est une baisse de ces droits pour la saison 2020-2021, histoire de permettre à la LFP de s'assurer quand même une partie du gâteau prévu. Reste que rien ne justifie de baisser le prix des droits TV de la Ligue 1 cette année alors que justement l'absence de public dans les stades est une aubaine pour les chaînes. Et surtout si la Ligue acceptait de baisser le prix sur cette saison, Canal+, BeInSports et Free en feront de même.

C1

Retrouvailles Zidane-Conte

Vingt-quatre ans après le début de leur amitié née à Turin, Zinedine Zidane et Antonio Conte se confrontent à nouveau à la tête du Real Madrid et de l'Inter Milan, affiche alléchante de la 3e journée de Ligue des champions aujourd'hui. Alors que l'Inter et le Real sont mal embarqués dans cette phase de poules de Ligue des champions, respectivement à la 3e et 4e place du groupe B, Zidane et Conte doivent mettre leur relation de côté mardi soir pour tenter de sauver un début de campagne européenne mitigée. Leur histoire commune, longue de près d'un quart de siècle, va connaître un nouveau chapitre ce soir. Car Conte et Zidane se connaissent mieux que quiconque: comme joueurs, ils ont partagé cinq saisons à la Juventus de Turin, celles de la révélation à l'international pour «Zizou» (1996-2001), avec notamment deux titres de champions d'Italie et deux finales de Ligue des champions perdues en 1997 et 1998, outre les deux succès avec les Bleus en Coupe du monde 1998 et à l'Euro-2000. Ils ont disputé quelque 131 matches ensemble sous le maillot bianconero, selon des calculs de la presse italienne, et sont depuis restés amis. «A la Juve, je jouais avec lui, Deschamps et Davids.

Un beau milieu de terrain, non ? On courait pour lui et c'était fantastique parce quand il avait la balle, il pouvait se passer n'importe quoi: c'était un génie», avait encensé Conte au sujet de «ZZ», avant leur premier face-à-face comme entraîneurs, en juillet 2016, à l'occasion d'un match amical entre Chelsea et le Real Madrid aux Etats-Unis. L'affrontement de ce soir n'aura rien d'amical, entre un Inter qui devra composer sans son artilleur en chef Romelu



Lukaku, et un Real Madrid sur courant alternatif avec un revers à domicile contre l'équipe B du Shakhtar Donetsk (3-2), puis un nul arraché sur le fil chez le Borussia Mönchengladbach (2-2). A Madrid, Conte repensera peut-être brièvement qu'il avait failli devenir l'entraîneur du Real Madrid il y a deux ans, après l'échec de Julen Lopetegui sur le banc merengue. Tout était bouclé, la conférence de presse de présentation était déjà calée... mais Conte avait subitement décidé de renoncer à un contrat en or, selon la presse italienne. Et après le bref intérim de Santiago Solari, Zidane avait rempli quelques mois plus tard, en mars 2019, pour une deuxième pige qui dure encore aujourd'hui.

Les voilà désormais face à face. Pourtant, rien ne laissait présager que les deux milieux soient amenés à se croiser sur les bancs des géants d'Europe, presque 25 ans après leur rencontre. «Sur Antonio, j'aurais parié quelques billets. Lui était

entraîneur déjà sur le terrain et donnait l'exemple à tous. Un leader silencieux, comme Zidane, sur qui au contraire je n'aurais jamais misé. Jamais je ne me serais attendu à le voir comme entraîneur, et on parle maintenant d'un de ceux qui a remporté le plus de titres dans le monde», s'est étonné Alessandro Tacchinardi, qui a joué à la Juventus avec les deux, interrogé par la Gazzetta dello Sport. Outre le fait d'être les vraies «stars» de leurs équipes (Conte gagne plus que tous ses joueurs, avec plus de 10 M d'euros annuels, tandis que le salaire de Zidane, environ 12 M d'eurost annuels, est équivalent aux meilleurs salaires des joueurs du Real. L'Italien et le Français partagent un même charisme taiseux, et une science de la gagne. Conte et Zidane aujourd'hui sont des entraîneurs top qui montrent comment on peut gagner de façons différentes. Ils ont transmis à leurs équipes leurs propres caractéristiques de joueurs.

Aujourd'hui

19h00: ...L. Moscou	-	Atlético Madrid
..... Chakhtar	-	Moechengladbach
21h00: ...Salsbourg	-	Bayern
..... Real Madrid	-	Inter Milan
..... Atlanta	-	Liverpool
..... Man City	-	Olympiakos
..... Porto	-	Marseille
..... Midtjylland	-	Ajax

APPELEMENTS

■Loue F4 de 109 m² au 5^{ème} étage Site Hayet Regency USTO LPP pas loin de l'hôpital de la Police – Prix : 4 U - Agence Immobilière « ABDALLAH » - 041.29.14.59 / 0770.40.87.48

■Appartement Bel Air / ORAN : A louer dans Résidence avec Agent de sécurité un Appartement par palier - 9^{ème} étage - Vue sur mer - (Calme) - 120 m² - Open Space (Tout confort) - 25 Rue de Normandie - Tél : 0542.82.86.80

■Vends à ORAN Centre-ville : Bureau de 155 m² au 1^{er} étage de la Rue Mohamed Khemisti, à côté de la Banque BNA - Idéal pour Fonction libérale – Contacter : 0795.83.71.03 / 0658.04.12.31

■A vendre Appartement F3 au 2^{ème} étage - 2 façades - Sur la Rue de la Vieille Mosquée et la Rue Khemisti - Situé au centre-ville d'ORAN – Tél : 0668.52.70.58

■A vendre à ORAN dans la Tour Mobilart Résidence Bahja Center Front de mer (Frangie maritime) : Appartement standing F4 - Superficie 155 m² au 1^{er} étage pour usage d'habitation ou professionnel - Mob : 0560.05.11.95

■A vendre ou à louer des Apparts : F3. 120 m² - F4. 140 m² et F5. 200 m² - Promot-onnels avec toutes les commodités (Cuisines équipées - Chaudière - Chauffage central... etc. - Garage de voiture - à : Bir El Djir - Rond-point Wilaya - Front de mer - Belgaïd - Cité Petit – Tél : 0772.43.37.38 - 0555.89.91.04

■A louer F4 de 108 m² au Rez-de-chaussée à USTO - Pyramides (ORAN) - 45.000 DA – Convient : Habitation ou Activité libérale – Tél : 0658.84.50.61

■Loue : F3 à Maraval. RDC (2,5 U) - F3 à Belgaïd. 3^{ème} (3 U) - F3 à Seddikia. 1^{er} (4 U) - Villa à Kerma (5 U) - 2 Villas à Arzew (12 U) - F1 à Douar Boudjemâa. RDC - F1 à Coca (1,5 U) – AG. « ABDALLAH » - 041.29.14.59 / 0770.40.87.48

■A vendre Appartement F4 - 87 m² - état initial - Acté - au 6^{ème} étage - Situé à : 111 Rue Mohamed Boudiaf « Sémiramis » début de la Rue de Mostaganem au centre-ville d'ORAN – Prix : 990 Négociable - Tél : 0659.27.19.91

■Loue F3 super luxe de 99 m² avec Box pour une voiture à la Résidence Mirabelle Bd des Lions - Pépinière - ORAN - 4^{ème} étage (6 U) - Possibilité meublé - AG. « ABDALLAH » - 041.29.14.59 / 0770.40.87.48

■Vente Apparts : F2 de 70 m² à 90 m² / F3 de 85 m² à 110 m² / F4 Gd standing avec 2 sanitaires / F5 Gd standing avec 3 sanitaires - Finis - Clés en main - Luxe - Pas de vis-à-vis - Façade sur Autoroute 4ème Périphérique - ORAN - (possibilité de crédit bancaire) - Tél : 0542.68.15.04

■Vends Appart - Acté- F4 au RDC avec grand balcon, Cité Belle Vue- à 5 minutes (Akid Lotfi Oran). Convient cabinet: médecin- avocat- notaire... Pas de courtier SVP - Tél: 0656.19.19.74

TERRAINS

■Vends ou Echange : Terrain industriel 10.000 m² (1 Hectare) ES-SENIA contre Villa à ORAN + Compl. - Etude toutes propositions - Contacter Cabinet Immobilier 04 Rue Med Khemisti face à La banque CPA – Tél : 0552.58.43.72 / 041.36.16.43 / e-mail : cabinetbensaid@gmail.com

■A vendre Lot de Terrain de 120 m² à Bir El Djir Coop. El Golf – Tél : 0794.61.19.73

■A vendre Lot de Terrain à la Zone industrielle de Bir El Djir (ORAN) plus de 3.000 m² - Tél : 0541.82.83.42

■A vendre Terrain à Bir El Djir de 120 m² à Coopérative El Golf - (ORAN) - Tél : 0697.61.66.99

■Vends Terrain de 680 m² avec trois façades au centre-ville ORAN - Convendrait Promotion immobilière ou Hôtel - Tél : 0771.78.88.55

■A vendre Lot de Terrain - Superficie 152 m² - Situé à Bir El Djir : Coop. Bahja Mostakbal Ilot 139 N° 62 - (ORAN) - N° Tél : 0561.80.54.16

PENSÉE

A mon très cher père
ADDJ Lahouari
(1935 - 2010)
10 ans sans toi... Papa,
Pénible fut ce mercredi 03/11/2010. Voilà 10 ans que tu es parti en silence sans claquer la porte derrière toi avec ton magnifique sourire qui restera gravé à jamais en moi. Le Bon Dieu t'a choisi toi, parce que tu mérites une vie meilleure, saine comme ton cœur. Et ton souvenir est encore vivace dans nos cœurs. Nous gardons de toi cette image d'un homme affable, travailleur, modeste, profondément humaniste et exemplaire : bon, très bon, honnête, sage, humble et généreux. Toute la vie tu es vécu pour nous, rarement pour toi. Un de ces jours on se retrouvera et on finira ce qu'on a entamé, on continuera à aimer tout ce qui est bien, tout ce qui est beau et on sera enfin heureux pour toujours, car cette vie nous a volé même les moments où on a pu être heureux. Je t'écris en lettres d'Or pour te dire que je t'aime et que je n'oublierai jamais les bons moments que j'ai vécus avec toi. Je demande à tous ceux qui l'ont connu de joindre leurs pensées à la mienne et de prier Dieu Le Tout-Puissant de l'accueillir en Son Vaste Paradis. Repose en paix, Bouya, Khouya et Sahbi. Je ne t'oublierai jamais et jamais un père comme toi ne s'oublie.
Ta famille qui t'aime et pense à toi pour toujours.



VILLAS

■Vends - Echange Résidence Dar Dou-nia 25 Appartements : Plage Coraless côte Andalouses - ORAN - Call : 0661.41.94.37

■A vendre Villa Superficie 260 avec 3 appartements, rez-de-chaussée de F3, 1er étage : 2 appartements séparés F3 et F2, 2ème étage : Buanderie et grande terrasse, escalier indépendant, très bon voisinage, 23 Octobre, Es Sénia à côté Pharmacie Mrah- Pas de courtier SVP Tél : 0656.19.19.74

EMPLOIS

■Société de distribution de produits agro-alimentaires recherche Vendeurs avec expérience dans le domaine - Envoi CV au : SARLDISTRIQUEST@gmail.com

■Station Essence à GDYEL recrute 01 Pompiste - Appelez au Tél : 0782.15.14.21 - de 9 H 30 à 15 h 30

■Notre Société SARL ORAN PAPER qui se situe à Oran (BIR EL DJIR) recrute deux (02) Ouvrières (Femme) qualifiées et sérieuses, habitant à ORAN ou ses environs - Veuillez nous contacter sur : 0660.83.05.71 / 0560.94.57.74

■Institut Professionnel d'Esthétique et de Rééducation sis à ORAN cherche des Employées (Femmes) sérieuses et présentes, même débutantes ou Universitaires - Formation gratuite et possibilité Poste de travail à mi-temps dans la journée ou le soir – Tél : 0553.18.41.04

■Société de production en Agroalimentaire BISCORIMA recrute Vendeur - Exigences du poste : 05 années d'expérience dans un poste similaire (avec justification) - Permis de conduire obligatoire (plus de 05 ans) - Une bonne aptitude professionnelle - Résident à ORAN - Envoyez CV : recrute31sb@gmail.com

■Société Privée : U. FABRICATION BETON recrute : Comptable qualifié - Expérience plus de 05 ans - Maîtrise la langue française et l'informatique - Envoyer C.V. par Email : seddik.aglobeton@gmail.com – Fax : 041.87.50.94

■Société SARL MEDICAT Fabrication d'ostéosynthèse recrute : - Master électronique ou biomédical pour le former pour assemblage prothèse et leur moteur - Aide Comptable - Juriste pour étude soumission marché public - Habite ville ORAN - Formation sur site - email : medicatdairh@outlook.fr ou appeler au : 0661.62.67.41

■Ecole de Formation Professionnelle UniBeauté lance des Formations Modulaires en Coiffure Hommes : Technique de coiffage - Visagisme - Coupe - Coloration - Traitement capillaire - Taille et Rasage - Tél : 041.83.41.41 - Adresse : 04, Rue Ezzaoui Mustapha - Gambetta - ORAN

■Ecole de Formation Professionnelle à ORAN cherche dans l'immédiat des Formateurs et Formatrices Pédagogues qualifiés dans le domaine de l'Esthétique, la Coiffure Dames et la Coiffure Hommes, maîtrisant la langue française et l'outil informatique - Envoyer CV : contacte. esthetique@gmail.com – Tél : 041.83.42.42

40ÈME JOUR

Cher père **Mostepha BESSEDIK**
vit au fond du cœur
mais nous, ta
famille, avons tous
une profonde
pensée pour toi en
ce 40ème Jour de
ton départ subit.
Repose en paix,
cher père sous la
protection d'ALLAH
dans Son Vaste Paradis où règnent paix
et justice.
Nous demandons à tous ceux qui t'ont
connu et aimé d'avoir une pieuse pensée
pour toi.
A Dieu nous appartenons et à Lui nous
retournerons.
Famille : " BESSEDIK - HADJ SLIMANE -
SAHLI - BELALIA ".
إِنَّا لَا نَبْكِي الْمَيِّتَ لَذَاهِبِهِ عَنَا وَإِنَّمَا لِبَقَائِنَا دُونَهُ
رَحِمَ اللَّهُ مَيِّتًا لَا يَزَالُ بِالْقَلْبِ حَيًّا



PENSÉE

En cette
douloureuse
journée du 03
novembre 2012,
nous quitte à
jamais notre
grand-mère,
mère et sœur
SAHEL RAHMA.
Aussi, la famille MERZOUGUI tient
à remercier tous ceux qui ont
partagé notre chagrin de près ou
de loin.
Puisse Dieu Le Clément et
Miséricordieux l'accueillir dans Son
Vaste Paradis et la couvrir de Son
Ombre le jour où il n'y aura plus
d'ombre.
إِنَّا لِلَّهِ وَإِنَّا إِلَيْهِ رَاجِعُونَ



LOCAUX

■Loue un Dépôt de 110 m² avec Parking - Bien sécurisé - Situé Route Nationale de l'aéroport ES-SENIA - ORAN - Prix après visite – Tél : 0558.34.13.78

■A vendre Local - Superficie 21 m² - Bien aménagé avec Sanitaires - Rideau électrique... etc. - Situé au centre-ville d'ORAN – Tél : 0696.01.08.18

■A louer Conserverie d'Olives de 1.320 m² équipée + 6.000 m² non couverts à OGGAZ et bord de la RN 4 : ORAN - SIG - ALGER – Tél : 0661.200.237 / 0770.255.445

■TLEMCCEN - Loue sur axe principal industriel et commercial : Local couvert 1.200 m² / 1.800 - Double façade 90 m - Trottoir exploitable 13 m Largeur - Bâche eau 75 m3 - Poste 250 KVA + Gaz – Tél : 0554.26.99.14

■Vends Local commercial - Acté - Double façade - Superficie 56,5 m² au Rez-de-chaussée et 75,5 m² au Sous-sol - Avec : Electricité - Eau - Sanitaires et Système d'aération - Composé de deux (02) Locaux séparés - Ouverture par Rideaux électriques - Adresse : Cité 59 Logements - Belgaïd - ORAN - Nous contacter au N° : 0553.91.66.35

■MOSTAGANEM : Loue Bureau plus de 100 m² - Convient pour Société et toute Profession libérale - Près de nouvelle Académie et Cour d'appel - Quartier de qualité - Tél : 0561.72.99.65

DIVERS

■Location Licence de Café à compter du 10/11/2020 – Tél : 0798.25.41.26

■Ecole de Formation Professionnelle UniBeauté lance des Formations Modulaires en Coiffure Hommes : Technique de coiffage - Visagisme - Coupe - Coloration - Traitement capillaire - Taille et Rasage - Tél : 041.83.41.41 - Adresse : 04, Rue Ezzaoui Mustapha - Gambetta - ORAN

■Ecole de Formation Professionnelle UniBeauté lance des Formations Modulaires en Esthétique : Soins du visage - Epilation - Visagisme - Maquillage - Massage - Manucure et Pédicure - Tél : 041.83.41.41 - Adresse : 04, Rue Ezzaoui Mustapha - Gambetta - ORAN

DÉCÈS

Les familles **BENBLAL & LACHACHI** ont l'immense douleur de vous faire part du décès de leur très chère regrettée
LACHACHI Yamina
épouse Feu
BENBLAL Rachid
survenu le 29 octobre
2020 à l'âge de 72 ans à son domicile au 06 Rue BOUACHERIA Med - Courbet - Oran.
L'enterrement a eu lieu le 30 octobre 2020.
Sa famille demande à tous ceux qui l'ont connue d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire pour que la Miséricorde d'ALLAH l'accompagne pour l'éternité.
الله بـرحمك
A DIEU nous appartenons et à Lui nous retournons.
إِنَّا لِلَّهِ وَ إِنَّا إِلَيْهِ رَاجِعُونَ



DÉCÈS

Fatima ELAGAG
épouse
ELAGAG Lakhdar
vient de nous
quitter le 25
octobre 2020 à
Sig à l'âge de 75 ans.
Que ses enfants se consolent de
savoir qu'elle fut une épouse hors
du commun et une mère modèle.
Nous, ses enfants, frères et toute sa
famille en sommes affligés et prions
que Dieu l'accueille dans Son
Immense Paradis. Paix à son âme.
Ton époux ainsi que tes enfants ne
t'oublieront jamais.
ELAGAG Lakhdar



عمو محمد
أنوال فطيمة
3 نوفمبر 2011
19 نوفمبر 2000
"اللهم آنس وحشتها في القبر، و آمّن
فزعمها يوم البعث والنشور، و
أجرهما و أجرنا من عذاب الأخرّة".
إيتنكنا
آمين

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Direction de la Jeunesse et des Sports

Wilaya de Tipasa

Adresse :Siège de la wilaya

N.I.F : 099042015037822

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISoire DU MARCHE N° 09/2020

Conformément aux dispositions de l'article 65 du décret présidentiel n° 15-247 du 16/09/2015, modifié et complété portant réglementation des marchés publics, la direction de la jeunesse et des sports de la wilaya de Tipasa informe l'ensemble des soumissionnaires ayant répondu à l'appel d'offre: N° 09/2020 relative à / REHABILITATION ET EQUIPEMENT DU STADE COMMUNAL NADOR. Qu'a l'issue de l'analyse des offres, la commission d'évaluation des offres a attribué le marché provisoirement à l'entreprise

EURL EN.CO.RE - EL MOHAMADIA. Alger / NIF /000516096992756

la procédure d'évaluation et d'analyse des offres, faite conformément aux

critères prévus dans le cahier des charges, à donné les résultats suivants :

Entreprise	Commune	Délai	Montant	Points	Obs
EURL EN.CO.RE	EL MOHAMADIA	06 MOIS	24.363.822.00 Da	76.75	L'entreprise ayant remplis les conditions techniques et ayant proposé l'offre la moins disante.

Aussi et conformément à l'article 82 du même décret, les soumissionnaires contestant le choix opéré pourra introduire leurs recours dans un délai de 10 jours, à compter de la première parution du présent avis dans la presse ou le BOMOP ou le portail des marchés publics, auprès de la commission des marchés de Tipasa. si le dixième jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la date limitée pour introduite un recours et prorogée au jour ouvrable suivant.

Pour les soumissionnaires non retenus qui sont intéressés, sont inviter de se rapprocher des services technique de la direction de la jeunesse et des sports de la wilaya de Tipasa au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la publication du présent avis, à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leur offres techniques et financiers.

ANEP N° 2016017348 Le Quotidien d'Oran 03/11/2020

SOCIETE DE DEVELOPPEMENT COMMERCIAL ET INDUSTRIEL DE LA MEDITERRANEE - ORAN -

VENDS

- ❖ A proximité du nouveau marché de gros d'Oran à El Kerma / ORAN
- ❖ Accès direct sur l'autoroute Est - Ouest
- ❖ A 20 minutes du port d'Oran et 10 minutes de l'aéroport Es-Sénia

DEUX (2) HANGARS INDUSTRIELS DE 2.500 M² CHACUN Avec Acte Notarié et Livret Foncier

Le tout dans un parc industriel moderne, aménagé (Eau - Electricité - Gaz - Réseau Anti-incendie) et sécurisé.

Prix à négocier après visite

Contact SDCIM SPA : Tél : 05 50 94 90 88 / 041.33.60.46 - E-mail : sdcimspa@yahoo.fr

Maître HABIB BENYKHLEF

Commissaire-priseur près la Cour de Mascara
37, Rue Menaouer Djebbar - MASCARA - Tél : 045-72-47-05 / 0770 18 22 07

AVIS DE VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES AVEC ADMISSION DE SOUMISSIONS CACHETEES

A la demande de la Société Industrielle de Fabrication et de Commercialisation d'Accessoires Moto SARL CIFAMA sise à son Parc 9, Rue Abdelmoudjib Mostefa la Gare Mascara.

Date de la vente le : 15/11/2020 à 10 h 00.

Lot : Lot de 05 Tours automatiques + 01 Fraiseuse et autres machines.

Visite 03 jours avant la date de la vente de 09 h 00 à 16 h 00.

Conditions de vente : habituelles.

Le Commissaire-priseur

OFFICE PUBLIC DES VENTES AUX ENCHERES

MAÎTRE FELLAHI TOUFIK

COMMISSAIRE-PRISEUR PRES LA COUR D'ORAN
Rue Moulay Ahmed (ex-Lamorière) Immeuble N° 08 - ORAN - Mbl : 07.70 / 31-69-47 - Tél/Fax : 041 / 36-15-51

AVIS DE VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES
Au profit de l'ENRIO ORAN
DATE DE LA VENTE : 08/11/2020 à 10h00 mn
par Admission des Soumissions Cachetées

Lot	Désignation	Lieu de visite
01	LOT DIVERS : Mobilier de bureaux et Informatique - Armoire - Chaise - Table - Etagère métallique - Panneau en bois - Poste Transformateur...etc.	ROUTE DE ES-SENIA ORAN

Le Commissaire-priseur

شروط البيع و وضع الكفالة إجباري
البيع على الحالة التي عليها العتاد مع مراعاة باقي الشروط المتعارف عليها

Offre d'emploi

Importante société dans le secteur du BTP recrute pour les besoins de son Siège sis à Alger et ses Projets à travers le territoire national les profils ci-dessous ;

➤ Chef de Département H.S.E : 01 poste

❖ Exigences du poste :

- Diplôme d'ingénieur ou équivalent dans la spécialité HSE ;
- Maîtrise parfaite de la réglementation et de la législation en matière de HSE ;
- Sens de l'organisation et de management ;
- Bonnes Connaissances des normes ISO et maîtriser le système de management intégré (SMI)
- Sens de commandement, Rigueur et esprit d'équipe
- Maîtrise des techniques de communication interne/externe avec un bon relationnel
- Esprit d'Analyse et de synthèse
- Bonne connaissance du secteur du BTP
- Disponibilité et apte aux déplacements à travers le territoire national ;
- Maîtrise de l'outil informatique ;
- Expérience minimum de 06 à 08 ans dans un poste similaire.

➤ Superviseurs en H.S.E : 05 postes

❖ Exigences du poste :

- Diplôme d'ingénieur ou équivalent dans la spécialité HSE ;
- Parfaite connaissance de la réglementation et de la législation en matière de HSE
- Maîtrise des procédures et exigences des normes ISO en matière de HSE ;
- Maîtrise des techniques d'animation de groupes ;
- Sens de responsabilité, de l'organisation, de la rigueur et l'esprit d'équipe
- Maîtrise de l'outil informatique ;
- Apte aux déplacements à travers le territoire national ;
- Expérience minimum de 03 ans dans un poste similaire.

➤ Ingénieurs en H.S.E : 05 postes

❖ Exigences du poste :

- Diplôme d'ingénieur ou équivalent dans la spécialité HSE ;
- Bonnes connaissances de la réglementation et de la législation en matière de HSE
- Maîtrise des procédures et exigences des normes ISO en matière de HSE ;
- Maîtrise des techniques d'animation de groupes ;
- Sens de l'organisation, de la rigueur et l'esprit d'équipe
- Maîtrise de l'outil informatique ;
- Apte aux déplacements à travers le territoire national ;
- Expérience minimum de 02 ans dans un poste similaire.

➤ Ingénieurs spécialisés en Charpente métallique : 03 postes

❖ Exigences du poste :

- Diplôme d'ingénieur ou équivalent dans la spécialité charpente métallique ;
- Bonnes connaissances des activités du BTP ;
- Maîtrise des normes et de la réglementation liées à la construction métallique ;
- Bonnes connaissances en matière de gestion des projets
- Sens du commandement et apte au poste de responsabilité ;
- Maîtrise des techniques d'animation de groupes ;
- Sens de l'organisation, de la rigueur et esprit d'équipe ;
- Maîtrise de l'outil informatique ;
- Apte aux déplacements à travers le territoire national ;
- Expérience minimum de 03 ans dans un poste similaire.

Les candidats intéressés par la présente offre sont priés d'envoyer par e-mail les CV détaillés avec copies des diplômes obtenus et certificats de travail à l'adresse : recrutent.2020.drhf@gmail.com

La sélection se fera au niveau du Siège social sis à Alger.

ANEP N° 2016017665 Le Quotidien d'Oran 03/11/2020

DIRECTION DE L'UNITÉ POSTALE DE WILAYA DE SAÏDA

NIF : 000216002104442

Appel d'offres ouvert national avec exigence de capacités minimales Portant sur
« Fourniture, installation et mise en service d'un système de télésurveillances sur IP pour 49
établissement postaux de la wilaya de Saïda »
N° 02/DUPW/SAÏDA/2020

La Direction de l'Unité Postale de la wilaya de Saïda lance un Appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales portant sur « Fourniture, installation et mise en service d'un système de télésurveillances sur IP pour 49 établissement postaux ». Les entreprises intéressées peuvent retirer le cahier des charges auprès de la Direction de l'Unité Postale de la wilaya de Saïda, Sise à la cité administrative -Saïda-, contre paiement de la somme de deux mille dinars (2000 DA) non remboursable, à virer au compte CCP N°380576clé80 ouvert au nom de l'EPIC Algérie poste.

Les offres doivent être accompagnées des documents contenus dans le cahier des charges à l'article 14.

Les offres doivent être déposées à la Direction de l'Unité Postale de la wilaya de Saïda, sous trois (03)

Enveloppes séparées, fermées et cachetées contenant :

Dossier de candidature- L'offre technique -L'offre financière.

Les Trois (03) enveloppes (Dossier de candidature, L'offre technique et L'offre financière) seront

Inscrites dans un seul pli fermé anonyme et ne porte que la mention suivante :

Appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales Portant sur

« Fourniture, installation et mise en service d'un système de télésurveillances pour 49 établissement postaux »
N°02/2020

« A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

La durée de préparation des offres

La durée de préparation des offres est fixée à quinze (15) jours à compter de la date de la première parution du présent Avis sur deux (02) quotidiens nationaux.

La date et heure limite de dépôt des offres

La date limite de dépôt est fixée au dernier jour de la durée de préparation des offres. Les offres doivent être déposées de huit heures (08h00) à dix heures (10h00). Si ce jour coïncide avec un jour férié ou de repos légal, le délai de dépôt serait prorogé jusqu'au jour ouvrable suivant.

L'ouverture des plis est publique, elle se tiendra à dix heures et trente minutes (10h30) le jour même du dépôt des offres. Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres durant une période de trois mois (03) augmentés de la durée de préparation des offres.

ANEP N° 2031007110 Le Quotidien d'Oran 03/11/2020

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA D'AIN.TEMOUCHENT
DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS

ولاية عين تموننت
مديرية الأشغال العمومية

NIF 408015000046015

Appel d'Offres National Ouvert avec exigence de capacités minimales
CHAPITRE 904 ARTICLE 631

(Entretien et réparation à l'entreprise)

SOURCE DE FINANCEMENT : BUDGET DE WILAYA

PROJET :

Entretien du CW 59 reliant la RN 96 à la plage EL HILLEL du PK23+700 au PK 24+700 sur un linéaire de 01 KM et CW23 reliant BOUZEDJAR à la plage de MADAGH entre PK 1+900 et PK 11+8000 sur plusieurs sections sur un linéaire de 1 km.

La Direction des Travaux Publics de La Wilaya d'Ain Témouchent lance un avis d'appel d'offres National Ouvert avec exigence de capacités minimales et dont l'intitulé de l'opération est sus visé.

Ne peuvent soumissionner pour ces travaux que seules les entreprises ou groupement momentanée d'entreprises qui satisfont les conditions d'éligibilités citées ci-après :

Capacités professionnelles

- Dispose d'un certificat de qualification et classification professionnelles en cours de validité, activité principale Travaux Publics, catégorie Quatre (04) ou plus.

Capacités techniques

- Avoir réalisé au moins une quantité totale de revêtement totale en BB et/ou GB 2 à cinq mille (5000) Tonnes.

- Justifiée par les attestations de bonne exécution délivrées par des maîtres d'ouvrages publics ;

- Les moyens humains et matériels déclarés dans toffres doivent être au nom du soumissionnaire..

03.02. Cas du groupement momentanée d'entreprises solidaires :

Les offres présentées par un groupement momentanée d'entreprises solidaires de deux (02) ou plusieurs entreprises associées doivent répondre aux conditions suivantes :

Le chef de file (le mandataire) doit satisfaire les conditions minimales d'éligibilité en termes de capacités techniques, professionnelles définies ci-dessus, en tant que entreprise seule, et doit être majoritaire.

Pour les autres membres :

Chaque membre doit posséder un certificat de qualification et classification professionnelles en cours de validité, activité principale dans l'un des domaines du BTPH, catégorie Trois (03) ou plus.

Les dossiers de candidature, les offres techniques et financières doivent être fermées cachetées placées séparément dans trois enveloppes intérieures distinctes et introduites dans une enveloppe extérieure fermée anonyme portant la mention :

« A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

Les soumissions doivent être déposées à l'adresse suivante :

Direction des Travaux Publics de la

Wilaya d'Ain Témouchent

Sise Boulevard DJAALAB EL HADJ

Haï Zitoune - Ain Témouchent

Tél : 043 77 98 02 et Fax : 043 77 98 04

Conformément aux dispositions de l'article 67 du décret présidentiel n° 15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, l'offre présentée par le soumissionnaire, doit comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière.

Le dossier de candidature contient :

- La déclaration de candidature dûment renseignée, datée, signée et paraphée par le soumissionnaire ;

- Le Mémoire Technique justificatif, qui précisera la méthodologie d'exécution

- Les documents relatifs au pouvoir habilitant les personnes à engager l'entreprise ; tout document permettant d'évaluer les :

- tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats, des soumissionnaires :

a/ Capacités professionnelles : un certificat de qualification et classification professionnelles en cours de validité.

b/ Capacités financières : moyens financiers justifiés par les bilans financiers des 03 derniers exercices (2016 -

2017 -2018) et l'attestation de solvabilité bancaire récente.

c/ Capacités techniques :

* Moyens matériels à utiliser dans le cadre du projet en y joignant les cartes grises + polices d'assurances en cours de validité pour le matériel roulant et les factures d'achat pour le matériel non roulant (au nom du soumissionnaire ;

* La liste du personnel appuyée par l'état du mouvement des salariés (ou l'attestation d'affiliation à la CNAS), la déclaration de cotisations auprès de la CNAS valides dans la période de préparation des offres, diplômes, CV, certificat de travail du personnel qui sera comparé au personnel type indiqué ci-dessous :

* Références professionnelles justifiées comme il est définies les articles 3.01 et 3.02 et justifiées par les attestations de bonne exécution délivrées par les maîtres

d'ouvrages publique suivant le modèle joint en annexe ;

- Convention préliminaire pour le groupement momentanée d'entreprises solidaires ;

N.B. : En vertu des dispositions de l'article 69 du décret présidentiel n° 15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, l'attributaire du marché doit fournir dans un délai maximum de dix (10) jours à compter de la date de sa saisine, et en tout état de cause avant l'attribution provisoire du marché les documents suivants :

- Cassier judiciaire datant de moins de 03 mois du soumissionnaire portant la mention « néant » lorsqu'il s'agit d'une personne physique, et du gérant lorsqu'il s'agit du gérant ou directeur général de l'entreprise lorsqu'il s'agit d'une société. Dans le cas contraire, il doit joindre le jugement et le casier judiciaire ;

- Attestation de mise à jour CASNOS en cours de validité ;

- Attestation de mise à jour CACOBATH en cours de validité ;

- Le Registre de commerce délivré par le CNRC ;

- Attestation de dépôt légal des comptes sociaux, délivrée par le CNRC, pour les sociétés commerciales dotées de la personnalité morale de droit algérien pour l'exercice 2018 ;

- L'extrait de rôle en cours de validité ;

- Numéro d'identification fiscale.

11.2 L'offre technique contient :

- La déclaration à souscrire dûment renseignée, datée, signée et paraphée par le soumissionnaire ;

- Le Mémoire Technique justificatif, qui précisera la méthodologie d'exécution des

travaux en relation avec les moyens matériels et humains (CV+diplômes des intervenants) mobilisés par l'entreprise. Il en est de même dans le cas d'une

candidature en groupement momentanée d'entreprises solidaires.

De manière générale « le mémoire technique » donnera le commentaire détaillé qui accompagnera le planning ;

- Le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté ».

11.3 L'offre financière :

1- La lettre de soumission dûment renseignée, datée, signée et paraphée par le candidat.

2- Le bordereau des prix unitaires (BPU).

3- Le détail quantitatif et estimatif (DQE).

4- Sous détail des prix établi par le soumissionnaire, dans lequel il doit mentionner avec précision toutes les frais relatifs à l'exécution de chaque article (fourniture, mise en œuvre, main d'œuvre)

- La date de dépôt des offres est fixée au 21^{ème} jour entre 8 H et 13 H 30mn à compter de la 1^{ère} parution de cet avis d'appel d'offres sur la presse et le BOMOP. Si ce jour coïncide avec un jour de fête ou un jour de repos légal le jour de dépôt des offres est prorogé jusqu'au jour ouvrable suivant.

L'ouverture des plis des dossiers de candidature, offres techniques et financières aura lieu le même jour à 14 heures au siège de la direction des travaux publics sise à l'adresse ci-dessus.

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une durée de 03 mois et 21 jours (soit 111 jours) à compter de la date de la date de dépôt des offres, néanmoins dans le cas de l'entreprise attributaire du marché, le délai de validité des offres est prorogé systématiquement, d'un mois supplémentaire conformément à l'article 99 du décret présidentiel n° 15-247 du 16/09/2015 portant réglementation

des marchés publics et des délégations de service public.

Les soumissionnaires sont cordialement invités à assister à la séance d'ouverture des plis des offres techniques et financières qui aura lieu le jour et heures indiqués ci

dessus.

Pour Le Wali / Le Directeur Des Travaux Publics

ANEP N° 2031007117 Le Quotidien d'Oran 03/11/2020

Coronavirus Plus de 1,2 million de morts, nouvelles restrictions contestées en Europe



Frappés de plein fouet par la deuxième vague de l'épidémie de coronavirus, qui a déjà provoqué plus de 1,2 million de décès dans le monde, plusieurs pays européens imposent de nouvelles mesures, moins strictes cependant qu'au printemps, comme l'Allemagne et la Belgique ce lundi, malgré une contestation croissante.

L'épidémie n'épargne personne, pas même le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Tedros Adhanom Ghebreyesus, qui a annoncé dimanche soir s'être placé en quarantaine après avoir été en contact avec une personne testée positive au Covid-19. A ce jour, au moins 1.200.042 morts, pour 46.452.818 cas, ont été déclarés dans le monde, selon un comptage réalisé par l'AFP à partir de sources officielles lundi matin. Si près d'un décès sur cinq a eu lieu aux Etats-Unis, pays le plus endeuillé au monde avec 230.996 morts pour 9.207.364 contaminations, l'Europe est la région où la pandémie progresse le plus vite actuellement. Un argument invoqué par les gouvernements européens pour imposer de nouvelles mesures souvent impopulaires: ainsi, les tensions pourraient encore augmenter cette semaine dans la péninsule italienne. Selon la presse locale, le gouvernement devait annoncer lundi un confinement des grandes villes, à commencer par Milan et Naples. Un pari risqué après les affrontements ayant opposé samedi à Rome la police à des manifestants en colère contre les restrictions imposées pour tenter d'enrayer l'épidémie. En Espagne, la police avait interpellé dans la nuit de samedi à dimanche des dizaines de personnes protestant contre les restrictions, au cours d'affrontements dans plusieurs villes, notamment à Madrid.

«LE TRAIN RALENTIT»

En Allemagne, les secteurs de la gastronomie, de la culture et des loisirs sont fermés depuis lundi. Les nouvelles restrictions, qui dureront jusqu'à la fin du mois de novembre, limiteront également à 10 per-

sonnes issues de deux foyers les participants à des réunions privées. Tout comme les bars, cafés et restaurants, les piscines et autres installations sportives seront fermées tandis que les compétitions professionnelles retrouveront le huis clos. Les écoles et les commerces seront toutefois autorisés à rester ouverts. La Belgique, pays au monde où le coronavirus circule le plus, est elle aussi entrée lundi dans un deuxième confinement de six semaines, plus léger cependant que celui du printemps. Sur la place Flagey à Bruxelles, habituellement animée, seuls une poignée de badauds et quelques SDF étaient installés sur les bancs publics. Le télétravail est obligatoire partout où il est possible et les magasins non essentiels sont fermés. Cependant, fleuristes et libraires, ont été autorisés à ouvrir. "On est soulagé", a confié à l'AFP François Bukac, gérant du fleuriste L'Ilot fleuri, sur la place Jourdan, dans le quartier européen. Mais "le climat ambiant n'est pas propice à vendre quoi que ce soit", a-t-il déploré-t-il, constatant une chute d'activité de 30 à 40% par rapport aux chiffres habituels.

Le porte-parole interfédéral de la lutte contre le coronavirus a cependant constaté lundi que les infections et les hospitalisations "augmentent encore mais moins rapidement. Ce train à grande vitesse continue à avancer mais ralentit un peu", a-t-il noté. En France, le Conseil scientifique qui guide le gouvernement a estimé que la deuxième vague de l'épidémie de Covid-19 que l'Europe combat actuellement n'est sans doute pas la dernière, et que l'on peut craindre "plusieurs vagues successives durant la fin de l'hiver".

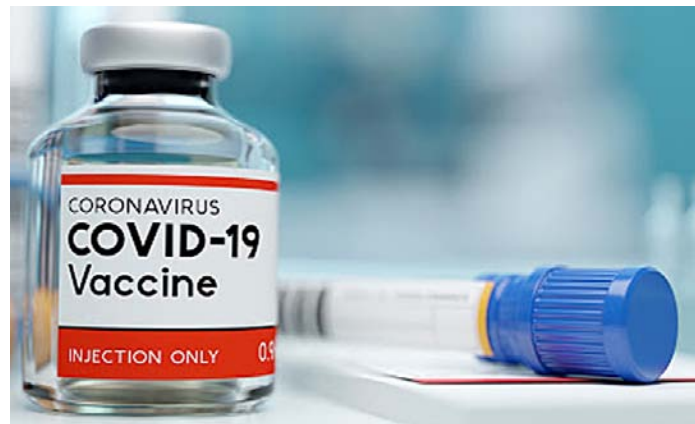
Quelque 46.290 nouveaux cas ont été enregistrés dimanche - soit environ 10.000 de plus que la veille - en France, entrée en confinement vendredi. Dans ce contexte anxieux, le Premier ministre Jean Castex a exhorté les Français dimanche au respect du confinement, "indispensable" pour en sortir au plus vite. Et pour calmer la fronde des petits commerçants, qui protestent contre ce reconfinement à quelques semai-

nes de la période cruciale de Noël, il a annoncé la fermeture des rayons non essentiels dans les grandes surfaces par mesure d'équité. Le confinement reste cependant en France également moins strict que celui du printemps, et 12 millions d'élèves ont effectué lundi leur rentrée. Les établissements sont cependant soumis à un protocole sanitaire renforcé, qui impose notamment le port du masque dès l'âge de six ans. Face à une "sévère aggravation de la situation", Genève a annoncé pour sa part qu'elle irait au-delà des restrictions nationales imposées en Suisse et fermerait dès lundi soir les bars, les restaurants et les commerces non essentiels. Le port du masque sera également obligatoire sur toutes les remontées mécaniques des montagnes suisses tout l'hiver. Mais contrairement à la France, les librairies resteront ouvertes.

ECONOMIE À GENOUX

Le Portugal, en deuil lundi pour les victimes du Covid-19, a annoncé lundi qu'il allait décréter l'état d'urgence sanitaire. Au Royaume-Uni, pays le plus endeuillé d'Europe avec au moins 46.555 morts, le Premier ministre britannique Boris Johnson a annoncé un reconfinement de l'Angleterre de jeudi jusqu'au 2 décembre. Ce reconfinement qui pourrait faire replonger le pays en récession est "vraiment dévastateur" pour l'économie britannique déjà à genoux en raison de la pandémie, a prévenu l'organisation patronale CBI. Lundi, le journal The Sun a révélé que le prince William, deuxième dans l'ordre de succession à la couronne britannique, a été infecté par le nouveau coronavirus en avril et a subi des difficultés respiratoires. Rare bonne nouvelle, mais pour une poignée de privilégiés seulement, le site inca du Machu Picchu, joyau des sites touristiques du Pérou, a rouvert dimanche après près de huit mois de fermeture pour cause de Covid-19. Mais pour des raisons de sécurité sanitaire, seulement 675 touristes pourront accéder au site chaque jour, soit 30% du nombre quotidien de visiteurs avant la pandémie.

Covid-19 Un autre vaccin s'est révélé sûr dans les essais cliniques



Un autre vaccin contre le coronavirus (Covid-19), développé par l'Institut de microbiologie relevant de l'Académie des sciences de Chine, s'est révélé sûr dans les essais cliniques initiaux et présente un potentiel pour des tests cliniques plus approfondis, rapporte l'agence Chine nouvelles.

Les résultats des essais en phase 1 et en phase 2 soutiennent la sûreté et l'immunogénicité de ce vaccin sous-unité recombinant sur les participants sains, et aucun effet indésirable grave n'a été signalé pour l'heure, a déclaré l'institut dans un communiqué. Mis au point conjointement par l'institut et l'entreprise Chongqing Zhifei Biological Products Co., Ltd., le vaccin a reçu l'autorisation de recherche de l'Administration nationale des produits pharmaceutiques le 19 juin. Les chercheurs ont commencé les

essais en phase 1 le 23 juin, en vue de déterminer la sûreté de l'utilisation du vaccin sur les êtres humains. Les bénévoles, âgés entre 18 et 59 ans, venant de Pékin, de Chongqing et du Hunan, ont reçu le vaccin dans des hôpitaux à Chongqing et à Pékin. Les essais en phase 2 ont été lancés le 10 juillet à des fins d'évaluation de l'immunogénicité et de la sûreté du vaccin.

D'après l'institut, les essais étaient aléatoires, en double aveugle et placebo contrôlé. Le vaccin a été breveté. Les chercheurs se préparent pour les essais en phase 3 pour juger l'efficacité du vaccin. Quatre candidats vaccins chinois sont entrés dans la phase 3 des essais cliniques jusqu'ici, a indiqué un responsable du ministère des Sciences et des Technologies lors d'une conférence de presse en octobre.

La Chine lance son premier recensement de l'après enfant unique



Des millions d'agents ont commencé en Chine leur porte-à-porte pour dénombrier les habitants: le recensement du pays le plus peuplé du monde doit permettre notamment de savoir si l'abandon de la politique "de l'enfant unique" a permis de relancer les naissances. Cette gigantesque opération est menée tous les 10 ans. Pour la première fois, les Chinois pourront transmettre leurs informations via une application mobile afin de simplifier le traitement des données. Le précédent recensement effectué en 2010 avait fait état d'une population de 1.339.724.852 personnes: l'augmentation depuis l'an 2000 (+5,83%) avait été de plus de 73 millions d'habitants -- soit davantage que la population de la France.

Quelque 7 millions d'agents recenseurs (des employés des administrations de quartiers et des volontaires) ont commencé dimanche à collecter les données. Cette opération va se poursuivre

pendant deux mois, des luxueux gratte-ciels résidentiels de Shanghai (est) jusqu'aux villages reculés des montagnes du Tibet (sud-ouest). Le recensement permettra de mieux appréhender la croissance démographique et les mouvements de population. Il rendra également possible une meilleure répartition des ressources pour l'éducation, la santé, les transports ou encore l'emploi. L'analyse des résultats devrait prendre deux ans. Un des principaux enjeux: déterminer si la fin de la politique "de l'enfant unique" a permis une augmentation significative de la population. La limitation des naissances a été lancée à la fin des années 1970 dans un contexte de forte croissance démographique -- lorsque les familles nombreuses étaient la norme. Mais la Chine a décidé en 2015 d'autoriser tous les couples à avoir deux enfants, sur fond de vieillissement de la population et d'un manque croissant de main-d'œuvre.

Maroc La rareté de l'eau menace de grandes zones agricoles



Les champs desséchés s'étendent à perte de vue le long des plaines surplombant Agadir, dans le sud-ouest du Maroc. Avec la sécheresse persistante, cette grande zone agricole est privée d'irrigation par les barrages, dont l'eau est désormais réservée aux habitants. "Ces arbres ont près de 20 ans, ils sont morts, il n'y a plus d'eau", soupire Ahmed Driouch devant les orangers flétris d'une ferme près d'Agadir. Face à une sécheresse qui dure depuis trois ans et qui pèse sur les ressources hydriques, les autorités n'ont pas trouvé d'autre solution que de détourner progressivement l'eau des barrages qui irriguaient les fermes de la région d'Agadir (Souss-Massa) pour assurer l'accès à l'eau potable à près d'un million de Marocains. Depuis début octobre, le stress hydrique est tel que l'eau des robinets est coupée entre 22h et 5h du matin à Agadir. "Je ne comprends pas pourquoi ils n'ont pas cherché autre chose pour fournir de l'eau potable, au lieu de marginaliser les agriculteurs", déplore M. Driouch, la cinquantaine, à la tête d'une association agricole locale. A l'échelle nationale, le taux de remplissage des barrages plafonnait à moins de 37% fin octobre, contre 45,6% à la même période l'année dernière. Et c'est autour d'Agadir, première région exportatrice d'agrumes et de primeurs, que les

réserves sont au plus bas. "Le déficit en eau de surface est de 94%. Nous n'avons jamais observé pareille chose à l'échelle du bassin, c'est inquiétant", alerte Abdelhamid Aslikh, responsable à l'Agence des bassins hydrographiques pour la région. Selon lui, les restrictions d'accès à l'eau du robinet sont une mesure de "précaution qui a permis d'économiser 20% de l'eau gaspillée la nuit". Les autorités ont aussi décidé d'interdire à Agadir "l'irrigation des terrains de golf et des jardins d'hôtels avec de l'eau potable", en "encourageant l'utilisation des eaux usées traitées".

MANQUE D'EAU

A une soixantaine de km de la ville côtière, le barrage Abdelmoumen, autrefois prisé des baigneurs du coin, est à sec. Les mauvaises herbes ont poussé et les célèbres arganiers verts qui bordent les montagnes de l'Anti-Atlas ont perdu de leur éclat. Ce barrage n'irrigue plus les terres agricoles depuis 2017. Alors, de l'autre côté des montagnes, les oliviers sont desséchés à l'exception de quelques parcelles arrosées à l'eau des puits. Sans irrigation par les barrages, les agriculteurs n'ont d'autre choix que d'attendre les pluies qui se font rares ou de puiser dans une nappe phréatique surexploitée depuis des années. Mais l'eau des puits est "sa-

lée" et pas adaptée à toutes les cultures, estime Abderrahmane, qui a utilisé l'eau des barrages pendant des années avant d'être contraint de réduire son activité à une seule parcelle de son champ, en changeant son mode d'irrigation.

"Je n'ai jamais vu pareille sécheresse", se désolait-il en fixant des cactus fissurés. Outre Souss-Moussa, l'arrêt de l'irrigation des fermes par les barrages concerne aussi les régions de Marrakech (sud) et El Jadida (ouest), selon le ministère de l'Agriculture, qui a précisé que les coupures continueront jusqu'à ce que "les réserves des barrages s'améliorent".

«CULTURES IRRATIONNELLES»

"La situation actuelle ne peut être mise sur le dos des conditions climatiques seules. Elle est plutôt le résultat de cultures irrationnelles qui ont drainé l'eau pour produire des fruits et des légumes gourmands en eau", estime Haidar, 25 ans. En 2008, le Maroc a lancé une ambitieuse stratégie agricole, le Plan Maroc Vert, destinée à améliorer les moyens de production et les revenus des petits agriculteurs et qui "a permis l'économie de deux milliards de mètres cubes d'eau d'irrigation", selon le ministère de l'Agriculture. Mais le jeune homme a préféré abandonner la culture d'un petit champ qu'il louait pour devenir marchand de légumes, seul moyen de subvenir aux besoins de sa famille.

L'économie marocaine, profondément affectée par la pandémie de nouveau coronavirus, est tributaire de la bonne santé de son secteur agricole, premier contributeur (14%) du PIB devant le tourisme et l'industrie. Les autorités misent désormais sur le démarrage, en avril 2021, d'une usine de dessalement de l'eau de mer à Agadir. Celle-ci doit combler le déficit en eau potable de la région et permettre d'irriguer de nouveau une partie des terres agricoles.

Edward Snowden demande la nationalité russe

L'ex-consultant du renseignement et lanceur d'alerte américain Edward Snowden, recherché par Washington, a indiqué lundi avoir demandé la nationalité russe, après avoir tout juste obtenu un titre de résident permanent en Russie, pays dans lequel il est réfugié depuis 2013. Edward Snowden, 37 ans, a expliqué sur Twitter avoir demandé à garder sa nationalité américaine, ce qui est désormais possible depuis un changement récent dans la loi russe sur la citoyenneté et l'immigration.

Cette demande intervient quelques jours après que sa compagne Lindsay Mills a annoncé être enceinte. "Après des années de séparation avec nos parents, ma femme et moi n'avons aucune intention d'être séparés de notre fils", a-t-il expliqué sur Twitter. M. Snowden a également expliqué que lui et sa femme voulaient "rester américains" et élever leur fils conformément "à toutes les valeurs américaines que nous aimons, y compris la liberté d'expression". L'avocat de l'ex-employé de l'Agence nationale de sécurité américaine (NSA), Anatoli Koutcherena, avait expliqué le 22 octobre que son permis de séjour avait été prolongé pour une durée indéfinie et précisé que cela avait été rendu possible grâce à ces récents changements à la loi russe sur l'immigration.

Edward Snowden bénéficiait jusqu'alors d'un premier droit d'asile d'un an, puis d'un permis de résidence de trois ans, prolongé en 2017. L'ancien consultant avait quitté les Etats-Unis après avoir transmis à la presse des dizaines de milliers de documents prouvant



l'étendue des activités de la NSA, et démontrant l'ampleur de la surveillance électronique exercée par Washington. Ces révélations avaient alors suscité de très fortes tensions entre les Etats-Unis et leurs alliés et la décision des autorités russes de lui accorder un permis de séjour avait provoqué la colère de Washington. En août, le président américain Donald Trump a indiqué qu'il allait "jeter un œil" sur une possible grâce d'Edward Snowden, inculpé d'"espionnage" dans son pays et qui risque jusqu'à 30 ans de prison.

Turquie Deux enfants secourus trois jours après le séisme, le bilan monte

Les secouristes ont extirpé lundi deux enfants en vie des décombres d'immeubles effondrés dans la province d'Izmir, près de trois jours après un puissant séisme en Egée qui a fait 83 morts en Turquie et deux autres sur une île grecque. Une fillette de trois ans, Elif Perincek, enfouie sous les décombres d'un immeuble, a été secourue 65 heures après le tremblement de terre et transportée à l'hôpital, a indiqué l'agence gouvernementale turque des situations de catastrophe (Afad). Les médias turcs ont diffusé des images de la fillette enveloppée dans

une couverture en train d'être évacuée sous les applaudissements d'un groupe de secouristes. "Je suis tellement heureuse. Que Dieu vous bénisse, mes prières ont été exaucées et je suis réunie avec Elif", a déclaré la grand-mère de la fillette, citée par la télévision turque d'Etat, TRT. Elif Perincek est la 106 personne à avoir été extirpée en vie des décombres des bâtiments détruits ou endommagés par le tremblement de terre qui a frappé vendredi la province d'Izmir dans l'ouest de la Turquie ainsi que l'île grecque de Samos.

Grèce : incendie dans un camp de réfugiés de Samos

Une quinzaine de tentes ont été détruites lundi par un incendie dans un camp de réfugiés de l'île grecque de Samos, frappée vendredi par un tremblement de terre, a annoncé le ministère grec des Migrations. Le feu s'est déclaré pour des raisons indéterminées aux premières heures de la matinée, forçant l'intervention d'une vingtaine de

pompiers qui ont maîtrisé le sinistre en quelques heures. Aucun blessé n'a été enregistré, ont précisé les autorités grecques, selon lesquelles quelque 4.200 personnes sont abritées dans le camp de Samos. En septembre deux incendies criminels avaient frappé le camp de réfugiés de Samos, dans le sud de la mer Egée, où un séisme a fait deux morts vendredi.

Des milliers de Thaïlandais manifestent leur soutien au roi



Des milliers de royalistes se sont massés dimanche devant le Grand Palais de Bangkok pour espérer apercevoir et saluer le roi de Thaïlande, une manifestation de soutien massive après des mois de manifestations en faveur d'une réforme de la monarchie et plus de démocratie. Dans des déclarations sans précédent, le roi Maha Vajiralongkorn a assuré que la "Thaïlande est la terre du compromis" lorsqu'il a été interrogé par un journaliste de la chaîne britannique Channel 4 sur les manifestants réclamant une réforme. "Nous les aimons tous de la même façon", a-t-il déclaré au journaliste selon un clip posté sur le compte Twitter de Channel 4. Cheminant à travers la foule, le monarque a reçu des fleurs et signé des autographes, selon des images diffusées par des médias locaux. "Nous vivrons loyalement, nous mourrons fidèlement", a scandé la foule, vêtue de jaune -la couleur royale- quand Maha Vajiralongkorn s'est dirigé vers ses partisans pour les saluer. "Longue vie au roi!", ont-ils poursuivi. Les tabous très puissants qui régissent la société thaïlandaise interdisent aux Thaïlandais d'adresser la parole ou d'interroger le monarque, qui

est protégé des critiques par des lois anti-diffamation extrêmement sévères. Les déclarations du roi aux médias sont extrêmement rares en raison du protocole entourant la famille royale. Le roi, qui passe une grande partie de son temps en Allemagne, se trouve en Thaïlande depuis quelques semaines pour une fête bouddhiste et l'anniversaire du décès de son père. "Nous sommes venus montrer notre loyauté au roi", explique Bin Bunleurt, ancien acteur thaïlandais, qui dénonce les revendications des manifestants. Depuis des mois, des rassemblements quotidiens sont organisés pour réclamer des réformes de la monarchie en vigueur en Thaïlande et la démission du Premier ministre Prayut Chan-O-cha, ancien chef militaire commanditaire d'un coup d'Etat en 2014. Les manifestations menées par les étudiants demandent aussi une réécriture de la Constitution rédigée par les militaires et le départ du gouvernement, soupçonné de harcèlement envers ses opposants politiques. Jusqu'à présent, les manifestations antigouvernementales ont été pacifiques. Mais de nombreux étudiants et militants ont été arrêtés et inculpés, certains de sédition.

2

11.15 Les Z'amours
11.50 Tout le monde veut prendre sa place
13.00 Journal 13h00
13.55 Ça commence aujourd'hui
15.10 Je t'aime, etc.
16.20 Affaire conclue, tout le monde a quelque chose à vendre
18.05 Tout le monde a son mot à dire
18.40 N'oubliez pas les paroles
20.00 Journal

20.45 U.S.A. 2020, l'élection qui va changer le monde



Présenté par Julian Bugier et Anne-Sophie Lapix, Anne-Sophie Lapix
Une émission spéciale présentée par Julian Bugier depuis Paris avec Anne-Sophie Lapix à New York. De nombreux invités et les correspondants permanents Agnès Vahramian et Loïc de la Mornais et les envoyés spéciaux de la rédaction aux Etats-Unis interviendront lors de reportages, témoignages et décryptages.

3

10.44 Ensemble c'est mieux !
12.25 12/13 : Journal national
13.35 Salto
13.50 Le Renard
15.50 Salto
16.10 Des chiffres et des lettres
16.40 Personne n'y avait pensé !
17.15 Slam
18.00 Questions pour un champion
19.30 19/20 : Journal national
20.00 Vu
20.05 Une autre vie s'invente ici
20.20 Plus belle la vie

21.05 Capitaine Marleau



Série policière - France - 2018
Saison 2 - Episode 7/7
- Ne plus mourir, jamais
Avec Corinne Masiero, Isabelle Adjani, Yannick Renier, Quentin Dolmaire
Le cadavre d'Elise, une jeune femme, est retrouvé dans la Charente. La capitaine Marleau resserre son étai sur l'imprévisible Isabelle Laumont, sortie, il y a quelques mois, de quinze ans de coma. Or, à son réveil, cette dernière a découvert que l'homme avec qui elle vivait avant son accident a épousé... Elise.

4

10.10 La maison des parents
11.10 Mily, Miss questions
11.35 Mick le mini chef
12.00 Martin Matin
13.45 Toc Toc !
14.00 La maison des Maternelles
15.00 La maison des parents
16.10 Ninjago
17.05 Angelo la débrouille
18.40 Club Lumni
19.10 Le jeu Lumni
20.05 Une saison au zoo

21.05 Les malheurs de Sophie



Film pour la jeunesse - France - 2016
Avec Caroline Grant, Anaïs Demoustier, Muriel Robin, Golshifteh Farahani
Sophie de Réan, facétieuse et turbulente petite fille, vit dans un vaste et beau château, avec sa mère bienveillante. Son père tente d'excuser ses nombreuses absences en lui envoyant des cadeaux. Le dernier en date, une poupée, qu'elle maltraite, parfois avec l'aide de Paul, son cousin et complice privilégié en bêtises. Après une nouvelle sottise, Sophie est punie et doit passer trois jour à l'isolement, dans sa chambre.

5

11.45 La quotidienne
13.40 Le magazine de la santé
14.35 Allô, docteurs !
15.10 Des trains pas comme les autres
15.40 Sur les toits du monde
16.30 Les plus beaux treks
17.45 C dans l'air
19.00 C à vous
20.20 Passage des arts
20.50 Fliquez-vous les uns les autres
22.00 Le monde en face
22.45 C dans l'air
23.55 Edward et Jo Hopper : un si violent silence

arte

10.55 Quand les animaux sauvages emménagent en ville
11.55 Panama, la passerelle des animaux migrants
12.50 Arte journal
13.00 Arte Regards
13.40 Vivement dimanche !
15.35 Bolivie, des femmes à l'assaut de leurs rêves
16.30 Invitation au voyage
17.10 X.enius
18.10 L'Espagne sauvage
19.45 Arte journal
20.05 28 minutes
20.55 La démocratie du dollar
22.25 Les U.S.A. dans tous leurs Etats

TF1

10.30 Crimes
12.15 Crimes et faits divers : la quotidienne
15.05 Si près de chez vous
16.15 Les anges 12, Asian Dream
19.05 Doctor Who
21.05 Cowboys & envahisseurs

C8

10.50 Pour vivre un grand amour
12.45 William à midi
14.20 Inspecteur Barnaby
18.10 A prendre ou à laisser
19.10 TPMP
21.15 G.I. Joe. Conspiration



CANAL+ 21.06

DARK WATERS

Drame - Etats-Unis - 2019

Avec Mark Ruffalo, Anne Hathaway, Tim Robbins, William Jackson Harper
En 1975, à Parkersburg, en Virginie Occidentale, des jeunes gens se baignent de nuit sans autorisation dans un plan d'eau avant que celui-ci ne soit abondamment traité aux produits chimiques. En 1998 à Cincinnati, dans l'Ohio, Robert Bilott vient d'être promu partenaire dans un cabinet d'avocat qui travaille notamment pour des géants de la pétrochimie. C'est à ce moment qu'il est contacté par Wilbur Tennant, un habitant de Parkersburg, qui accuse le géant DuPont de polluer les eaux de la région.

RTL9 20.50

SUPERMAN



Film fantastique - Grande-Bretagne - 1978

Avec Christopher Reeve, Marlon Brando, Susannah York, Gene Hackman
Juste avant la désintégration de la planète Krypton, Jor-El, l'un des membres du Conseil, et sa femme Lara expédient leur fils Kal-El sur Terre, à bord d'un petit engin spatial. L'enfant est élevé par un couple de fermiers du Middle West, Jonathan et Martha Kent. En grandissant, il découvre qu'il n'est pas comme les garçons de son âge. Incroyablement fort, il est capable de voler. Sous le nom de Clark Kent, il devient journaliste au "Daily Planet" à Metropolis.

CINE + FRISSE 20.50

ALIENS, LE RETOUR



Film de science-fiction - Etats-Unis - Grande-Bretagne - 1986

Avec Sigourney Weaver, Carrie Henn, Paul Reiser, Michael Biehn
Seuls rescapés du vaisseau Nostromo, l'officier Ellen Ripley et son chat dérivent dans l'espace, à bord d'une capsule de survie avant d'être récupérés par une navette spatiale. A peine Ellen Ripley a-t-elle retrouvé ses marques qu'elle doit comparaître devant une commission d'enquête. Les commissaires ne croient pas un mot de sa déposition qui témoigne du combat de son équipage contre un monstrueux alien.

TÉLÉVISION

TF1

21.05 Good Doctor



10.25 Demain nous appartient
11.00 Les feux de l'amour
12.00 Les douze coups de midi
13.00 Le journal
13.45 Météo
13.55 Un rôle sur mesure pour Noël
15.45 Noël avec le témoin amoureux
17.25 Familles nombreuses : la vie en XXL
18.30 Ici tout commence
19.10 Demain nous appartient
19.55 Météo
20.00 Le Journal

Série hospitalière - Etats-Unis - 2019
Saison 3 - Episode 19/20

- Tremblement de terre
Avec Freddie Highmore, Antonia Thomas, Hill Harper, Nicholas Gonzalez
Alors que Melendez, Glassman, Claire et Lea participent à une soirée, un tremblement de terre survient. Melendez, Glassman et Claire s'en sortent à bon compte mais Lea est bloquée dans une pièce.

6

21.05 La France a un incroyable talent



10.05 Ça peut vous arriver
12.40 Météo
12.45 Le 12.45
13.30 Météo
13.35 Scènes de ménages
14.00 Noël contre Noël
15.55 Incroyables transformations
16.30 Les reines du shopping
18.35 Objectif Top Chef
19.45 Le 19.45
20.10 Météo
20.25 Scènes de ménages

Présenté par Karine Le Marchand
Les auditions se poursuivent. Pour cette troisième soirée, un casting éclectique se présente devant Hélène Ségara, Marianne James, Sugar Sammy et Éric Antoine. Antony César, Éloïse Lapaille, Mr Chepair, Slow Perilleux, Alex Dowis et Léa Kyle sont déterminés à tout donner pour accéder aux demi-finales et tenter de remporter les 100 000 euros. Ils devront remporter un minimum de 3 oui ou décrocher un Golden Buzzer synonyme de qualification directe en finale.

CANAL+

23.09 Front Runner : Le scandale



10.01 Chanson douce
11.51 L'info du vrai, le docu news
12.25 L'info du vrai, le mag
12.56 The Tonight Show Starring Jimmy Fallon
13.38 The Comedy Rule
15.19 House of Series
16.14 Sorry We Missed You
17.59 L'info du vrai, le mag
18.35 L'info du vrai
20.13 L'info du vrai, le mag
20.51 La boîte à questions
21.06 Dark Waters

Biographie - Etats-Unis - 2018
Avec Hugh Jackman, Vera Farmiga, Ari Graynor, JK Simmons, Courtney Ford
Quatre ans après son ascension aussi rapide que surprenante au sein du parti Démocrate, Gary Hart devient en 1988 le favori des primaires du parti. Jeune, dynamique, séduisant et surtout, débateur hors-pair, Hart mène une campagne brillante et semble promis à devenir l'adversaire de George Bush, candidat pressenti dans le camp des Républicains.

PLANETE +

09.12 Les combattants du ciel
10.07 8 jours de la Terre à la Lune
11.44 Pionniers de l'industrie alimentaire
13.12 Merveilles sacrées
14.07 Supernature
16.01 Washington
17.34 Faites entrer l'accusé
19.07 Arabie, le voyage inattendu
20.05 American Pickers, la brocante made in U.S.A.
20.55 Hunting Hitler : les dossiers déclassifiés
22.28 Les Kennedy : secrets et tragédies

TFX

10.00 Mamans & célèbres
13.00 19 à la maison les Bates : une famille XXL
16.00 Mamans & célèbres
18.00 10 couples parfaits
20.00 Friends



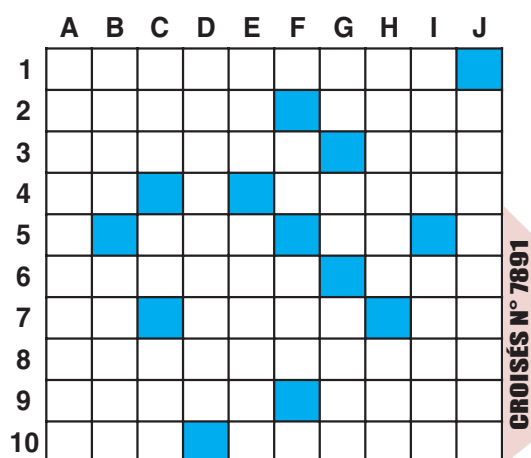
21.05 La boum 2

W9

10.30 W9 Hits Gold
11.35 W9 Hits
12.45 Météo
12.50 NCIS



16.40 Un dîner presque parfait
18.50 Les Marseillais vs le reste du monde
21.00 Météo
21.05 État de choc



Horizontalement:

1. Craque si elle est pure.
2. Est cherchée pour une passe d'armes.
3. Mauvaise liaison.
4. Cendrée.
5. Crie sous bois.
6. Fait tout comme.
7. Volées de coup.
8. Ils ont commencé par un.
9. Déjeuner sur l'herbe ! Article.
10. Tape sur le citron. Roue.
11. Deux à trois.
12. Apre. Dit une chose et son contraire.
13. Biens attendus.
14. Haut le corps. Tache en vue.
15. En fait toute une histoire ! Etablie.

Verticalement:

- A. Manque de réserve.
- B. Cardinal de riche lieu.
- C. Impulsion.
- D. Par-ci, par-là.
- E. Au monde.
- F. Réservé s'il est carré.
- G. Tour d'oreilles.
- H. Acte de naissance.
- I. Traiter le bouffi comme il se doit.
- J. Sabre des oreilles.
- K. Montée à la perfection.
- L. Vice sans fin.
- M. Personnel.
- N. Place à bout portant.
- O. Plier. Espèce d'oignon.
- P. Non admise. Etat zen.
- Q. Rabâchée.



AQUARIUM - AVEC - BOUGONNEMENT - BOUT - BOWLING - BRETTE - CADEAU - CAPOT - COUPE - ENIVREMENT - ENLEVEMENT - EPAULE - EPEE - ETAGERE - FORGERON - HEUREUSEMENT - LANTERNE - MONUMENT - MUTINERIE - NAVET - NEIGE - NEUTRALITE - NOMBRE - NOURRICE - PAMPA - PERMISSION - RACINE - RAGE - RANCON - REPIT - SENTENCE - SOREE - SURETE - TOURNAGE - TRANSMISSION - TRONE - TUBE.

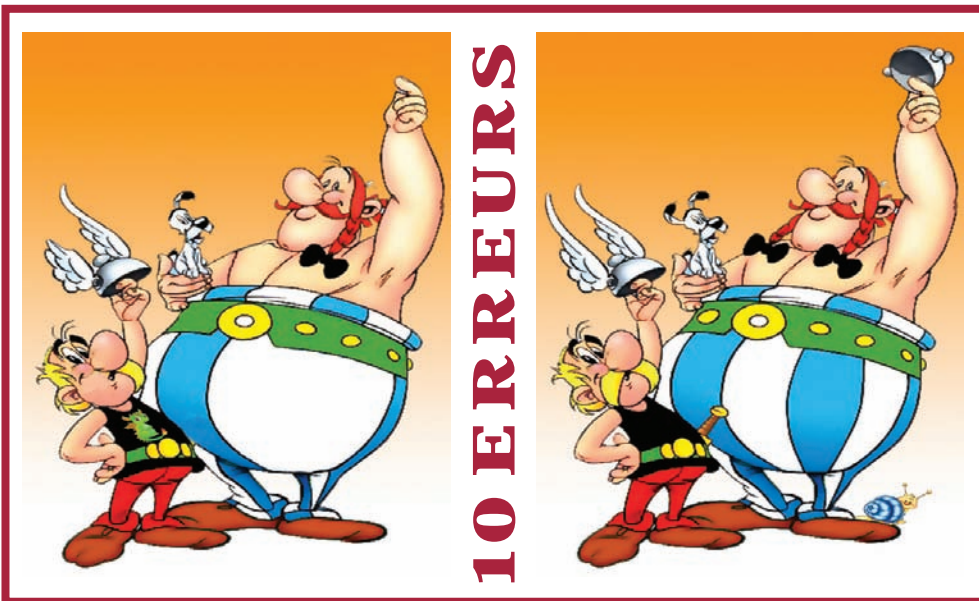
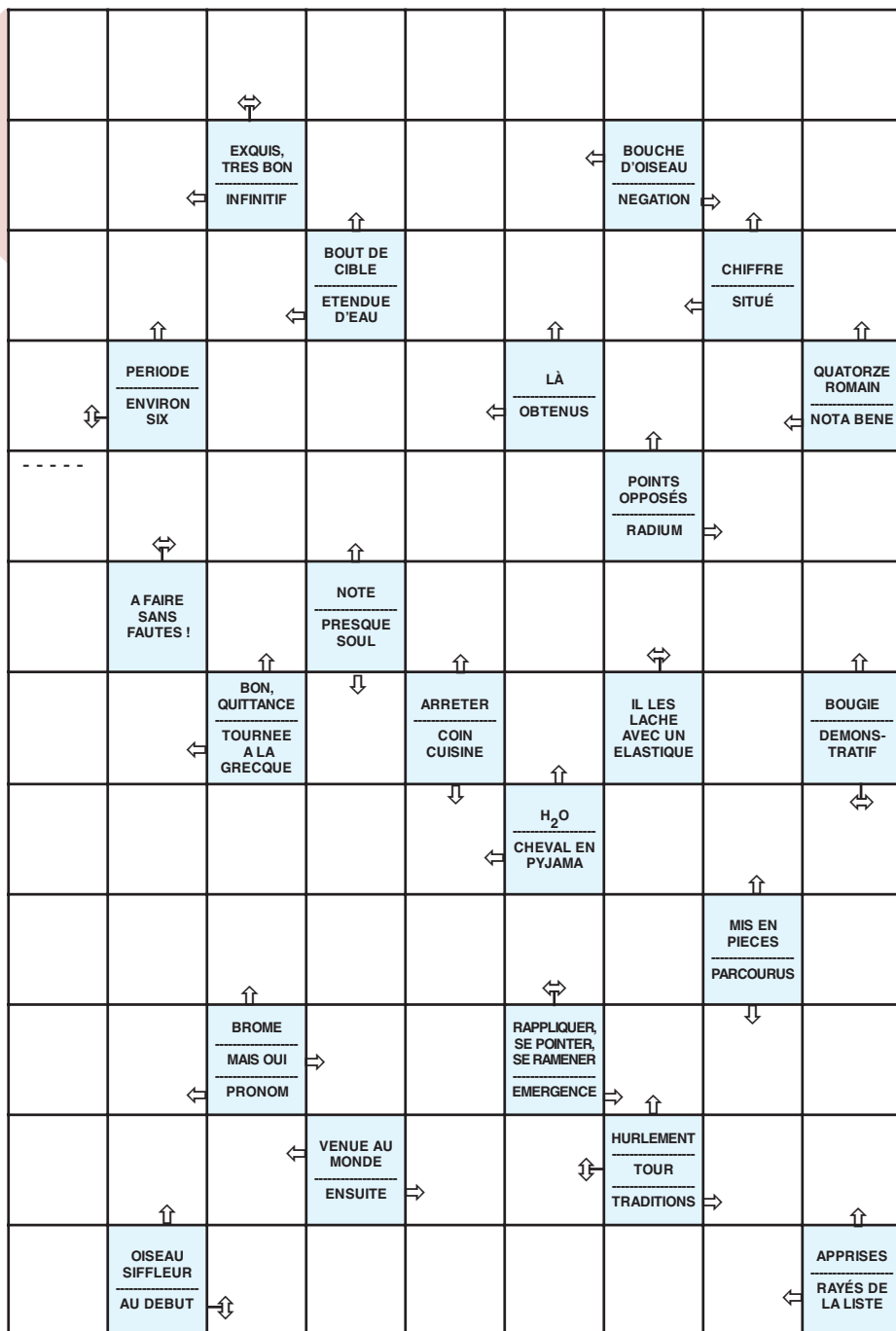
Les 8 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :
- Mon 1er est une terre de culture.
- Mon 2e est un simple élément de jeu.
Mon tout, c'est le vainqueur.

1	R	2	O	3	B	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26			

13	15	4	14	10	5	16	18	2	18
4	5		8	7		6	18	5	8
1	8	11	1	4	13	8		8	11
10	1	2		13	4	1	9		11
8		5	3	8	1	5	17	6	8
	12	11		3	2			1	9
10	6		16	2	6	1	12	8	
4	1	14	4		3	2	6	8	8
9		8	18	9	5	7	8		14
9	8		11	6	8	8	9		10
4	16		9	5	1			4	1
18	2	9		11	9	8	11	9	8
11	6	5	7	8		14	2	5	9
9	11	1	8	9	9		5	7	9
	9	8	9		8	18	11	8	8

Jeux proposés par Chérifa Benghani

FLÉCHÉS N° 7891



LES SOLUTIONS

CROISÉS N°7890

A	R	M	A	T	E	U	R		R
S	A	R	C	O	P	H	A	G	E
S	P	E	R	E		P	U	S	
E	P	I	V	E	N	T	E	S	
R	O	C	H	E		I	P	E	
T	R	I	E		F	E	T	E	R
I	T		L	U	E		A	R	
O	S	A	I	T		D	R	U	E
N		D	O	U	Z	A	I	N	E
S	P	O	N	T	A	N	E	E	S

SUDOKU N°890

2	6	1	8	5	9	7	4	3
4	9	3	6	7	2	1	5	8
7	5	8	3	1	4	9	6	2
9	7	4	2	6	5	3	8	1
1	8	6	4	3	7	2	9	5
5	3	2	9	8	1	4	7	6
6	2	7	5	4	3	8	1	9
3	4	5	1	9	8	6	2	7
8	1	9	7	2	6	5	3	4

FLECHES N°7890

C	H	E	M	I	N	S			
P	R	U	N	E		O	U	F	
E	T	A		E	C	R	O	U	E
T					O	C			S
I	T	B		F	R	I	C		L
				E		A	M	I	E
B	A	L			C	R	I	M	E
E	T	A	P	E		G	A		M
U	T				I	N			
R	U	S	E	S		O	S	A	
R	E		S	I	G	N	E	R	
E	S	T		X	I		T	S	

FOUILLIS N° 7890

1	I	2	P	3	C	4	A	5	E	6	R
7	T	8	O	9	S	10	N	11	M	12	U
13	L	14	D	15	B	16	H	17	V	18	G
19	20	21	22	23	24						
25	26										

CODÉS N° 7890

1	I	2	P	3	C	4	A	5	E	6	R
7	T	8	O	9	S	10	N	11	M	12	U
13	L	14	D	15	B	16	H	17	V	18	G
19	20	21	22	23	24						
25	26										

SUDOKU N° 891

			6	9	1	7	2		3
			5			6	4		
1		3							
8		9	6		1				
2			8	4					
3	4			7					9
				1					
7	9			5		1		4	
		2		9	4				8

HOROSCOPE



Bélier 21-03 au 20-04

Vous retrouverez le bon moral et un grand sourire illuminera votre vie. Vous allez finalement bien vous en sortir. Vous aurez traversé victorieusement une période difficile.



Taureau 21-04 au 21-05

Ce sera la réussite complète si vous savez prendre les choses du bon côté. D'excellents sentiments de compréhension se nouent à votre égard. Soyez dans l'attente d'une heureuse nouvelle qui pourrait bien vous confondre.



Gémeaux 22-05 au 21-06

Vous serez à l'affût d'une proposition intéressante qui pourrait vous enchanter. Vous penserez avoir décroché la timbale si vous pouvez vous en emparer.



Cancer 22-06 au 22-07

La période n'est pas aux grands épanchements de sentiments. Chacun cherche à observer l'autre et cela n'est pas pour plaire. Vous agissez néanmoins avec beaucoup de diplomatie et vous parvenez à savoir la vérité ce qui renforce vos certitudes dans cette affaire.



Lion 23-07 au 23-08

Vous allez faire de beaux projets financiers. Mais vous vous rendez compte que d'énormes difficultés vous empêchent d'obtenir d'une personne que vous tenez en grande estime le consentement pour une prochaine association.



Vierge 24-08 au 23-09

Soyez confiant car vous aurez la chance que les choses s'arrangent d'elles-mêmes. Si un problème financier survient ou qu'une décision importante soit à prendre, il vous suffira d'être patient, d'avoir confiance et d'attendre que la meilleure solution s'offre à vous.



Balance 24-09 au 23-10

Vous formulerez des bonnes idées qui mériteraient d'être exploitées. On vous offre une collaboration désintéressée que vous hésitez à accepter.



Scorpion 24-10 au 22-11

Votre opinion personnelle sur un sujet sans grand intérêt pourrait choquer votre entourage. Modérez vos passions et révissez votre position intransigeante pour éviter un conflit latent.



Sagittaire 23-11 au 21-12

Une personne proche de vous qui vous déclare ses desseins paraît sincère. Vous êtes quelque peu sceptique et vous avez du mal à croire ses affirmations.



Capricorne 22-12 au 20-01

Vous avez des doutes au sujet de la réalisation d'un projet qui vous tient à cœur. Rassurez-vous car vous gagnerez grâce à votre détermination.



Verseau 21-01 au 18-02

Ce sera un virage décisif qu'il faudra négocier avec beaucoup de prudence. Les chances sont grandes de voir enfin se réaliser des aspirations aussi ambitieuses que celles que vous nourrissez depuis si longtemps.



Poissons 19-02 au 20-03

Les temps changeront très vite au cours de la journée. Attention vous êtes dans une période de transition.

12 personnes tuées par Boko Haram au Nigeria



Les terroristes de Boko Haram ont tué 12 personnes et en ont enlevé sept dimanche lors de l'attaque d'un village proche de Chibok dans le nord-est du Nigeria, selon des sources locales. Les terroristes, répartis dans six véhicules pickup, ont attaqué le village de Takulashi, à 18 km de Chibok, tirant sur ses habitants et incendiant des habitations. "Les terroristes ont tué 12 personnes, dont deux de nos membres qui les affrontaient", a déclaré Abwaku Kabu, dirigeant d'une milice locale d'autodéfense soutenue par le gouvernement.

Les membres de la milice, venus défendre le village à bord de deux camions, étaient moins nombreux que les assaillants qui ont saisi un de leurs camions, a-t-il précisé. Les terroristes ont en outre enlevé sept personnes, "trois femmes et leurs quatre enfants", et incendié 70 habitations après avoir volé de la nourriture, a de son côté indiqué Ayuba Alamson, un responsable communautaire de Chibok, qui a confirmé le bilan de 12 morts.

32 journalistes tués depuis le début de l'année



Trente-deux journalistes et collaborateurs de médias ont été tués depuis le début de l'année selon Reporters sans frontières (RSF), un chiffre en baisse par rapport à 2019 en raison de la crise sanitaire mais qui reste préoccupant, souligne l'ONG. A l'occasion lundi de la "Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre des journalistes", RSF réitère sa demande auprès du secrétaire général des Nations Unies Antonio Guterres de créer un poste de "représentant spécial pour la sécurité des journalistes". "Il reste un peu plus d'un an au secrétaire général pour agir et laisser un héritage significatif en matière de lutte contre l'impunité et de protection des journalistes. La désignation d'un membre de son équipe comme contact privilégié, seule action concrète qu'il ait menée pour l'instant, ce n'est pas suffisant", déplore le secrétaire général de l'ONG, Christophe Deloire, dans une tribune publiée lundi dans plusieurs médias. En 2019, 49 journalistes avaient été tués dans le monde, un chiffre en nette baisse par rapport à l'année d'avant, les zones de conflit ayant été moins meurtrières pour les journalistes car ces derniers s'y rendent de moins en moins, selon RSF.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Les Emirats soutiennent Macron face aux critiques



Les Emirats arabes unis ont pris la défense du président français dans la polémique qui a enflé ces derniers jours dans le monde musulman à son encontre, au sujet des caricatures du Prophète.

Dans une interview parue lundi dans le quotidien allemand Die Welt, le ministre émirati des Affaires étrangères, Anwar Gargash, a rejeté l'idée selon laquelle Emmanuel Macron aurait exprimé un message

d'exclusion des musulmans. "Il faut écouter ce que Macron dans son discours a vraiment dit, il ne veut pas de ghettoïsation des musulmans en Occident et il a tout à fait raison", a-t-il déclaré.

Les musulmans doivent mieux s'intégrer et l'Etat français est en droit de chercher des moyens d'y parvenir tout en luttant contre le radicalisme et l'enfermement communautaire, a ajouté le chef de la di-

plomatie. Les protestations anti-françaises dans certains pays musulmans ont éclaté en réaction aux déclarations d'Emmanuel Macron défendant le droit à la caricature au nom de la liberté d'expression. Il réagissait à la décapitation le 16 octobre par un islamiste d'un enseignant français qui avait montré à ses élèves des caricatures du prophète, en plein procès de l'attentat de 2015 contre Charlie Hebdo.

Attaque dans l'université de Kaboul : 19 morts

Au moins 19 personnes, des étudiants pour la plupart, ont été tués et 22 blessés dans une attaque menée lundi par des hommes armés qui ont pris d'assaut l'université de Kaboul, ont indiqué des responsables. Les affrontements ont opposé pendant plusieurs heures les assaillants aux forces de sécurité à l'intérieur de l'université, la plus grande du pays, selon le ministère de l'Intérieur.

"Trois assaillants sont impliqués. L'un d'eux a fait exploser la charge qu'il portait sur lui au début de l'attaque, deux ont été abattus par les forces de sécurité", a indiqué à l'AFP le porte-parole du ministère de l'Intérieur, Tariq Arian. Les taliban ont assuré ne pas être impliqués dans cet assaut.

Le porte-parole de la police de Kaboul, Ferdaws Faramerz, a indiqué à l'AFP que la plupart des tués étaient des étudiants. L'attaque a été lancée lorsque des responsables gou-



vernementaux arrivaient sur le campus pour inaugurer une foire du livre iranien, a précisé à l'AFP Hamid Obaidi, un porte-parole du ministère de l'Education supérieure. Les hom-

mes armés ont fait irruption sur le campus, provoquant la fuite de centaines de personnes, certaines tentant même d'escalader le mur d'enceinte pour échapper aux tirs.

Côte d'Ivoire: au moins trois morts dans un village le jour du vote



Au moins trois personnes sont mortes dans des affrontements intercommunautaires dans le village de Tehiri (centre-ouest), près de Gagnoa, le fief de l'ex-président Laurent Gbagbo, le jour de la présidentielle en Côte d'Ivoire, ont affirmé des sources concordantes à l'AFP dimanche.

"Il y a trois morts et 43 blessés, dont 19 par balles", a affirmé une source médicale qui s'est rendue sur place pour les premiers secours, sous couvert de l'anonymat. "Notre ambulance a été prise pour cible, j'ai eu peur pour ma vie. Nous avons essayé d'évacuer les blessés vers Gagnoa mais la route était bloquée, nous avons fait demi-tour vers le centre hospitalier de Sinfra", plus à l'ouest, a-t-elle affirmé.

Comme dans plusieurs localités du pays où les violences ont fait 30 morts depuis le mois d'août et l'annonce de la candidature du président Alassane Ouattara à un troisième mandat controversé, le différend politique a dégénéré en violences ethniques.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

LE VOTE, LES ABSTENTIONS ET L'AUTRE GRAND DÉCOMPTÉ

Il faut se l'avouer, ses colères n'étaient pas animées par le désir de voir instaurer une juste gouvernance telle qu'elle est réclamée par la légitime conscience rodée par l'exercice politique, mais se manifestaient surtout par une volonté de partage quel qu'en soit le prix à payer par les générations à venir. La rente a été une aubaine assez perverse pour fructifier une complicité subjective entre gouvernants et gouvernés vers des intérêts communs inscrits dans l'immédiateté.

Cependant, malgré la remarquable

désertion des électeurs, l'important gain tiré de ce référendum est sans conteste l'absence des bourrages des urnes auxquels le peuple algérien s'était habitué et plié. Ainsi, l'issue de ce vote très particulier, avec ses lots de questionnements incandescents à la faveur de souligner qu'une voie nouvelle est à tracer. Qu'on le veuille ou non, une des importantes promesses de Tebboune vient d'être consommée.

Un autre décompte plus large et plus conséquent est imposé à tous en ce premier novembre. Dans la situation actuelle, sérieusement malmenée par une pandémie catastrophique et ruineuse en tous points de vue, et par une maladie présidentielle dont on ne connaît ni la nature ni la durée, il est devenu obligatoire d'enfin savoir accorder pour trouver la bonne voie à emprunter.